



HAL
open science

Quel soutien direct pour les revues Diamant en accès ouvert ? Modèles de financement et modalités de mises en oeuvre

Quentin Dufour, David Pontille, Didier Torny

► To cite this version:

Quentin Dufour, David Pontille, Didier Torny. Quel soutien direct pour les revues Diamant en accès ouvert ? Modèles de financement et modalités de mises en oeuvre. Comité pour la science ouverte. 2023. hal-04134537

HAL Id: hal-04134537

<https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-04134537>

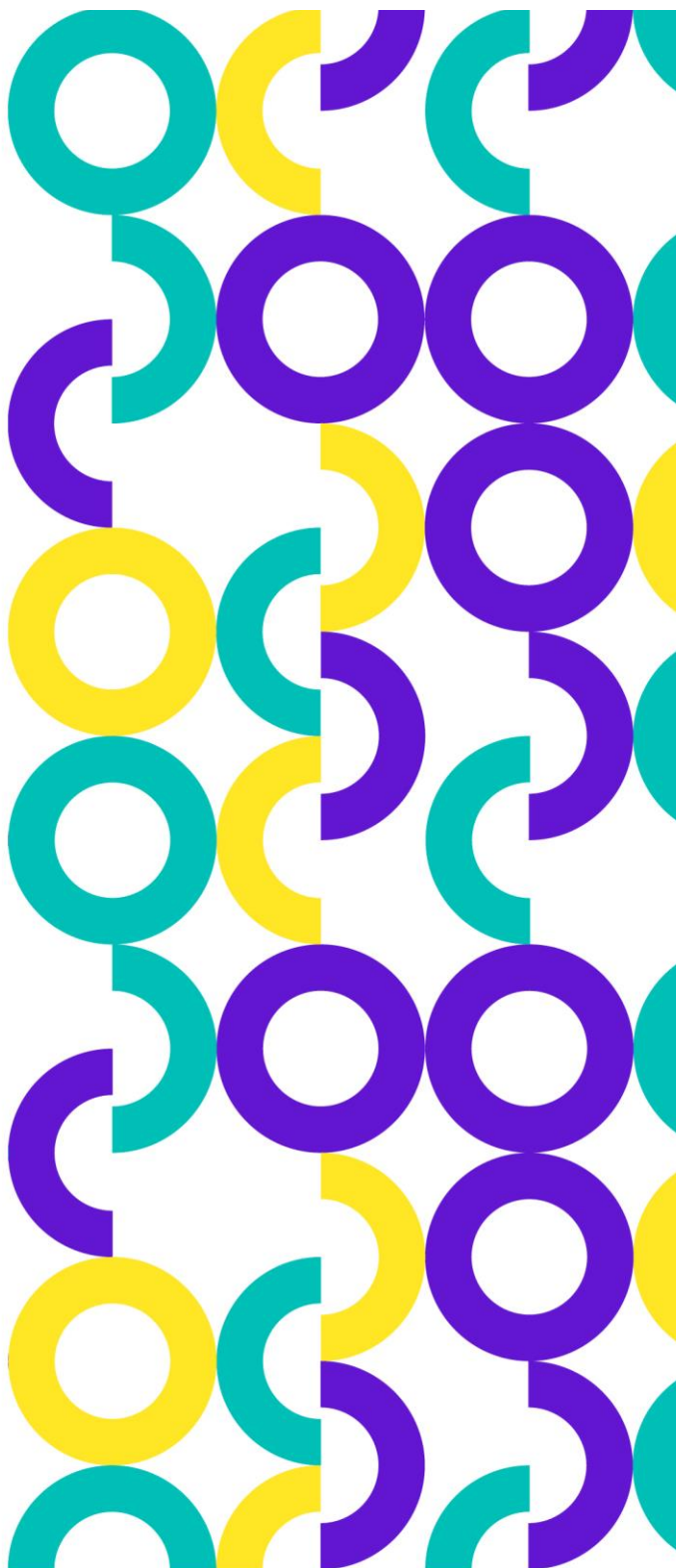
Submitted on 20 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Quel soutien direct pour les revues Diamant en accès ouvert ?

Modèles de
financement et
modalités de mises
en œuvre

Quentin DUFOUR
David PONTILLE
Didier TORNY

Juin 2023

Quel soutien direct pour les revues Diamant en accès ouvert ?

Modèles de financement et modalités de mises en œuvre

Projet Socio-Économie de la Publication Scientifique

Quentin DUFOUR

CNRS, Innovation Centre of Sociology

David Pontille

CNRS, Innovation Centre of Sociology

Didier Tornay

CNRS, Innovation Centre of Sociology

Juin 2023

Contrat no. 206150

Version française du rapport : <https://doi.org/10.52949/36>

Version anglaise du rapport : <https://doi.org/10.52949/35>

Données du rapport : <https://doi.org/10.57745/YGUK>

Prépublication issue des travaux du rapport : <https://doi.org/10.1101/2023.05.03.539231>

Conception graphique : opixido



Except where otherwise noted, this work is licensed under <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>

Sommaire

Sommaire	2
Liste des figures, tableaux, et acronymes	4
Executive summary	6
Introduction	10
De la BOAI au rapport OA Diamond Journals	10
Mieux connaître le financement des revues Diamant	12
Point de départ : la situation financière des revues Diamant	16
Plan du rapport : des modèles aux enjeux de leur mise en œuvre	18
Équipe, sources de financement et contexte de l'enquête	19
Partie I. Des modèles de soutien aux revues Diamant	
Section 1.	
Les modèles généraux de soutien à la publication	21
1.1. Soutenir les infrastructures de publication	21
1.2. La mise à disposition de services	22
1.3. Le financement direct aux revues	22
Section 2.	
Quatre modèles de financement direct	
2.1. Le financement de la publication scientifique : de la prévisibilité à l'incertitude	26
2.2. Quatre modèles : lien au volume de publication et gestion de l'incertitude	27
A. Modèles de financement forfaitaire annuel	28
B. Modèles de financement dépendant de la quantité annuelle d'articles	28
Partie II. Que finance-t-on avec les modèles ?	
Section 3.	
Une exploration du processus de publication	31
3.1. Deux listes pour explorer la publication des articles scientifiques	31
3.2. Quelles entités pour quels actes ?	37
Section 4.	
La monétisation des actes de publication	44
4.1. Actes de publication et transactions monétaires	44
4.2. Quelles entités rémunérées pour quels actes de publication ?	50

Section 5.	
Financer les actes de publication dans un monde idéal	54
5.1. Les besoins financiers des revues	54
5.2. La prolongation du paiement dans un monde idéal	62
Partie III. Les conditions techniques de mise en œuvre d'un modèle de financement direct	
Section 6.	
La capacité des revues à réaliser des transactions monétaires	66
6.1. Capacités d'échange directes	66
6.2. Capacités d'échange indirectes	67
6.3. Les capacités totales d'échange monétaire	68
6.4. Capacités d'échange potentielles	69
Section 7.	
Quelle visibilité des financeurs de la recherche ?	70
7.1. Les capacités de reporting des revues	70
7.2. Quelles incitations en faveur d'un système de reporting ?	72
Section 8.	
La capacité des financeurs à soutenir directement les revues	74
Conclusion : avantages et enjeux associés aux modèles de financement direct	75
Annexe : méthodes de collecte et d'analyse des données	80

Liste des figures, tableaux, acronymes

Figures

- Figure 1. L'autonomie économique des revues Diamant
- Figure 2. Distribution des objectifs financiers
- Figure 3. Distribution des 26 actes selon les entités
- Figure 3a. Distribution des actes relevant de la certification
- Figure 3b. Distribution des actes relevant de la production matérielle
- Figure 3c. Distribution des actes de mise en circulation
- Figure 4. Présence de transaction monétaire selon les actes de publication
- Figure 4a. Monétisation des actes de certification
- Figure 4b. Monétisation des actes de la production matérielle
- Figure 4c. Monétisation des actes de mise en circulation
- Figure 5. La distribution de la rémunération des actes par rapport à la population totale
- Figure 6. La distribution de la rémunération des actes entre les actants
- Figure 7. Financer les actes de publication dans un monde sans contraintes monétaires
- Figure 7a. Financer la certification dans un monde idéal
- Figure 7b. Distribution des opportunités de financement (« oui » et « peut-être »)
- Figure 7c. Financer la production matérielle dans un monde idéal
- Figure 7d. Financer la mise en circulation
- Figure 7e - Financer la mise en circulation dans un monde idéal, cumul Yes et Maybe
- Figure 8. La poursuite du paiement dans un monde idéal
- Figure 9. Capacités financières directes
- Figure 10. Capacités financières indirectes
- Figure 11. Capacités financières potentielles
- Figure 12. Tracer les financements
- Figure 13. Capacité effective de reporting
- Figure 14. Capacité potentielle de reporting
- Figure 15. Effectuer un reporting contre un financement régulier

Tableaux

- Tableau 1. Avantages et écueils associés à un financement direct des revues Diamant
- Tableau 2. Trois niveaux d'agrégation des actes de production

Tableau 3. Les capacités totales de transaction financière des revues

Tableau 4. Les capacités potentielles d'échange monétaire des revues

Tableau 5. Les cinq principaux thèmes du questionnaire

Tableau 6. Croisement des questions 3.1 et 3.2

Acronymes

ACM : Association for Computing Machinery

APC : Article Processing Charges

BMC : BioMed Central

BOAI : Budapest Open Access Initiative

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

DOAB : Directory of Open Access Books

DOAJ : Directory of Open Access Journals

DOI : Digital Object Identifier

ETP : Équivalent Temps Plein

ISSN : International Standard Serial Number

JTCAM : Journal of Theoretical, Computational and Applied Mathematics

MDPI : Mutlidisciplinary Digital Publishing Institute

NGO : Non Governmental Organization

OA : Open Access

OJS : Open Journal Systems

OLH : Open Library of Humanities

OPERAS : Open scholarly communication in the European union Research Area for Social sciences and humanities

PKP : Public Knowledge Project

PLOS : Public Library Of Science

PSL : Paris Sciences et Lettres

SCOSS : The Global Sustainability Coalition for Open Science Services

SNF : Swiss National Fund

SPARC : Scholarly Publishing and Academic Ressources Coalition

SSHRC : Social Sciences and Humanities Research Council

Executive summary

Objectifs

Le modèle auteur-payeur pour les revues en accès ouvert est de plus en plus critiqué en raison des inégalités qu'il génère et de son insoutenabilité par absence de contrôle des coûts. Dans ce contexte notre étude s'intéresse aux modèles de financement des revues Diamant – soit les revues académiques qui publient en accès ouvert, sans paiement direct pour les lecteurs ni pour les auteurs. L'enjeu de ce travail est de tester la faisabilité, mais également le caractère désirable, d'un mode de soutien financier direct et récurrent des revues Diamant, qui n'existe quasiment pas à l'heure actuelle. Dans un premier temps, il s'agit de le tester sur la relation entre financeurs de la recherche et revues.

Contexte

En 2020, nous avons participé au sein du consortium OPERAS à l'enquête OA Diamond Journals visant à quantifier et à qualifier l'écosystème des revues Diamant à l'échelle mondiale, avec une focalisation sur les revues et plateformes situées en Europe et en Amérique du Sud. Parmi les nombreuses recommandations qui ont été formulées dans le rapport final, l'une d'entre elles proposait la mise en place de financements directs des revues Diamant de la part d'institutions ne le soutenant pas actuellement. Le présent travail s'inscrit dans la droite ligne de cette recommandation. Complémentaire à celui de 2020, il se focalise donc sur un aspect particulier de l'écosystème Diamant : ses modalités de financement. L'exploration détaillée des options financières actuelles des revues Diamant vise à circonscrire les formes concrètes que prendrait leur modèle de financement pérenne.

Méthode

Cette étude s'appuie principalement sur une enquête par questionnaire envoyé à plus d'un millier de revues Diamant et auquel 260 ont répondu. Nous avons construit une grille de questions articulées autour de quatre thèmes permettant de comprendre leur situation financière : la configuration économique de la revue, les actes de publication, le rapport aux financeurs et au *reporting*, l'opinion quant à un modèle de financement direct. La majorité des questions sont fermées et donnent un aperçu quantifié des réalités financières auxquelles sont confrontées les revues Diamant. Certaines questions ouvertes ont fait l'objet d'un traitement à part grâce à un logiciel de traitement qualitatif.

Résultats

1. Quatre modèles de financement directs des revues Diamant

Notre enquête par questionnaire a permis de recenser différentes formes de soutien possibles. Outre le développement d'infrastructures de publication et la mise à disposition de services, nous nous sommes focalisés sur les modèles de financement direct. Nos investigations conduisent à l'élaboration de quatre modèles, plus ou moins couplés au volume de publication, et sur la base temporelle d'un financement annuel :

- La liste blanche. Les revues remplissent des critères permettant de les inscrire sur une liste donnant accès à l'allocation d'une somme fixe, indépendamment du contenu des articles et du volume de la publication.
- Le seuil. Une somme fixe est allouée à la revue sous condition d'un volume minimal de publications d'intérêt pour le financeur.
- Les tranches. Les sommes versées à la revue ne dépendent pas linéairement du nombre d'articles d'intérêt pour un financeur, mais des « tranches de publication » au sein desquelles la somme est forfaitaire.
- Le volume. Une somme est allouée à la revue en fonction du volume annuel de publications suivant l'idée du « fund as you publish », employé dans certains accords transformants.

2. Qui agit et sur quels actes lors de la publication d'un article scientifique ?

Afin d'examiner en détail le processus de publication, nous avons établi une liste de 26 actes qui jalonnent la production d'un article scientifique à l'intérieur d'une revue. Ces 26 actes sont eux-mêmes regroupés en trois grandes catégories : la certification (réception du manuscrit, évaluation, décision d'acceptation/rejet, etc.), la production matérielle du document (*copyediting*, *proofreading*, travail graphique, mise au format, etc.), et la mise en circulation (gestion des droits, contrats auteur, DOI, métadonnées, diffusion, archivage, etc.). L'enquête par questionnaire a permis de dégager des régularités au sein des revues Diamant interrogées.

- Les rédacteurs en chef et leurs assistant.es couvrent l'ensemble des actes. Ils sont prépondérants pour l'accomplissement de la certification qu'ils partagent avec les membres du comité éditorial, et pour les actes de mise en circulation.
- Les secrétaires de rédaction et les prestataires extérieurs contribuent plus particulièrement à la production matérielle du document. Elles et ils participent également, mais dans une moindre mesure, aux actes de mise en circulation.
- Certains actes spécifiques laissent une place à deux entités : les évaluateurs externes sont les plus impliqués (45% des répondants) pour le *reviewing*, tandis que l'utilisation

de logiciels est particulièrement visible pour la vérification du plagiat (22% des répondants) et l'assignation d'un DOI (19% des répondants).

3. Quels actes du processus de publication pourrait-on financer ?

L'enquête rappelle l'importance du travail effectué sans transaction monétaire au sein des revues, mais souligne l'ensemble des tâches concernées. Cette situation est caractéristique de l'économie de la publication scientifique, où les personnels académiques sont rémunérés par leur institution de rattachement pour accomplir la diversité des activités que recouvre le travail de recherche. Ainsi, les tâches accomplies au sein d'une revue ne font pas l'objet d'une rémunération complémentaire en tant qu'elles font partie du travail des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette singularité des revues académiques est encore plus marquée pour les revues Diamant, comme le suggérait déjà l'étude OA Diamond Journals. Complémentairement, certains actes du processus de publication, lorsqu'ils sont réalisés par des prestataires externes, font bel et bien l'objet de transactions monétaires. À cet égard, le présent travail permet de dégager des pistes pour envisager précisément la destination des financements directs :

- Les actes relevant de la certification des manuscrits regroupent les taux les plus faibles de transactions monétaires. Même dans un monde hypothétique sans contraintes financières, les revues Diamant seraient peu enclines à financer cette partie du processus de publication, notamment afin de conserver leur indépendance éditoriale en matière de publication scientifique.
- La deuxième catégorie d'actes, relative à la production matérielle des documents, condense les plus forts taux de transactions monétaires. C'est aussi la catégorie pour laquelle les revues seraient le plus enclines à payer dans une situation « idéale », exempte de toutes contraintes financières.
- Pour les actes de mise en circulation, les résultats sont plus mitigés, bien qu'une partie des revues soient favorables à la rémunération d'une partie des actes.

4. Les conditions techniques de mise en œuvre des modèles de financement direct

La mise en place d'un financement direct, quel que soit le modèle choisi, passe par le respect d'un certain nombre de conditions techniques :

- La capacité à réaliser des transactions monétaires. Près de 80% des revues interrogées déclarent être en mesure de recevoir de l'argent de manière directe ou indirecte. Ce taux atteint 86% si l'on considère les capacités potentielles, soit la propension des revues à mettre en place un système comptable sous condition d'un financement suffisant.

- La capacité à rendre visibles les financeurs. 51% des revues interrogées ont déjà les moyens de réaliser du *reporting* afin d'identifier la contribution des financeurs à la publication. Parmi celles qui n'en sont actuellement pas capables, 73% déclarent être prêtes à adopter un tel système sous réserve de financements suffisants.
- La possibilité réglementaire pour les financeurs de la recherche de soutenir directement les revues.

5. Avantages et limites des modèles de financement direct

Les questions ouvertes ont permis d'identifier les avantages que les revues envisagent concernant le financement direct, mais également les écueils éventuels à éviter. Ces éléments sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Avantages et écueils associés à un financement direct des revues Diamant

Avantages	Écueils à surmonter
Pérennisation de la revue	Risque de perte d'indépendance scientifique du comité éditorial
Valorisation du travail souvent bénévole	Nouvelle charge administrative liée aux transactions monétaires et à la mise en visibilité des financeurs
Externalisation et professionnalisation de certains actes	Développement de revues Diamant prédatrices
Recentrage du comité éditorial sur le travail de certification	Impossibilité institutionnelle ou légale de capter des financements directs pour les revues de certains pays
Mise en conformité avec différents standards techniques	Critères d'évaluation universitaires non alignés avec la publication dans les revues Diamant
Réallocation des flux financiers loin des grands éditeurs commerciaux	Manque d'intérêt des financeurs de la recherche pour les revues Diamant
Augmentation du nombre de revues Diamant	Les publications fondées sur des recherches non financées ne génèrent pas de revenu pour la revue

Conformément aux exigences de la science ouverte, l'ensemble des données diffusables a été déposé sur la plateforme Recherche Data Gouv à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.57745/YGUKSY>

Enfin, certains résultats ont été affinés pour faire l'objet d'une prépublication sous licence CC-BY: <https://doi.org/10.1101/2023.05.03.539231>

Introduction

De la BOAI au rapport OA Diamond Journals : le financement direct des revues pour publier en accès ouvert

En décembre 2001, la Budapest Open Access Initiative (BOAI) réunissait des éditeurs, des bibliothécaires appartenant ou affiliés à SPARC¹, des tenants des archives ouvertes et de l'auto-archivage, ainsi qu'un des auteurs de la pétition de PLoS. Ils définissaient ensemble l'accès ouvert dans une version très large, publiée en février 2002, qui a trouvé ensuite une mise en œuvre juridique par les licences *Creative Commons*. Mais la BOAI ne se limitait pas à une définition de l'accès ouvert. Elle lançait également un appel à toute institution susceptible de le soutenir, tout en recommandant des solutions pratiques. Deux voies principales étaient identifiées, qui incarnaient les objectifs des acteurs présents : la première promouvait l'auto-archivage des articles de revues à comité de lecture dans des archives ouvertes en ligne, en s'appuyant sur les standards techniques d'interopérabilité déjà définis par l'Open Archive Initiative pour leur assurer la plus grande visibilité. La seconde voie était moins stabilisée et envisageait différentes formules pour déterminer qui assumerait les coûts de publication :

« Il existe, pour cette fin, de nombreuses sources de financement alternatives, parmi lesquelles les institutions et les gouvernements qui financent la recherche, les universités et laboratoires qui emploient les chercheurs, les dotations allouées par discipline ou par institution, les amis de la cause du libre accès, les profits générés par la vente d'enrichissements apportés aux textes de base, les fonds libérés par la transformation ou la disparition des périodiques facturant un abonnement traditionnel ou un prix d'accès, voire les contributions des chercheurs eux-mêmes. Nul besoin de favoriser une solution plutôt qu'une autre pour toutes les disciplines et toutes les nations, ni d'arrêter de chercher de nouvelles alternatives originales »².

Insistant sur la diversité des ressources, cette seconde voie articulait plusieurs options envisagées auparavant, comme les propositions de SPARC sur la baisse du coût des

¹ <https://sparcopen.org>

² Budapest Open Access Initiative, <https://www.budapestopenaccessinitiative.org/read/french-translation/>, Page consultée le 03/12/2021.

abonnements, ou encore le modèle économique développé par BMC de valorisation d'autres contenus que les articles de recherches eux-mêmes. Si elle était évoquée, la contribution financière des auteurs n'était alors envisagée qu'en dernière instance. C'est pourtant ce modèle de recours qui s'est développé les années suivantes sous l'effet d'une double dynamique : d'une part, des éditeurs comme BMC et PLOS commençaient à pratiquer la tarification d'une publication en accès ouvert dès 2003-2004, avec un prix fixe par article ; d'autre part, des financeurs de la recherche, et en premier lieu le Wellcome Trust, indiquaient que le coût de la publication en accès ouvert serait pris en charge au sein des fonds (*grants*) obtenus par des équipes de recherche. À la fin de la décennie, le soutien du Wellcome Trust à ce modèle économique dépassait déjà 2,4M€ par an³.

La construction d'un marché par l'émergence d'une tarification publique et d'une source de financement des éditeurs se met donc progressivement en place au cours des années 2000, d'abord au profit de nouveaux entrants spécialisés dans la publication en accès ouvert (BMC, PLOS). Au cours des années 2010, l'ensemble des éditeurs académiques s'y développent, qu'ils soient déjà dans ce modèle d'affaires (MDPI, Frontiers, Hindawi,...) ou qu'une partie de leur activité seulement en relève (Springer Nature, Wiley, Sage, Elsevier, Informa,...), sous la forme de revues hybrides ou/et de revues entièrement en accès ouvert. En dépit de critiques récurrentes et de plus en plus partagées sur l'augmentation de la tarification à l'article, ce modèle d'affaires continue à être soutenu par une grande partie des financeurs de la recherche et, dans certains cas, par les bibliothèques et les institutions de recherche. C'est en particulier le cas au Royaume-Uni, où le modèle des "blocks grants", fonds accordés aux universités pour payer des APC, est mis en place comme politique publique nationale à partir de 2013, avec un fonds de 17M€ pour cette première année⁴. À partir de 2015, ce sont les accords dits « transformants » qui, dans de nombreux pays européens, prennent le relais en finançant une nouvelle fois des APC, le plus souvent à partir des fonds auparavant uniquement destinés à l'abonnement des revues⁵. Encore aujourd'hui, une multitude d'institutions financent directement des APC. À titre d'exemple, évoquons celui de l'université d'Utrecht qui, jusqu'en 2021, ne remboursait que 50% des APC, à hauteur de 1 000€. Désormais, elle subventionne pleinement le modèle auteur-payeur :

Full reimbursement

³ https://wellcome.figshare.com/articles/dataset/Wellcome_Trust_open_access_APC_spend_2010_11_2011_12_/1004743.

⁴ <https://www.ukri.org/about-us/policies-standards-and-data/data-collection/open-access-block-grant-awards/>

⁵ Quentin Dufour, David Pontille, Didier Torny. Contracter à l'heure de la publication en accès ouvert. Une analyse systématique des accords transformants. [Rapport de recherche] 206 150, CNRS; Comité pour la science ouverte. 2021, pp.81. doi.org/10.52949/2

In 2022 the Open Access Fund will refund all costs of publishing articles in full open access journals, under the condition that the article processing charge (APC) amounts to a maximum of €2,500.

Open access books

The ambition to achieve full open accessibility of scientific publications as soon as possible also applies to books. That is why in the case of open access books a maximum reimbursement of €4,000 per book is available in the OA Fund in 2022.

No reimbursement

The OA Fund does not refund costs of publications that are the result of external research funding (for instance NWO and ERC). These costs can be financed by means of project funding⁶.

Pour les articles, outre l'appartenance au Directory of Open Access journals (DOAJ) de la revue qui les publie (de même pour les livres au Directory of Open Access Books, DOAB), la seule condition est donc monétaire – ne pas dépasser un certain montant, et bien entendu ne pas déjà bénéficier d'un soutien pour la publication en accès ouvert par le biais de financeurs. Les pratiques des bibliothèques universitaires recensées en Amérique du Nord par SPARC montrent le même type de schéma peu contraignant sur les supports de publication ou le tarif des frais de publication en accès ouvert. Cet alignement progressif d'acteurs susceptibles de payer des frais de publication en accès ouvert a non seulement permis au modèle APC de se développer, mais lui a aussi donné une forte visibilité : à partir des années 2010, la publication en accès ouvert, deuxième voie de la BOAI, est pour de nombreux acteurs réduite à un modèle économique unique, celui de l'auteur-payeur, désormais subventionné par différentes sources (financeurs, universités, bibliothèques, fonds nationaux, ...). Ainsi, aujourd'hui, le financement de la publication en accès ouvert consiste pour de nombreux acteurs aux moyens divers à payer des APC toujours plus élevés.

Mieux connaître le financement des revues Diamant

Face à ce constat d'un soutien constant à un seul modèle économique, quelle place demeure pour ce qui devait originellement constituer le cœur des modèles économiques de publication en accès ouvert ? Si certains ont lutté pour invalider l'équation « gold open access = APC », d'autres ont cherché à donner plus de visibilité à ces *alternative journals* en inventant de nouvelles étiquettes pour ces revues, comme *Platinum open access*, ou *non-APC open access*. Ces dénominations ont en commun de caractériser le modèle économique de manière négative : l'absence d'exigence de financement par les auteurs pour publier en accès ouvert.

⁶ <https://www.uu.nl/en/university-library/advice-support-to/researchers/publishing-support/open-access/open-access-costs/open-access-fund>

Cette caractérisation existe également sous forme de filtre dans le DOAJ, « Without article processing charges (APC) ». Mais ces étiquettes ne disent rien des sources de financement et de soutien concrets, de la diversité des modèles économiques de ces revues et des coûts qui sont associés.

Pendant deux décennies, la diversité de ces modèles possibles a été souvent rappelée, en particulier à partir des propositions de Peter Suber (2007), allant du soutien institutionnel direct au modèle publicitaire. Cette littérature, d'un volume réduit, se situe presque toujours dans la même perspective : offrir aux revues actuellement sous abonnement des modèles d'affaires pour passer en accès ouvert. Dans la période la plus récente, les textes exemplaires sur le sujet sont ceux de Wise et Estelle sur les modèles de transition « compatibles avec le Plan S » vers l'accès ouvert pour les sociétés savantes⁷. Les auteurs recensent différentes options : les modèles « transformants », c'est-à-dire la redirection des frais d'abonnement des bibliothèques vers la publication en accès ouvert ; la mise en place d'une infrastructure de publication en coopération entre l'éditeur et les bibliothèques ; l'autorisation de l'auto-archivage des « manuscrits acceptés auteur » ou de *postprint* ; les différentes formes d'APC ; l'open publishing platform (F1000, Emerald Open Publishing), soit un hébergement de prépublication avec des services de *peer reviewing* payants ; les « autres formes de financement » qui incluent le *freemium*, la subvention, le *crowdfunding*, la publication, la syndication ou encore le modèle *Subscribe to Open* dont la popularité se développe ; et enfin la réduction des coûts (supprimer ou combiner des revues, mettre en commun des logiciels de gestion, arrêter la production papier, etc.). Même si certaines plateformes ou certains éditeurs présentent les solutions qu'ils ont trouvées ou leur modèle de coût, on ne dispose toujours pas d'enquête sur la réalité des modèles d'affaires des revues non APC, alors même que la littérature sur les prix des APC ou la modélisation des coûts liés à la publication se multiplie⁸.

Il a fallu attendre 2020 pour que le consortium réuni autour d'OPERAS, et financé par la Coalition S, publie une vaste enquête décrivant et quantifiant l'écosystème de ces revues, installant la dénomination *OA Diamond Journals* comme standard.⁹ Les résultats de cette

⁷ Wise, Alicia, and Lorraine Estelle. "Society publishers accelerating open access and Plan S-final project report." (2019). Wise, Alicia, and Lorraine Estelle. "How society publishers can accelerate their transition to open access and align with Plan S." *Learned Publishing* 33.1 (2020): 14-27.

⁸ Grossmann, Alexander, and Björn Brembs. "Current market rates for scholarly publishing services." *F1000Research* 10 (2021). Voir aussi Antoine Blanchard, Diane Thierry, Maurits van der Graaf. Retrospective and prospective study of the evolution of APC costs and electronic subscriptions for French institutions. Comité pour la science ouverte. 2022. doi.org/10.52949/26

⁹ Bosman, Jeroen, Jan Erik Frantsvåg, Bianca Kramer, Pierre-Carl Langlais, and Vanessa Proudman. "The OA diamond journals study. Part 1: Findings." (2021). <https://doi.org/10.5281/zenodo.4558704> Becerril, Arianna, Lars Bjørnshauge, Jeroen Bosman, Jan Erik Frantsvåg, Bianca Kramer, Pierre-Carl Langlais, Pierre Mounier, Vanessa Proudman, Claire Redhead, and Didier Torny. "The OA Diamond Journals Study. Part 2: Recommendations." (2021). <https://doi.org/10.5281/zenodo.4562790>

enquête sur l'écosystème Diamant sont présentés en quatre parties : la première délivre des informations générales sur le nombre de revues, les disciplines et les aires géographiques couvertes ; la seconde évoque les enjeux de qualité et de conformité technique ; la troisième porte sur le fonctionnement des revues, leur mode de gouvernance et les ressources disponibles ; tandis que la dernière évoque les enjeux de durabilité des revues, en abordant la question du financement et du coût de fonctionnement. Avec ces résultats, un deuxième volume formule de nombreuses recommandations afin de développer et de pérenniser ces revues au sein de l'économie de la publication scientifique.

Les principaux résultats du rapport sont donc d'abord constitués par la découverte d'un véritable archipel de revues, potentiellement près de 30 000, dont seule un tiers était référencée dans le DOAJ. Contrairement à une vue commune, même si les disciplines des SHS y sont largement majoritaires, celles des STM sont bien représentées (39% des revues identifiés). Sans surprise, c'est un monde où la diversité linguistique est bien plus grande que pour les revues du modèle APC. Pour les objets qui sont au cœur de notre propre étude, le rapport souligne l'importance des contributions non directement rémunérées tout en montrant la diversité des contributions monétaires nécessaires à leur fonctionnement : bourses, dons, *crowdfunding*, infrastructures partagées, modèle de soutien institutionnel ou encore *freemium*. Il s'agit massivement d'une « petite économie » avec une majorité de revues utilisant moins d'un employé à temps plein et 70% affichant moins de 10 000 € de coûts par année. Si les organisations de recherche et d'enseignement jouent un rôle-clé dans le soutien à l'écosystème Diamant, c'est beaucoup moins le cas des financeurs de la recherche.

Sur la base de tels résultats, les recommandations en matière de soutien, au-delà du financement des infrastructures de production, de diffusion et d'archivage, incluent la mise en place des modèles de financement direct auprès des revues de la part de divers acteurs du monde de la recherche. Parmi les sources de ce soutien direct, les financeurs sont particulièrement visés : alors que nous venons de rappeler leur rôle au cœur du système APC, ils sont aujourd'hui presque absents de l'écosystème Diamant. Notre présent travail s'inscrit dans la droite ligne de cette recommandation puisque nous avons affirmé dans le rapport *OA Diamond Journals* la volonté de réaliser cette étude complémentaire. Il s'agit donc d'une seconde étude auprès des revues Diamant, qui se focalise sur leurs modalités de financement. En nous appuyant sur une enquête par questionnaire, nous proposons d'envisager des modèles de financement direct, et de réfléchir aux modalités concrètes de leur mise en œuvre.

Depuis la BOAI, même si elles n'ont pas été documentées de manière systématique, de nombreuses formes de soutien direct aux revues Diamant ont évidemment vu le jour. L'étude *OA Diamond Journals* a montré qu'outre les infrastructures, il s'agissait le plus souvent d'un soutien institutionnel par la mise à disposition de personnel, et d'efforts collectifs par la participation à la production et à la diffusion de la revue sans contrepartie financière directe

de la part de la structure de publication. Cependant, le versement ou la mise à disposition de sommes monétaires, y compris de manière volontaire de la part d’auteurs, a également été décrit. Et certains répondants de notre enquête n’ont d’ailleurs pas manqué de signaler l’existence de financeurs directs, généralement publics (institution de recherche, université), parfois nommément cités (à l’image du SNF suisse ou des trois agences canadiennes). Cependant, il apparaît que ce soutien monétaire – et non simplement humain et institutionnel – impacte de manière limitée l’écosystème Diamant, notamment parce qu’ils sont attachés à une institution, une discipline, ou au mieux à une institution nationale, sans coordination globale, en dépit des initiatives telles que The Global Sustainability Coalition for Open Science Services (SCOSS). Dans la lignée de l’enquête de 2020, nous proposons donc des pistes pour organiser et généraliser des modèles de financement direct auxquels pourraient prétendre potentiellement toutes les revues Diamant, à la manière des revues à modèle APC qui peuvent bénéficier quasiment sans condition des financements de projets de recherche.

Un des problèmes majeurs auxquels la recommandation de soutien financier direct se heurte n’est autre que le manque de connaissances sur la situation administrative, comptable et financière des revues Diamant et leurs modèles d’affaires existants. Comme évoqué plus haut, la littérature académique sur le financement de l’accès ouvert comprend principalement des recensions de modèles de financement qui donnent peu d’éléments spécifiques sur les revues Diamant ou des monographies relatives à une revue ou une infrastructure de publication. En dépit de ses qualités et de son caractère inédit, l’enquête *OA Diamond Journals* elle-même n’a pas pu entrer dans les détails financiers. En assumant une focale assez large, le rapport donne peu d’éléments spécifiques sur les modalités concrètes de financement des revues Diamant.

L’enjeu de notre étude est de tester la faisabilité, mais également le caractère désirable, d’un mode de financement direct des revues Diamant. Peut-on financer les revues Diamant et comment ? Quels modèles de soutien financier direct sont envisageables ? Quelles modalités et contraintes actuelles de financement des revues Diamant faut-il prendre en compte ? Voilà les questions auxquelles nous cherchons à répondre.

Pour ce faire, ce rapport repose principalement sur une enquête par questionnaire à destination des revues Diamant. Élaboré entre mars et juin 2021, ce questionnaire vise à saisir les modèles de financements actuels des revues concernées, et d’envisager de nouvelles pistes de financement. Nous avons construit une grille de questions articulées autour de quatre thèmes permettant de comprendre les situations financières des revues et leur opinion sur un système de financement direct : la configuration économique de la revue ; les actes de publication ; le rapport aux financeurs et la capacité à rapporter certaines informations ; l’opinion quant à un modèle de soutien financier direct. La majorité des questions sont fermées et donnent un aperçu quantifié des réalités financières auxquelles sont confrontées

les revues Diamant. Certaines questions ouvertes ont fait l'objet d'un traitement spécifique grâce à un logiciel de traitement qualitatif.

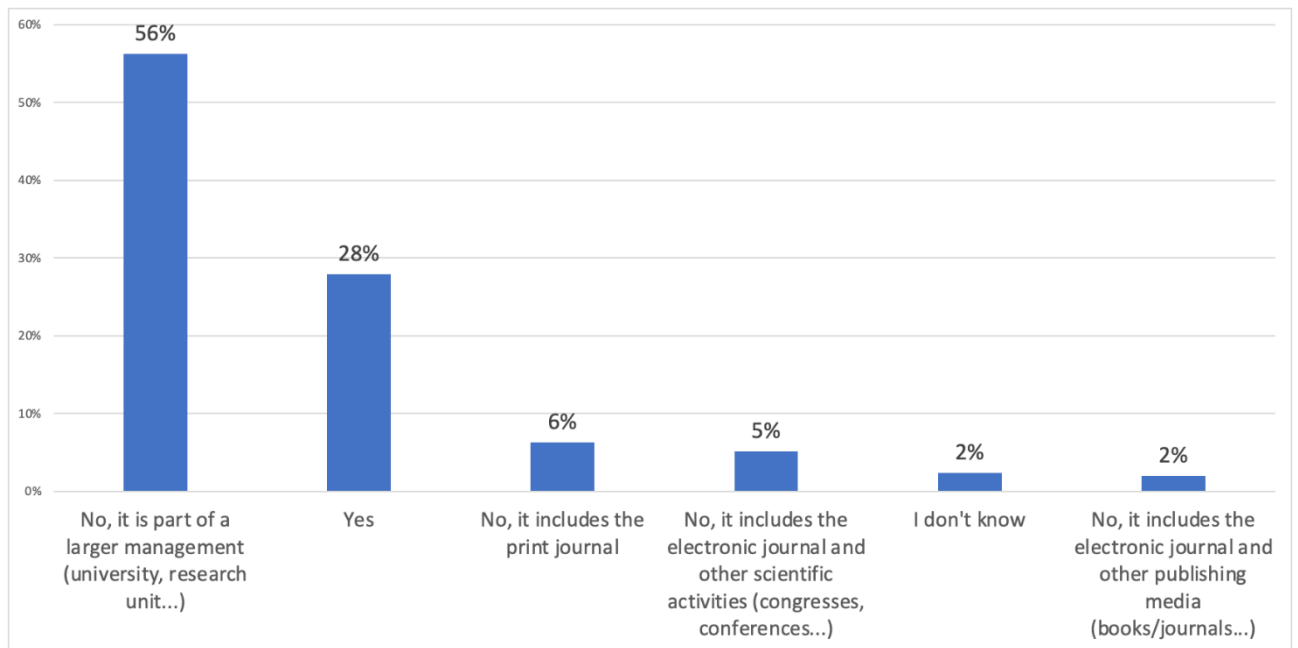
Nous avons collecté au total 260 réponses exploitables, après nettoyage du jeu de données et suppression des doublons. Comme dans l'enquête *OA Diamond Journals*, nous avons obtenu des réponses provenant d'une grande diversité de revues, puisque 55 pays sont représentés, Royaume-Uni, Italie et France étant prépondérants. De même, on y retrouve une grande diversité disciplinaire allant des humanités à l'informatique en passant par la chimie et la médecine. Les résultats que nous tirons permettent cependant de dégager des tendances. Les explications sur les modalités d'élaboration du questionnaire, de collecte, de traitement des données et la représentativité des revues répondantes sont consultables dans l'annexe du rapport.

Point de départ : la situation financière des revues Diamant

Les premières questions de notre enquête portaient sur la variété des situations actuelles dans lesquelles se trouvaient les revues Diamant. Le rapport *OA Diamond Journals* avait établi que la grande différence morphologique avec les revues à APC était la quasi-absence dans la population Diamant de très grosses revues publiant énormément d'articles. Sans surprise, les revues répondantes sont « petites » avec un nombre maximum d'articles publiés de 288 par an (une moyenne de 31 et une médiane de 22 articles), un budget annuel estimé très faible (75% à moins de 10k€), et un personnel payé en quantité très limité (85% à moins de 2 personnes en équivalent temps plein). C'est en ayant en tête cette économie générale qu'il faut lire les deux premiers résultats de notre questionnaire.

Concernant l'inscription ou l'autonomie des revues vis-à-vis d'une entité les englobant ou les liant par une affiliation institutionnelle, on observe l'absence d'autonomie financière des revues (figure 1). En cela elles ne sont pas différentes de la très grande majorité des revues non Diamant – qu'elles appartiennent à une société savante, une presse universitaire ou un éditeur commercial.

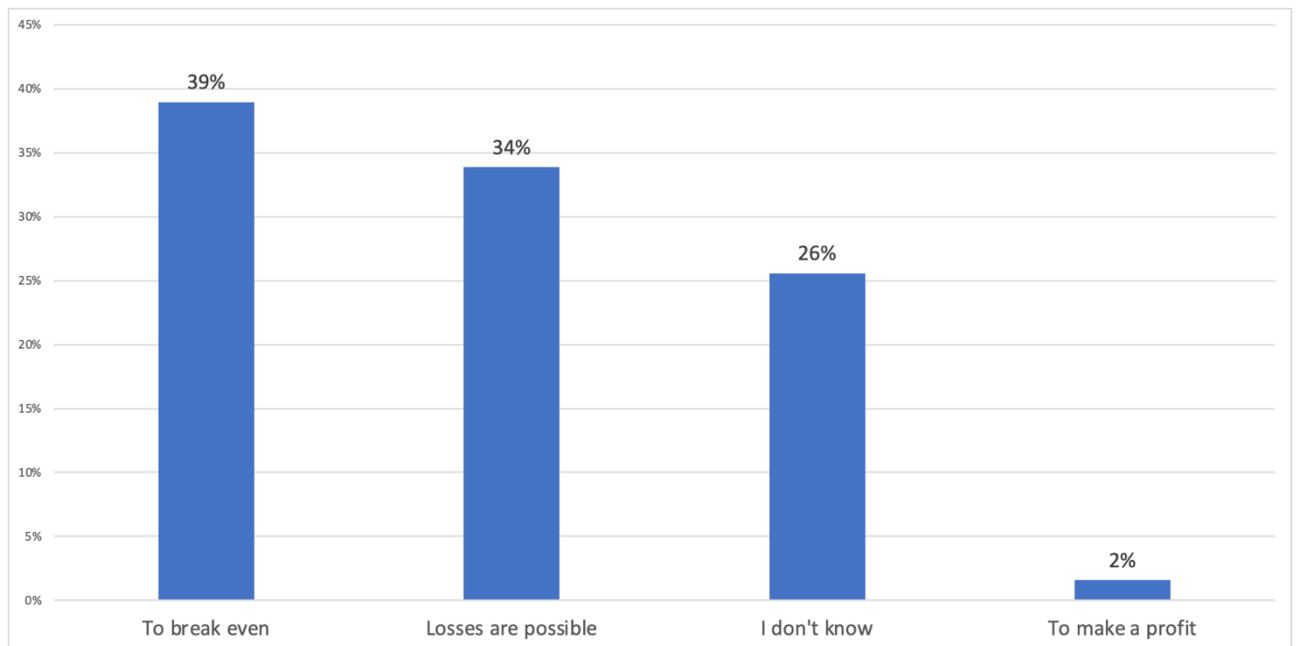
Figure 1. L'autonomie économique des revues Diamant



En effet, sur les 254 réponses à la Q2.1., une majorité (56%) de revues appartient à une entité économique plus vaste, comme un laboratoire ou une université. De plus, 7% des répondants ont une économie qui mêle la revue en ligne aux côtés d'autres activités, comme la publication de livres, ou encore l'organisation de conférences et de séminaires. On dénombre seulement 28% de revues qui sont pleinement autonomes vis-à-vis d'autres activités, c'est-à-dire que le seul enjeu de l'organisation est de faire fonctionner la revue en ligne, auquel on peut ajouter les 6% de revues au modèle mixte électronique en accès ouvert et papier nécessairement payant/à la diffusion contrôlée.

Maintenant que nous avons établi que deux tiers des revues ont une économie non autonome, nous pouvons aborder la question des objectifs financiers qui leur sont fixés. En effet, l'idée d'une revue très profitable permettant à des sociétés savantes de financer leurs autres activités est très présente. Elle repose sur une réalité financière pour un certain nombre de sociétés, notamment dans le domaine STM (sciences, technologies, médecine), d'où leur mobilisation récurrente contre les obligations de dépôt en archive ouverte qu'elles perçoivent comme une menace pour leur existence. Néanmoins, les revues Diamant nous ayant répondu montrent une économie très différente, comme le souligne la figure 2, qui cumule 254 réponses.

Figure 2. Distribution des objectifs financiers



Cette figure montre des résultats proches de l'économie qui était celle des revues des sociétés savantes jusqu'au milieu du XX^e siècle : soit un objectif d'équilibre (39%) est affiché, soit la possibilité de réaliser des pertes (34%) est accordée. En effet, jusqu'à cette époque, l'idée d'une rentabilité de la production savante est très rare, notamment pour les institutions académiques¹⁰. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que le développement économique des revues et des maisons d'édition académique est effectif, notamment à travers l'internationalisation de la clientèle potentielle susceptible de s'abonner, les revues devant alors devenir des marchandises profitables¹¹.

Cette commodification des revues est clairement étrangère au monde des revues Diamant ayant répondu à l'enquête, puisque seules 2% d'entre elles ont pour objectif de réaliser un profit. Et un peu plus d'un quart des répondants (26%) disent ne pas le connaître, ce qui rappelle le degré très hétérogène des organisations de l'écosystème Diamant. Dans la perspective de financeurs cherchant à faire en sorte que leur argent soit véritablement utilisé au profit de la publication, elles sont donc des candidates idéales au soutien financier direct.

¹⁰ Pour la Royal Society, voir Fyfe, Aileen, Julie McDougall-Waters, and Noah Moxham. "Credit, copyright, and the circulation of scientific knowledge: The Royal Society in the long nineteenth century." *Victorian Periodicals Review* 51.4 (2018): 597-615.

¹¹ Fyfe, Aileen. "Self-help for learned journals: Scientific societies and the commerce of publishing in the 1950s." *History of Science* (2021)

Plan du rapport : des modèles aux enjeux de leur mise en œuvre

Partant de ce constat sur la situation financière des revues Diamant, le rapport est organisé de la manière suivante. La première partie propose des modèles de financement des revues, construits d'après les réponses à l'enquête, mais également à partir de nos lectures et travaux précédents. Nous aboutissons à quatre modèles de financement direct, plus ou moins couplés au volume de publications. Afin de caractériser les enjeux pratiques du financement des revues, la deuxième partie s'interroge sur la destination des financements au sein du processus de publication. Nous proposons une liste d'actes constitutifs de la publication scientifique en vue d'identifier ceux qui font l'objet de paiements actuellement, et lesquels feraient l'objet de paiement dans un monde idéal sans contrainte financière. La troisième partie se penche sur les conditions techniques de mise en œuvre des modèles. Elle revient sur les éléments incontournables pour l'implémentation d'un modèle, comme la capacité des revues à réaliser des transactions monétaires, la possibilité d'accorder une visibilité aux financeurs, ou encore la possibilité légale des financeurs de soutenir directement les revues. Nous concluons ce rapport sur les avantages associés aux modèles de financement direct pour les revues, mais également sur les défis et problèmes que ceux-ci peuvent occasionner. L'annexe du rapport revient sur les méthodes d'enquête, notamment l'élaboration et la diffusion du questionnaire, ainsi que sur les modalités d'analyse des données.

Équipe, sources de financement et contexte de l'enquête

Nous sommes des chercheurs du Centre de Sociologie de l'Innovation (i3, UMR CNRS 9217). Notre travail a été financé par le Comité pour la Science Ouverte au sein du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche français, le contrat étant géré par les services du CNRS. Au sein du consortium OPERAS, nous avons participé à la première enquête *OA Diamond Journals* en 2020. Nous remercions l'ensemble des personnes nous ayant aidé à la réalisation de cette enquête, ainsi que celles ayant commenté des présentations et versions intermédiaires de ce rapport, au sein du Comité pour la science ouverte et du Ministère.

- Partie I -

Des modèles de soutien aux revues Diamant

Cette première partie porte sur les modèles de soutien pour les revues Diamant. Dans une première section, nous mettons en avant les résultats empiriques de notre enquête sur les modèles que les revues elles-mêmes ont pu proposer (1.1.). Ces résultats permettent d'identifier trois modèles généraux de soutien, dont l'un seulement est un soutien financier direct. Dans une deuxième section, nous nous focalisons sur les modèles financements directs (1.2.). En nous appuyant sur les résultats de l'enquête, mais également sur nos travaux antérieurs, nous proposons quatre modèles de financement directs, dont le lien avec le volume effectif de publications varie.

Section 1.

Les modèles généraux de soutien à la publication

Dans cette première section, nous organisons et analysons les propositions des revues Diamant elles-mêmes concernant les modèles généraux de soutien à la publication. Nous utilisons le terme « soutien », car ces modèles ne sont pas tous directement financiers. Parmi les réponses à notre question 5.2., on peut distinguer trois types de modèle de soutien, qui reprennent des recommandations centrales de l'étude *OA Diamond Journals* dans son identification de l'écosystème diamant : les infrastructures de publication (1.1.), la mise à disposition de services (1.2.), le financement direct (1.3.).

1.1. Soutenir les infrastructures de publication

Le premier modèle concerne donc le soutien à des infrastructures, qu'il s'agisse de logiciels ou de plateformes de diffusion

ID 12747276117 : « What we need funding for to keep going is the software and platform ».

ID 12784421591 : « For overlay journals like ours, the fundings should go to the hosting platform to enable them to offer editorial services ».

Signalons que ce genre d'outils existe déjà, à l'image d'OJS, ou des plateformes Amelica/Redalyc, OpenEdition, Épisciences, ou OLH qui intègrent des logiciels.

ID 12747678560 : « Funding should be directed towards infrastructure (central archiving and metadata collection, managed OJS instances, free service providers for copyediting etc.) such as the épisciences platform that provide their services free to scholarly diamond OA journals ».

ID 12773341792 : « We are published and funded by the Open Library of Humanities which operates with a consortial funding model in which institutions, including some funding organisations, pool their resources in order to facilitate open access publishing without the need to charge authors or readers ».

ID 12781741225 : « I guess the best use of their money would be to fund platforms such as SciELO and Redalyc/AmeliCA. This platforms in turn would pay contractors for copy editing or translation, xml production etc. This should come with a commitment from these platforms to be forthcoming with any journal currently indexed in DOAJ (or maybe LILACS and its equivalents in other regions or disciplines) ».

1.2. La mise à disposition de services

Le second modèle renvoie à la mise à disposition de services. Il peut s'agir d'une mise à disposition de personnels en ETP (équivalent temps plein) par les organismes publics ou encore d'un « capacity center » comme celui fortement recommandé à la fin de *l'étude OA Diamond Journals*.

ID 12790655591 : « I think a funding scheme should be channelled via organisations of journals in a discipline, or a capacity centre, who can then distribute the money as needed, and would account for it on a yearly basis. We need to avoid the rise of predatory behaviour among diamond journals. Let's not repeat the mistakes of the past... ».

ID 12784967875 : « Through shared services installed within the University – proofreading, DOI requesting etcetera ».

1.3. Le financement direct aux revues

Nous avons identifié un troisième modèle où des fonds seraient directement alloués aux revues. La diversité des sources de financement ponctuel identifiées par l'enquête de 2020 était déjà impressionnante, mais lorsque les revues sont interrogées sur de nouvelles possibilités de financement, elles montrent que leur intervention peut être très différenciée. On peut la répartir entre des modèles découplés du volume effectif de publication – de loin les plus cités – et des modèles couplés.

Modèles découplés de la publication

Parmi les modèles découplés du volume de publication, signalons d'abord, la levée de fonds par les revues elles-mêmes grâce à la publicité, le « fundraising », ou la donation volontaire.

ID 12749980911 : « Bulk advertisement at the prevailing rates [...]. Sponsored special sections on an area that falls within the Aims and Scope of the journal ».

ID 12788598386 : « Publicising of our journal is supported by NGO [Journal's name], which makes some fund-raising ».

ID 12778607986 : « I would like to solicit the main disciplinary associations for donations. Obviously that is not sustainable, but I think it would be a good source of funds ».

Ensuite, les revues évoquent la réception de sommes d'argent fixes autour d'un certain montant annuel, semi-annuel, ou mensuel, permettant une prévisibilité budgétaire.

ID 12789712473 : « The most effective would be funding on annual basis, with receiving funding in January (currently the journal receives its budget usually in May or June, however it has to be spent by December) ».

ID 12801450379 : « Something that provided us with a predictable level of annual funding so that we could (ideally) contract appropriate administrative support, pay for hosting subscriptions, and have a fund to use for the purposes of generating or enhancing content, e.g. annual workshops or symposia ».

Certains répondants n'ont pas manqué de souligner que ce modèle était déjà effectif, via toutes sortes d'acteurs, comme des fonds gouvernementaux, leur université, leur société savante ou leur éditeur, sans compter des formules consortiales comme le *freemium* d'OpenEdition ou la répartition monétaire à l'intérieur d'OLH.

ID 12759546500 : « In our situation we have funding from the ministry responsible for scientific system and this funding together with Faculty co-financing enable the journal issuing ».

ID 12803238097 : « We are funded by the Open Library of Humanities which operates with a consortial funding model in which institutions, including some funding organisations, pool their resources in order to facilitate open access publishing without the need to charge authors or readers ».

D'autres évoquent des organismes financeurs tels le SSHRC au Canada et la Nordic research funding organization. Des fonds réservés à des revues, indépendamment de leur modèle économique, peuvent être aussi mobilisés par nos répondants

ID 12794160585 : « We're under such a regime already in Canada through the SSHRC Aid to Scholarly Journals programme (ASJ). This is important because it both funds the journal but also involves a commitment to OA across the funders programmes ».

ID 12803074154 : « I think that research funding organizations should give direct financial support to journals like mine [...] and in fact my journal already receives (every 2 years) somewhat less than half its funding from a Nordic research funding organization ».

Une troisième modalité consiste en une variante du cas précédent : recevoir une somme fixe sur la base d'une candidature à des subventions (« *grants* »), qui garantiraient une stabilité financière à la revue pour quelques années (de 3 à 5 ans).

ID 12802066735 : « I would hope to see a granting agency solicit applications, complete with budgets and past costs, and then award multi-year grants to journals permitting us to plan ».

ID 12777587588 : « I think that there could be open competitive convocalories for pluri-annual financial support of OA diamond journals, as is the case of research projects ».

ID 12747596354 : « Aid to scholarly fund grant competitions, e.g., every 3 years (with 3 years funding) ».

Certains proposent enfin de manière plus floue l'allocation de bourses sur la base de critères de visibilité ou de reconnaissance, qui correspond plus ou moins à un système de subventions.

ID 12754720887 : « An annual competition, including criteria related to the journal visibility (position in different rankings with metrics – Clarivate Analytics, Scopus, Index Copernicus), number of indexations etc., plus other criteria used to assess the journal quality in such rankings ».

Modèles couplés au volume de publication

Outre ces modèles, d'autres répondants proposent des modèles couplés au volume de publication, soit des modèles où le financement dépend pour partie du nombre d'articles publiés. Ainsi, certaines propositions abondent dans le sens d'un financement proportionnel au volume de publications, articulé à un système de *reporting*.

ID 12753610726 : « We would suggest a contribution per article for every article that publishes research funded by the public purse, from an academic source ».

ID 12747041478 : « As a small publisher, our running cost is much smaller than in big corporations. "cheap" OA usually charges around 500€ per piece published. If we got that, we could certainly pay reviewers and outsource some other tasks, improving quality ».

Cette modalité existe déjà en Suisse, promue par la SNF malgré la difficulté de mise en place d'un système de *reporting* adapté.

ID 12762191352 : « Especially in Switzerland, we currently see the SNF funding APC to the authors who need to have their paper reviewed by the SNF before submission. For the authors, this is a long and risky 2-step process which could easily be switched: authors directly submit their papers. Once the papers is accepted the funding institution receives an automatic notification from the journal's software (e.g. OJS plugin). Funding will be paid to the journal twice per year according to the number of papers accepted per funder. The journal on the other hand needs to publicly report on managing and production costs and incomes in order to publicly document their not-for-profit status (as in Diamond OA). In our case this is between 500 and 800 Swiss Francs per paper. The standardization of such a report is difficult. The APC monitoring by JISC in UK was somewhat unsuccessful in these terms and did not succeed in setting up a standard ».

Enfin, évoquons un modèle singulier fondé sur des APC pour les auteurs solvables seulement. C'est le cas pour la revue indienne *Conversation & Society* évoquée par un répondant, qui facture la publication aux auteurs si leur université fait partie des « *upper middle income countries* » au sens de la Banque Mondiale. Le paiement d'APC est suspendu si l'université finance déjà la revue, ou si l'auteur est étudiant ou relève d'un statut précaire.

ID 12749980911 : « It is possible to imagine a model that Conservation and Society has adopted recently. It cross subsidises papers from the global south by the fees applicable on papers from the global north ».

On se trouve ici dans un cas frontière, souvent commenté, entre obligation de paiement par les auteurs, mais avec un volant d'exceptions (*waivers*) et contribution volontaire des auteurs à une économie générale de la revue, s'ils en ont la possibilité, provenant par exemple d'un financement de projet. À nos yeux, le modèle redistributif décrit ci-dessus sort du spectre Diamant, parce que certains auteurs sont bien obligés de payer.

Quatre modèles de financement direct

Nous venons d'évoquer les propositions des revues Diamant concernant les modèles de soutien à la publication. Dans la lignée de la recommandation formulée par l'étude *OA Diamond Journals* parue en 2020, notre ambition est de nous focaliser sur le troisième type, à savoir le financement direct. Cette perspective ne vise pas à sous-estimer les apports d'autres modes de soutien, mais plutôt à développer la branche « financement direct ». Dans cette section, nous prenons appui sur les réponses à l'enquête ainsi que sur nos travaux précédents pour systématiser et raffiner les modèles de financement direct autour des enjeux de prévisibilité et d'incertitude (2.1). *In fine*, nous proposons quatre modèles pour lesquels le lien avec le volume effectif de publications varie (2.2.).

2.1. Le financement de la publication scientifique : de la prévisibilité à l'incertitude

Notre enquête précédente portait sur les accords dits « transformants », ces accords signés à partir de 2015 entre les consortiums nationaux de bibliothèques universitaires (du moins en Europe) et les éditeurs¹². La caractéristique des accords transformants est de réunir au sein d'un même contrat deux approches de la publication scientifique assez différentes : le monde classique de l'abonnement qui donne accès à des contenus pour un public circonscrit moyennant le versement d'une somme d'argent ; et, plus récent, le monde de l'accès ouvert, où l'accès est par définition gratuit, mais la production des articles fait l'objet de paiements de la part des institutions au titre du coût de publication. De l'association de ces deux mondes au sein des accords transformants, il est possible de tirer deux enseignements.

Premièrement, on peut identifier dans les accords « transformants » une opposition entre deux grandes configurations financières. D'une part, celle d'une poursuite de la prévisibilité totale des sommes échangées pour les deux parties. Elle découle à l'origine du modèle de l'imprimé, dans lequel on achète un certain volume de numéros ou d'articles, les coûts matériels et le temps de travail étant fortement corrélés à ce volume. Elle est caractéristique du monde l'abonnement. D'autre part, celle de l'imprévisibilité totale,

¹² Quentin Dufour, David Pontille, Didier Torny. Contracter à l'heure de la publication en accès ouvert. Une analyse systématique des accords transformants. [Rapport de recherche] 206 150, CNRS; Comité pour la science ouverte. 2021, pp.81. doi.org/10.52949/2

caractéristique du monde de l'accès ouvert dans sa version gold-APC, où la réduction des prestations de publication à un coût individuel d'article rend les modèles économiques totalement dépendants des volumes publiés. Les discussions autour du cas de PLOS ONE, son incroyable succès avec un pic à plus de 30 000 articles par an puis la réduction du volume paru, ont bien montré les conséquences financières de l'incertitude sur le volume. De même, les soupçons pesant sur différents éditeurs de sacrifier l'intégrité éditoriale par rapport au profit généré par l'acceptation d'un article – plutôt que son refus générant des coûts mais pas de recette – ont pointé le risque des mécanismes financiers incitant à la publication. Et rappelons-le ici, le développement de la catégorie des « éditeurs prédateurs » découle de l'existence du modèle économique APC. L'un de nos répondants pointe un risque inhérent au modèle du paiement par article : « *I do not think individual articles should be supported, as this may lead to diamond predatory journals* ». Les réponses des revues Diamant à la présente enquête, en proposant tantôt des financements fixes, tantôt des modèles couplés au volume de publication, s'inscrivent bien dans cette opposition entre prévisibilité et incertitude. C'est sur cette base que nous allons proposer des modèles de financement direct.

Deuxièmement, les accords « transformants » affichent rarement une opposition frontale entre prévisibilité et incertitude : on trouve généralement des manières originales d'agencer ces configurations financières. Autrement dit, parmi le corpus des accords étudiés, on observe un gradient qui va de la prévisibilité totale à l'incertitude totale. En prenant appui sur cette idée de gradient, nous avons élaboré non pas deux, mais quatre modèles de financement direct pour les revues Diamant. Ces modèles constituent un raffinement de l'opposition binaire entre prévisibilité et incertitude notamment parce qu'ils permettent d'envisager un *continuum* allant de l'une à l'autre. Nous verrons qu'ils sont pour partie inspirés des formes d'agencements originales de la prévisibilité et de l'incertitude que nous avons pu relever dans certains accords dits transformants.

2.2. Quatre modèles : lien au volume de publication et gestion de l'incertitude

Les quatre modèles que nous avons construits proposent un *continuum* allant de la prévisibilité à l'incertitude, à mesure que le modèle est de plus en plus couplé au volume de publications. Nous faisons l'hypothèse d'un paiement annuel postérieur à la production de la revue, afin de limiter les transactions et de distinguer nettement ce type de soutien aux revues Diamant du modèle de l'APC. En fonction des volumes monétaires considérés ou d'autres contraintes, il est évidemment possible d'envisager des soutiens plus fréquents.

A. Modèles de financement forfaitaire annuel

A1. La « liste blanche » (sur critères)

De nombreux acteurs de la publication et de nombreuses institutions de recherche définissent des listes de revues, qu'elles relèvent d'une politique de signes de qualité, d'une incitation financière à publier, ou encore d'ensembles disciplinaires reconnus¹³. Suite aux polémiques notamment lancées par les travaux de Jeffrey Beall¹⁴, le DOAJ a renforcé ses critères d'inclusion et a largement joué à partir de 2016 ce rôle de « liste blanche » dans le domaine des revues en accès ouvert. En reprenant cette idée de filtre, il s'agirait donc de définir des « listes de revues » définies sur critères d'intérêt qui recevraient un soutien du simple fait de leur présence dans une telle liste. À titre d'exemple, on pourrait croiser « présence dans le DOAJ » + « type de licence » + « pays d'exercice ». Ce premier modèle garantit une prévisibilité totale pour la revue (du moment qu'elle remplit les critères pour intégrer la liste), avec l'allocation d'une somme fixe annuelle. On dispose ici du même niveau de prévisibilité financière que dans le monde classique de l'abonnement.

A2. Le seuil

Dans l'histoire de la bibliothéconomie, y compris dans sa période électronique, la question de la sélection des supports pertinents à partir de « seuils » (d'usage mesuré, de citation, de demande de la part des usagers) est constante. Par rapport au modèle précédent, il s'agit pour les financeurs de définir un critère d'usage minimal. À titre d'exemple, pour un financeur de la recherche, ce seraient les revues ayant publié au moins un article issu d'un projet de recherche ayant bénéficié d'un financement de leur part les deux dernières années. Ce deuxième modèle induit une part d'imprévisibilité puisque la revue doit publier une quantité minimale d'articles issus d'un projet de recherche financé pour bénéficier des fonds.

B. Modèles de financement dépendant de la quantité annuelle d'articles

B1. Les tranches

Dans notre étude sur les accords « transformants », nous avons analysé le modèle développé par l'éditeur informatique ACM comme forme de soutien pour les bibliothèques, passant de l'abonnement à l'accès ouvert. Il répartissait les volumes de publication en 10 tranches différentes, la plus élevée donnant droit à un nombre illimité d'articles publiés, la moins élevée de 1 à 3 articles par an, chaque tranche donnant lieu à une tarification fixe. En reprenant ce modèle pour les revues Diamant, la tranche supérieure serait la somme

¹³ Pontille, David, et Didier Torny. "Excellence internationale, pertinence linguistique: les classements de revues en SHS." *L'Université en contexte plurilingue dans la dynamique numérique* (2016): 221-227.

¹⁴ Mounier, Pierre. "'Publication favela' or bibliodiversity? Open access publishing viewed from a European perspective." *Learned Publishing* 31 (2018): 299-305.

maximale du soutien d'un financeur, au-delà d'un certain niveau de publication rapporté, toujours dans le cadre de critères d'intérêt définis à l'avance. Le degré d'incertitude est ici plus grand que dans les modèles précédents, mais reste encadré par le système des tranches, et par l'existence d'une tranche maximale qui constitue la somme maximale de soutien du financeur pour une revue donnée.

B2. Le volume

Il s'agit pour la revue de sommer le nombre d'articles d'intérêt pour un financeur et de recevoir en retour une somme dépendant linéairement de ce nombre d'articles. C'est donc un équivalent direct d'un APC pour une revue Diamant. À titre d'exemple, l'université d'Amsterdam attribue à toute revue du DOAJ publiant des articles signés par ses enseignants une somme donnée par article. L'incertitude est maximale ici, puisqu'elle dépend du volume effectif de publications. Cette configuration est proche du modèle « *pay as you publish* » que nous avons établi pour les accords transformants. Dans le cadre d'un financement des revues Diamant, on se retrouve dans une situation symétrique de « *fund as you publish* ».

D'autres modèles que ceux évoqués ici sont évidemment possibles, notamment tous ceux dérivant d'un modèle de « fonds » dédié aux revues Diamant, dont le montant annuel est fixé à l'avance. Comme pour tous les fonds déjà dédiés aux APC, ils supposent des règles d'application du type « premier arrivé, premier servi » ou, à l'opposé, calcule une répartition sur les publications déjà réalisés. En ce sens, s'ils garantissent une prévisibilité maximale aux financeurs qui accordent une somme totale forfaitaire, ils mettent en compétition les revues ou, du moins, rendent incertains les montants qu'elles reçoivent effectivement.

- Partie II -

Que finance-t-on avec les modèles ?

Dans la partie précédente, nous avons présenté des modèles généraux de soutien à la publication. En croisant les réponses à notre questionnaire ainsi que des éléments issus de la littérature, nous avons abouti à quatre modèles de financement, dont le degré de couplage avec le volume de publications varie. Quel que soit le modèle choisi, chacun d'eux pose des questions similaires qui font l'objet de la suite de ce rapport : celle de la destination exacte des financements (partie 2), et celle des conditions de mise en œuvre (partie 3). Dans cette deuxième partie, nous allons nous intéresser de près à la destination des financements : lorsque l'on prétend financer la publication des revues Diamant, que finance-t-on exactement ?

La réponse à cette question suppose une réflexion préalable sur le contenu du processus de publication. Dans ce qui suit, nous commençons par identifier un ensemble d'actes relatifs au processus de publication, ainsi qu'un ensemble d'entités qui les accomplissent (3.1.). Cette représentation du processus de publication permet dans un second temps de se pencher sur la monétisation actuelle des actes de publication au sein des revues Diamant (3.2.). Dans une troisième et dernière section, nous explorons les besoins de financement des revues dans un « monde idéal », c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un monde sans contraintes financières (3.3.)

Une exploration du processus de publication

Si des formes de soutien financier aux revues Diamant existent déjà sur la base de critères généraux (p. ex. adéquation avec la ligne éditoriale, manifestation d'intérêt pour un numéro thématique, implication de chercheurs de l'institution), l'ouverture à d'autres formes de financement nécessite de circonscrire les différentes opérations du processus de publication, dans une logique de transparence notamment portée aujourd'hui par les financeurs (<https://www.coalition-s.org/price-and-service-transparency-frameworks/>). Cela nécessite d'identifier de manière précise les actes de transformation, d'un manuscrit soumis au statut de texte publié (p. ex. article scientifique, éditorial, comptes rendus...), susceptibles d'être « facturés » par les revues. Bien que concentrée ici sur les revues Diamant, la question abordée dans cette section s'inscrit donc dans une réflexion plus générale, valable pour l'ensemble des revues scientifiques, de séries d'actes nécessaire à la production et à la diffusion des articles.

Dans une première partie, nous proposons une manière de spécifier le processus de publication des revues en distinguant un ensemble d'actes discrets et les entités susceptibles de les accomplir (3.1.). À cet effet, nous avons dressé deux listes (une des actes et une des entités) pour lesquelles nous précisons les précautions méthodologiques adoptées et les limites qui en découlent. Dans la deuxième partie, nous présentons les résultats de notre enquête en déclinant la façon dont les revues Diamant répartissent les actes de publication entre différentes entités (3.2.).

3.1. Deux listes pour explorer la publication des articles scientifiques

Une liste d'actes

La première liste concerne les actes de publication généralement réalisés pour assurer la publication des articles scientifiques dans une revue. Nous l'avons établie en nous appuyant sur la littérature, consacrée au fonctionnement des revues scientifiques. Bien que peu abondante, cette littérature propose plusieurs taxinomies des activités effectuées au sein d'une revue scientifique, dont l'éventail sans doute le plus extensif atteint 102 opérations¹⁵.

¹⁵ Anderson, 2018, "Focusing on Value – 102 Things Journal Publishers Do (2018 Update)", *Scholarly Kitchen*, Feb 6, 2018, page consultée le 16/03/2021.

Notre travail s'est fondé sur ces propositions, ainsi que sur notre expérience du fonctionnement interne de plusieurs revues (deux membres de l'équipe faisant partie de comités de rédaction). La liste d'opérations que nous avons élaborée est articulée à un objectif bien précis : identifier des actes clairement circonscrits sur lesquels les financeurs de la recherche peuvent envisager d'intervenir.

À cet égard, la liste revêt plusieurs spécificités. Premièrement, elle est pensée pour les revues en accès ouvert uniquement (Diamant ou non), étant entendu que les financeurs de la recherche qui seront sollicités sont ceux qui financent déjà ou souhaitent désormais financer cette modalité de publication. Elle ne comprend donc pas d'éléments sur la publication au format papier, ni sur les spécificités liées à l'abonnement. Deuxièmement, elle est exclusivement centrée sur les opérations directement impliquées dans la transformation progressive d'un manuscrit soumis en article publié, évacuant volontairement des éléments certes importants pour le fonctionnement d'une revue, mais qui débordent le processus de production des articles scientifiques *stricto sensu* (e.g. la définition d'une ligne éditoriale, la composition du comité éditorial, l'élaboration des procédures d'évaluation selon le type de textes, la gestion des flux éditoriaux, la recherche et la gestion des financements, l'archivage de long terme etc.). Il faut rappeler que certaines de ces questions avaient déjà été posées dans le cadre de l'étude *OA Diamond Journals*. Troisièmement, la liste est conçue comme un processus de tâches discrètes qui s'enchaînent de manière linéaire. Si la réalité d'un processus de publication est certainement plus emmêlée et tortueuse, l'enjeu est bien d'assurer une certaine clarté pour faciliter l'intervention des financeurs.

Nous avons finalement abouti à une liste de 26 actes allant de la réception du manuscrit soumis à sa prise en charge jusqu'à sa diffusion en tant que texte publié (e.g. article scientifique, éditorial, comptes rendus...), en passant par les modalités de son évaluation et la production matérielle du format. Nous avons retenu des actes largement partagés par les revues scientifiques, qu'elles soient Diamant ou non, et nous verrons d'ailleurs que certains actes le sont plus que d'autres. Comme pour tout processus de sélection, d'autres catégories auraient pu être considérées. Afin d'identifier d'éventuels manques, nous avons associé à chacune des questions une réponse libre dans laquelle les répondants avaient le loisir de préciser des éléments qui n'entraient pas dans le formalisme de notre liste. Certains actes, comme la maintenance du site internet ou l'archivage, étaient ainsi absents. Cependant, notre travail ne vise ni l'exhaustivité des situations ni la réalité singulière de chaque revue, mais bien la circonscription d'actes bien identifiables pour permettre à des financeurs de soutenir la publication des revues Diamant. Nous prenons ainsi le parti d'évacuer un certain nombre de particularités au profit de tendances plus générales. Par conséquent, les réponses différentielles au questionnaire conduisent à une présentation des résultats finaux en taux plutôt qu'en nombre absolus de revues : on dénombre entre 216 et 232 réponses pour la Q3.1., entre 203 et 231 pour la Q3.2., et entre 202 et 231 pour la Q3.3. Le nombre de réponses

demeurant élevé, cette partie de l'enquête permet néanmoins de dessiner des tendances concernant l'accomplissement et le financement des actes effectués par les revues.

La liste initiale de 26 actes a donné lieu à l'élaboration de trois niveaux, allant du plus désagrégé au plus agrégé (tableau 2). Au premier niveau, chaque item correspond à un seul et même acte. Ce premier niveau est conçu comme un suivi linéaire, étape par étape, du processus de publication des textes au sein d'une revue scientifique. C'est cette version de la liste auxquels les enquêtés ont eu accès.

Au deuxième niveau, nous avons réuni les actes en sept groupes distincts : la prise en charge du manuscrit, l'évaluation du manuscrit, la collecte des informations sur les auteurs, la production du document, la gestion des droits, l'assignation de métadonnées, la diffusion. Ce deuxième niveau n'était pas rendu visible pour les répondants, s'agissant avant tout d'un outil de traitement : moins précis que le premier niveau, il rend la liste plus facile à manipuler en vue d'identifier des tendances thématiques.

Enfin, un troisième niveau d'agrégation est progressivement apparu autour de trois grandes catégories, à savoir : la certification, la production matérielle du document, la mise en circulation. La particularité de ce troisième niveau est qu'il découle de manière inductive des résultats empiriques de l'enquête. En effet, nous verrons dans la suite de ce rapport que la distribution des réponses relatives aux questions sur les actes s'organise systématiquement autour de ces trois grandes catégories.

Tableau 2. Trois niveaux d'agrégation des actes de production

Acte	N° d'acte	Groupes d'actes	Grandes catégories
Reception of a manuscript	1	I. Prise en charge du document	Certification
Formatting the manuscript before entering the editorial process	2		
Communication with authors	3		
Finding reviewers and monitoring their work, schedule...	4		
Reviewing (definition of criteria, written evaluation format, traceability of exchanges)	5	II. Évaluation	
Decision of the editorial board (procedures and archiving)	6		
Response to the author (acceptance, rejection, revision) and management of the re-submission process	7		
Plagiarism check	8		

Identification of the author(s)	9	III. Collecte des informations sur l'auteur	
Conflict of interest check (declaration form and archiving)	10		
Copy-editing (grammar, spelling, style...)	11	IV. Production du contenu	Production matérielle du document
Language editing	12		
Checking compliance with the template	13		
Graphic work (figures, graphs, tables, photos, transcription conventions, etc.)	14		
Proofreading and checking the integration of changes	15		
Translation (summary, keywords, full article...)	16		
Format production (PDF, HTML, XML)	17		
Semantisation of references	18		
Image rights	19	V. Gestion des droits	
Managing licences	20		
Rights management and author's contract	21		
Addition of metadata	22	VI. Métadonnées	Mise en circulation
Assigning a DOI	23		
Integration of the manuscript into an issue	24	VII. Diffusion	
Putting the document online and making it accessible	25		
Publication of data associated with the article	26		

Une liste d'entités qui accomplissent les actes

Parallèlement à la liste des 26 actes, nous avons établi une liste des entités qui sont susceptibles de les prendre effectivement en charge. D'où notre question : « pour un acte donné, qui l'accomplit ? ». Les entités retenues sont les suivantes :

- Editor-in-chief, assistant
- Member of the editorial committee
- Copyeditor
- Reviewer
- Software
- Contractor (specify)
- Other (specify)
- I don't know

De manière similaire à la première liste, l'établissement de ces catégories *a priori* pour saisir les réalités multiples du fonctionnement des revues Diamant pose des enjeux importants de codage. Par exemple, nous attendons en réponse l'entité qui accomplit le plus souvent la tâche qui soit indiquée, en ne laissant pas le choix de réponses multiples ou de pondération. La réponse libre associée à cette question nous a néanmoins permis d'étoffer le nombre d'entités, et de mettre en perspective nos résultats. Trois éléments méritent d'être évoqués ici. Premièrement, concernant la diversité des formes d'organisation que recouvre le terme « revue Diamant ». Parmi les répondants, on trouve des revues de taille modeste où l'équipe se réduit parfois à une personne :

ID 12747246985 : « One person does all these tasks ».

À l'inverse, d'autres revues sont organisées selon une division du travail éditorial entre plusieurs équipes :

ID 12747276117 : « We have a lot of specialised staff members, layout assistants and editors (typesetting and formatting), section editors who are responsible for review in their areas, an Illustrations Editor who deals with images and rights and a proofreading team »

À cette variété des formes d'organisation correspond une pluralité de titres attribués aux positions dans la revue. Si *l'editor-in-chief* est une constante, il est différemment accompagné d'autres rôles, tels que *editorial assistant, editorial teams, managing editors, section editors, scientific editors, technical editor*. Cette variété de dénomination était déjà présente dans l'étude *OA Diamond Journals*. Dans cette enquête en six langues, on ne dénombrait pas moins de 70 fonctions différentes des répondants pour les revues ayant ensuite participé à notre enquête¹⁶.

¹⁶ Assistant Editor, Assistente editorial, Associate Editor, Associate Editor in Chief, Chair of the Editorial Board and Technical Editor, Chairman, Chargé de la valorisation de la revue, Chief Editor, Co-Associate Editor, Co-directora, co-directrice de la revue, Co-editor, Co-Editor-in-Chief, Co-responsable d'une rubrique et chargée de la mise en ligne, Codirettore, Commissioning Editor, consultante, Coordenação Editorial, Coordinador Editorial, Coordinatrice de rédaction et de production - Managing Editor, Curatore, Deputy Editor, Designing an editor junior, Directeur de la publication, Director, , Director of Open Science Strategy & Licensing, Directrice de publication, Directrice éditoriale, direttore, Direttore scientifico, Editeur principal, editeur scientifique, Editor and Journal Manager, Editor Asociado, Editor en Jefe, Editor in Chief, Editor Jefe, Editor-Chefe, Editora, Editora Adjunta, Editora ejecutiva, Editora general, Editora responsable, Editorial Assistant, Editorial Manager, Editorial office assistant, Éditrice, Editrice en chef, Executive Director, Executive editor, Executive secretary, Founder, Founder and chief editor, Founding Editor, Geschäftsführender Herausgeber, Gestor da Revista, Gestora Editorial, Herausgeberin, Information manager, Journal Manager, Leitender Herausgeber, manager/webmaster/maquettiste, Managing editor, Managing/Executive Editor, Managing/senior editor, manuscript editor and editorial assistant, Marketing Officer, Membre de la direction, Membre du comité de suivi de la revue, membre du comité technique, Owner-Editor, Publisher and scientific direction, Production Editor, Redakteurin, Redattore, Responsable administrative de la maison d'édition, Responsible of Communication, Web, and Social Networks, science editor, Secrétaire de rédaction, Secretaria, Secretario, Secretary, Section editor, Senior Editor, Senior Publisher, Staff, Submissions Editor, Technical editor.

En outre les actes (faire de l'évaluation, interagir avec les auteurs, vérifier le plagiat...) et les statuts peuvent varier significativement au sein de l'organisation, comme pour cette revue où le rédacteur en chef n'est pas rémunéré, contrairement au production manager :

ID 12803074154 « Manuscripts go through two phases of copy-editing: one by one of the Editors-in-Chief (not paid) and one by the Production Manager (paid) ».

Plusieurs revues évoquent également l'implication d'étudiants en master et de doctorants dans leur fonctionnement, qui prennent généralement des positions d'assistants et de secrétaire de rédaction. On le voit, pour restituer de manière fidèle la diversité des formes organisationnelles, il aurait fallu mener une autre enquête avec des questions plus ciblées. Nous avons fait le choix de catégories génériques (*editor in chief, editorial committee*, etc.), qui nous permettent d'explorer les entités engagées tout en les reliant aisément aux questions de financement.

Deuxièmement, dans leurs réponses libres à la Q3.4.1., plusieurs revues n'ont pas manqué de signaler des lacunes. L'entité la plus régulièrement mentionnée est l'auteur (37 occurrences), qui intervient sur une grande variété d'actes (traduction, gestion de droits d'images, préformatage, *copyediting*, travail graphique, proofreading...). Par ailleurs, de nombreux actes envisagés (gestion du droit d'images, assignation du DOI, préformatage, identification des conflits d'intérêts et du plagiat) ne sont parfois pas mis en œuvre au sein des revues (29 occurrences). Presque systématiquement, ces problèmes de cadrage ont été résolus par les répondants en cochant les réponses *other* ou *I don't know*. Comme on le verra, les pourcentages associés à ces catégories sont relativement faibles pour l'ensemble des réponses, et ne sont donc pas de nature à infléchir significativement les tendances observées. Outre le rôle des auteurs et le « non-accomplissement », signalons la mention épisodique des entités « université » et « publisher ». Aussi importantes soient-elles à propos des limites de notre étude, ces remarques ne doivent pas faire perdre de vue l'objectif premier de ces deux listes : explorer des actes de production d'un article pour lesquels un financement est envisageable. Notre approche n'ambitionne donc pas de rendre compte de l'ensemble des éléments qui font la réalité d'une revue au quotidien.

Troisièmement, les réponses libres associées à la question de l'accomplissement des actes nous ont permis de préciser certains éléments. Ainsi, parmi les prestataires de services figurent aussi bien des entreprises pouvant prendre en charge plusieurs actes, que des indépendants souvent spécialistes d'un acte (par exemple le *copy editing*, la gestion du site internet...). Dans la même veine, nous avons pu retrouver, sans surprise, le nom des principales infrastructures utilisées par les revues Diamant – Amelica, Erudit, JTCAM, Lodel, OJS, OLH, OpenEdition, Ubiquity – ainsi que certains prestataires de services spécifiques comme CrossRef pour les métadonnées des articles, ou Lockss/clocks pour l'archivage et la préservation.

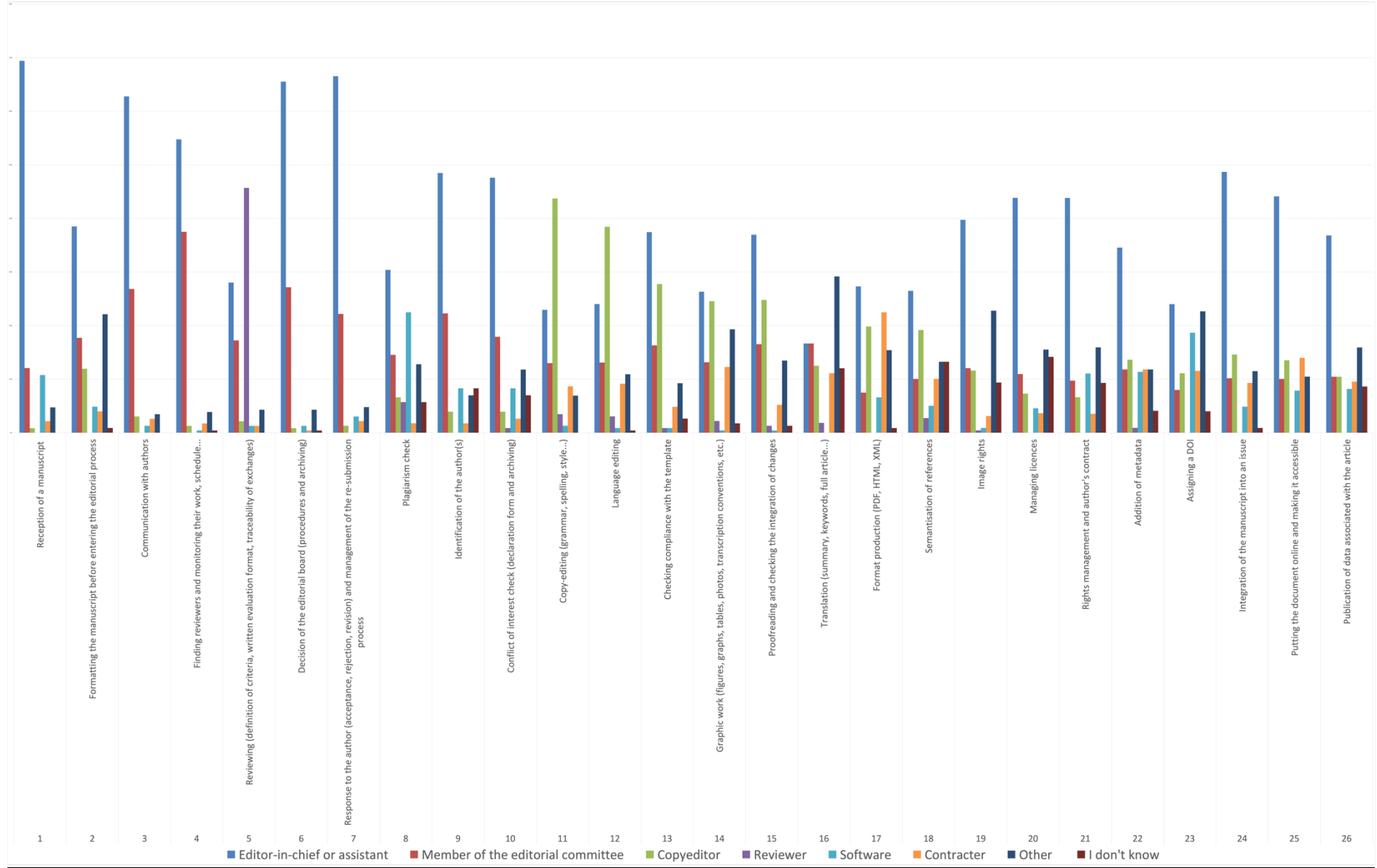
3.2. Quelles entités pour quels actes ?

La distribution des actes au sein des revues Diamant, qui se dégage des réponses la question 3.1., dessine des tendances qui peuvent être regroupées autour de trois grands ensembles. Comme le montre la figure 7, un premier ensemble (actes 1 à 10) est marqué par une forte prééminence des éditeurs en chef et du comité éditorial. On y trouve également deux actes avec une présence conséquente des évaluateurs externes (5. *Reviewing*) et des logiciels (8. *Plagiarism check*). Cette première catégorie correspond au travail de certification, qui comprend la prise en charge du manuscrit, son évaluation, ainsi que la collecte des informations sur les auteurs.

La figure 3 met également en évidence une deuxième catégorie regroupant les actes 11 à 18. Les rédacteurs en chef sont toujours présents, mais de nouvelles entités apparaissent, comme celle des secrétaires de rédaction et des prestataires de services. Cette catégorie regroupe ainsi l'ensemble des actes consacrés à la production matérielle du document.

Enfin, la troisième et dernière catégorie (actes 19 à 26) fait également état d'une prééminence des rédacteurs en chef. Cependant, on y trouve au coude à coude plusieurs entités comme les prestataires, les membres du comité de rédaction, ainsi que les catégories *other* et « I don't know » qui ont absorbé les actes non accomplis. Cette catégorie rassemble les actes de mise en circulation, soit ceux réalisés une fois l'article scientifique produit, comme la gestion des droits (contrat d'auteur, licence), l'addition de métadonnées, et la diffusion proprement dite. Dans ce qui suit, nous proposons d'organiser la présentation des résultats à partir de cette catégorisation émergente. Nous serons alors en mesure d'explorer de manière plus spécifique les tendances à l'œuvre au sein de chacune de ces trois catégories.

Figure 3. Distribution des 26 actes selon les entités



Catégorie 1 : certification

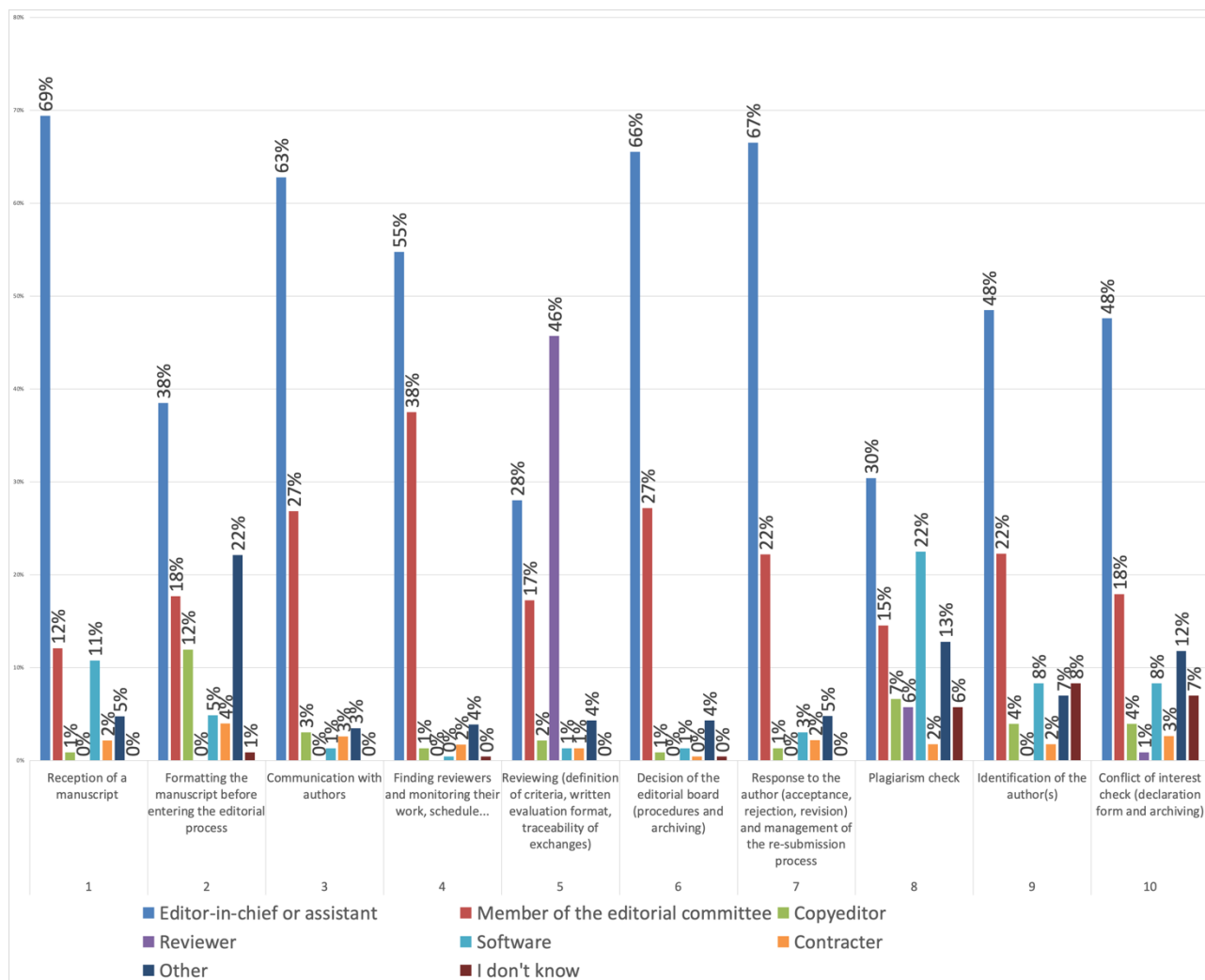
Une focalisation sur la première catégorie donne mieux à voir la distribution des actes de publication qui relèvent de la certification (actes 1 à 10, voir la figure 3a). Celle-ci peut être décomposée entre la prise en charge du manuscrit, son évaluation, et la collecte des informations sur les auteurs. D'un point de vue général, la majorité des acteurs qui accomplissent principalement ces actes sont internes à la revue : rédacteur en chef ou ses assistant.es arrivent en tête de la quasi-totalité des réponses (entre 38% et 69%), viennent ensuite les membres du comité éditorial, surtout pour la communication aux auteurs (27%) et la recherche d'évaluateurs (38%). Par ailleurs, la part de la contractualisation est très faible (entre 0% et 4%).

Sur la prise en charge du manuscrit, outre la prépondérance du rédacteur en chef, signalons la place de la catégorie *other* pour le deuxième acte (2. *Formatting the manuscript*). À la lecture des commentaires dans les champs libres, il s'agit principalement des auteurs, qui réalisent eux-mêmes la mise au format pour de nombreuses revues.

Concernant l'évaluation des manuscrits, la place des évaluateurs externes est prépondérante (46%), même si le rédacteur en chef et les membres du comité éditorial occupent une place non négligeable (28% et 17%). La décision d'acceptation ou de rejet des textes, ainsi que la réponse à l'auteur, sont largement assumés en interne, d'abord par le rédacteur en chef (66%), ensuite par les membres du comité éditorial (27%). Enfin, la détection du plagiat est partagée entre les différentes entités : si le rédacteur en chef domine l'accomplissement de cet acte (30%), il est dans 22% des cas délégué à un logiciel, et dans 13% des cas effectué par des entités qui sont précisées dans les réponses de la catégorie *other* qui, sur la base des réponses libres, correspond à nouveau souvent aux auteurs eux-mêmes.

Le traitement informationnel primaire sur les manuscrits (8. *Plagiarism check*, 9. *Identification of the author(s)*) fait toujours partie des actes majoritairement accomplis par les rédacteurs en chef et les membres du comité (presque 50% pour les premiers, aux alentours de 20% pour les seconds). Ici aussi le rôle des auteurs, souligné dans les réponses *other*, est manifeste, puisqu'il oscille entre 7% et 12%. De manière similaire aux autres actes relatifs à la certification, la part de contractualisation demeure faible.

Figure 3a. Distribution des actes relevant de la certification



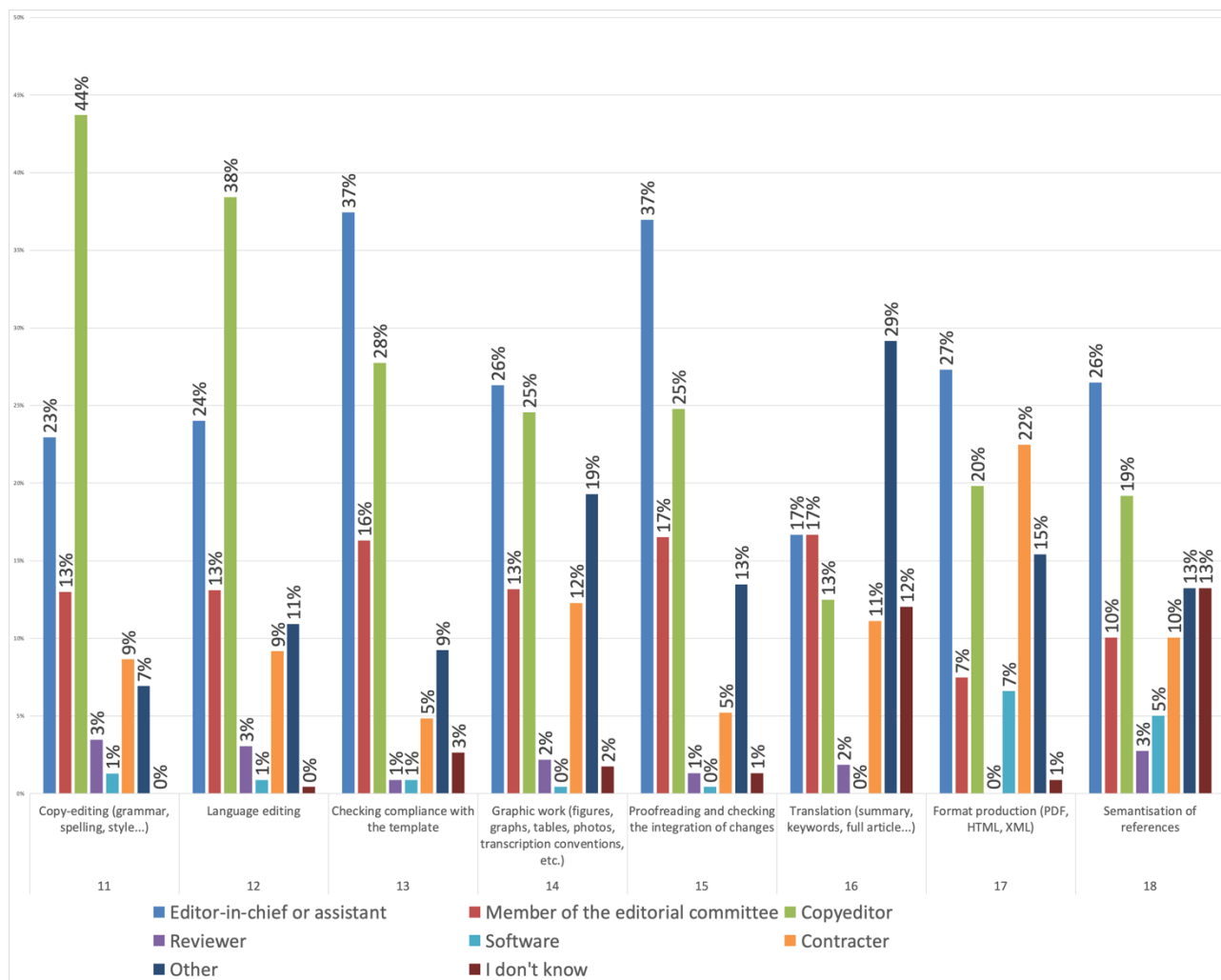
Catégorie 2 : Production matérielle du document

La production matérielle des textes englobe un vaste ensemble d'actes (11 à 18) que l'on retrouve sur la figure 3b : *Copy editing* (11), *language editing* (12), *Checking compliance* (13), *Graphic work* (14), *Proofreading* (15), *Translation* (16), *Format production* (17), et enfin *Semantisation of references* (18).

Les cinq premiers actes sont dominés par une activité principale du personnel interne de la revue : le *copyediting* ainsi que le *language editing* sont majoritairement assumés par les secrétaires de rédaction (44% et 38%), suivi par le rédacteur en chef (23% et 24%) et les membres du comité de rédaction (13% et 13%). La vérification du format, la mise en forme graphique et le *proofreading* sont surtout assurés par les rédacteurs en chef (37%, 26% et 37%) ou par les secrétaires de rédaction (28%, 25%, 25%). On remarque que la mise en forme graphique est tout de même assumée à 19% par la catégorie *other*, pour laquelle les réponses libres insistent une nouvelle fois sur le rôle des auteurs. La traduction occupe une place à part : les membres internes de la revue (rédacteur en chef, secrétaire de rédaction, membres du comité) cumulent un peu moins de 50% des réponses,

tandis que la catégorie *other* culmine à 29%. Sur la base des réponses libres, ce taux se répartit entre les auteurs qui prennent en charge directement le travail de traduction, et des situations où la traduction n'est pas une activité de la revue.

Figure 3b. Distribution des actes relevant de la production matérielle



Les actes de mise au format (html, pdf, xml) et de sémantisation des références présentent une plus grande distribution des réponses. La mise au format est assurée soit par les rédacteurs en chef (27%), par un prestataire externe (22%), ou par les secrétaires de rédaction (20%). La sémantisation des références est quant à elle réalisée par les rédacteurs en chef (26%) et les secrétaires de rédaction (19%), bien que des prestataires et les auteurs (indiqués dans la réponse *other*) occupent une place non négligeable (10% et 13%). Signalons que 13% des répondants ignorent qui se charge de cet acte.

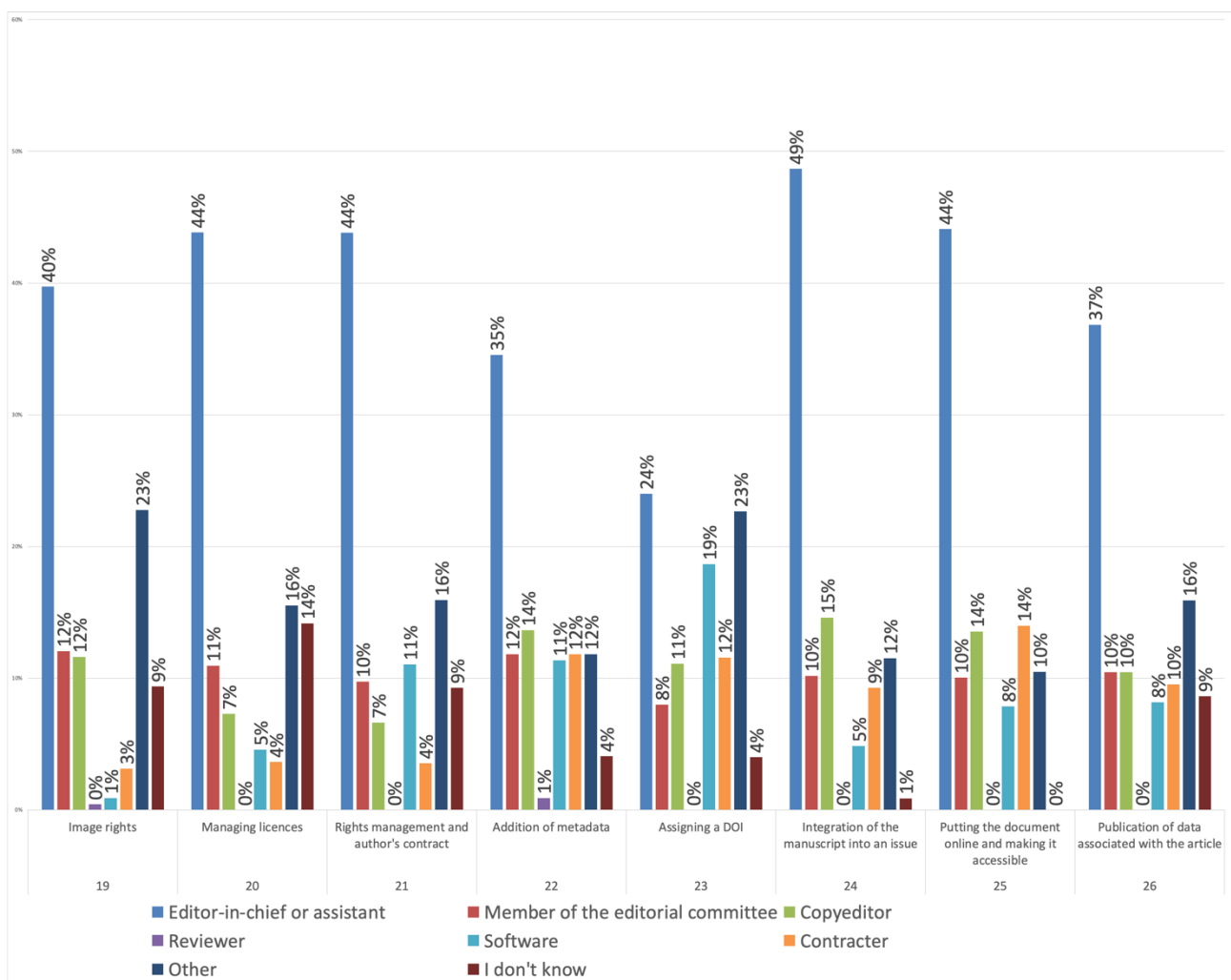
D'une manière générale, les actes de production matérielle des textes sont davantage enclins à la sollicitation de prestataires extérieurs que ceux regroupés dans la première grande catégorie portant sur la certification. Représentant souvent entre 5% et 13% des réponses, les actes

sous-traités à des prestataires peuvent même atteindre quasiment un quart pour la production du format (22%), comme nous l’avons déjà souligné.

Catégorie 3 : Mise en circulation

La dernière grande catégorie, qui regroupe les actes 19 à 26, relève de la mise en circulation (figure 3c), soit les actes liés à la gestion des droits, l’assignation de métadonnées, ainsi que la diffusion. La gestion des droits, qui comprend le droit des images, la gestion des licences et des contrats d’auteurs, est majoritairement assumée par les rédacteurs en chef (entre 40% et 44%). Cet ensemble d’actes est également géré en interne par le comité éditorial (à hauteur d’un peu plus de 10%) et les secrétaires de rédaction (entre 7% et 12%). Pour ces trois actes, on trouve une part non négligeable de la réponse *other* (entre 16 et 23%). Les réponses libres indiquent que ces actes sont parfois assumés par les auteurs, voire pas réalisées du tout. Autre tendance non négligeable : la part des répondants qui ne connaissent pas la réponse varie entre 9% et 14%. Signalons enfin que la part des services sous-traités à des prestataires extérieurs représente une part faible, le plus fort taux atteignant 4%.

Figure 3c. Distribution des actes de mise en circulation



Le processus de publication des textes passe également par l'association de métadonnées : métadonnées textuelles (titre, résumé), attribution d'un DOI, et intégration dans un document plus large. Ici encore la place du rédacteur en chef est la plus importante déclarée (respectivement 35%, 24% et 49%), les autres membres de la revue (comité éditorial et secrétaire de rédaction) cumulant à eux deux entre 19% et 26% des revues sur chacun de ces actes. Tandis que la place du logiciel est manifeste pour l'intégration des métadonnées et du DOI (11% et 19%), le rôle des prestataires externes est également plus sensible, puisqu'ils assument 12% de cette portion du travail de mise en circulation. Enfin, la prévalence de la catégorie *other* (23%) pour l'attribution du DOI résulte, d'après les réponses libres, de la précision faite par certaines revues qu'elles n'en attribuent justement pas.

La diffusion du texte implique sa mise en ligne, associée à la publication de ses métadonnées. À nouveau, ce travail est dominé par le rédacteur en chef (44% et 37%), secondé par l'apport cumulé du comité éditorial et du secrétaire de rédaction (28% et 20%). Les prestataires s'engagent dans ces opérations à hauteur respectivement de 14% et 10%, mais aussi l'actant logiciel (8% pour les deux actes). Enfin, dans 9% des cas, les répondants ignorent qui prend en charge la publication de ces métadonnées. Les réponses libres indiquent notamment que ce travail n'est parfois pas accompli.

En conclusion de cet état des lieux, il nous faut indiquer que nous ignorons qui a effectivement répondu à cet ensemble de questions très précises. Nous avons utilisé le contact laissé lors de l'étude *OA Diamond Journals* de 2020, mais nous ne pouvons déterminer si c'est la même personne, une autre ou encore un collectif qui a effectivement répondu. Néanmoins, si l'on se base sur le statut donné par les répondants de cette étude précédente, plus de 80% étaient rédacteurs en chef ou membre du comité éditorial, quand seulement 15% relevaient de la partie « technique » des équipes, et notamment des secrétaires de rédaction, le restant étant du côté des plateformes de diffusion ou des éditeurs. Il est donc possible que ces réponses reflètent la vision de ces mêmes acteurs et qu'ils aient valorisé leur rôle au détriment d'autres. En dépit ces incertitudes sur la nature exacte des répondants au sein des revues, notre enquête montre un panorama riche et diversifié des actants qui participent au processus de publication.

Section 4.

La monétisation des actes de publication

Nous avons décrit la publication scientifique comme un processus de production mettant en mouvement des entités agencées différemment dans la prise en charge d'un ensemble d'actes spécifiques. Cette première exploration permet maintenant de nous pencher plus précisément sur la répartition des transactions monétaires au sein des revues Diamant, afin d'approcher les modalités actuelles de leur financement.

La première partie s'intéresse à la distribution des sommes monétaires en fonction des actes de publication. Elle fait état des réponses formulées à la question : « pour chaque acte, existe-t-il oui ou non une transaction monétaire ? » (4.1.). La seconde partie examine quant à elle la pluralité des entités qui sont rémunérées lorsqu'un acte donné fait l'objet d'une transaction monétaire (4.2.).

Nous avons choisi le terme de « transaction monétaire » plutôt que celui de « paiement » afin de clarifier ce qui apparaissait *ex-post* comme ambigu dans l'enquête *OA Diamond Journals* de 2020 : parfois les répondants opéraient des calculs de coûts, d'équivalence monétaire en matière par exemple de soutien ou de budget consolidé, mais cela ne signifiait pas pour autant une circulation d'argent nécessaire au fonctionnement de la revue dans son organisation actuelle. La notion de transaction monétaire évacue ces problèmes puisqu'elle renvoie à la circulation effective de sommes d'argent, indépendamment de leur origine.

4.1. Actes de publication et transactions monétaires

La prépondérance du travail sans transaction monétaire :

L'analyse des transactions monétaires s'appuie principalement sur les réponses à notre question Q3.2. De la même manière que pour la Q3.1. à propos de l'accomplissement des actes, le nombre de réponses pour chaque acte varie (entre 203 et 231), mais demeure élevé. Pour un acte donné, les réponses se distribuent globalement de manière binaire entre « oui » pour un acte soumis à un paiement, et « non » pour un acte réalisé sans soutien financier direct explicite. La troisième réponse possible (« ne sait pas ») est présente dans des proportions assez faibles, jusqu'à 5% pour les 15 premiers actes, et entre 2% et 7% pour les actes suivants. Comme l'illustre la figure 4, un premier résultat général semble se dégager : dans notre échantillon de revues Diamant, les actes de publication sont majoritairement effectués sans transaction monétaire. Nous sommes dans une situation caractéristique de l'économie générale de la publication scientifique, où le travail réalisé par les académiques au sein des revues fait partie intégrante du travail de recherche et n'est pas

directement monétisé. En revanche, l'activité de publication est indirectement rémunérée dans le salaire que les institutions versent aux chercheuses et chercheurs.

À l'appui de ce résultat, les réponses libres associées à cette question (Q.3.4.2.) insistent notamment sur l'importance du travail non rémunéré. Ainsi, plusieurs répondants insistent sur le fait que le travail est entièrement réalisé sur la base du bénévolat, et qu'aucune forme de monétisation n'entre en jeu lors du processus de production :

ID 12744888020 : « All the activities are performed by volunteersAll the activities are performed by volunteers », ou encore ID 12754720887 : « Editorial board members are acting as volunteers. All software used is free (or licenses are acquired for the entire research institute editing the journal) »

Pour certaines personnes interrogées, les revues Diamant ne réalisent, par définition, aucune transaction monétaire :

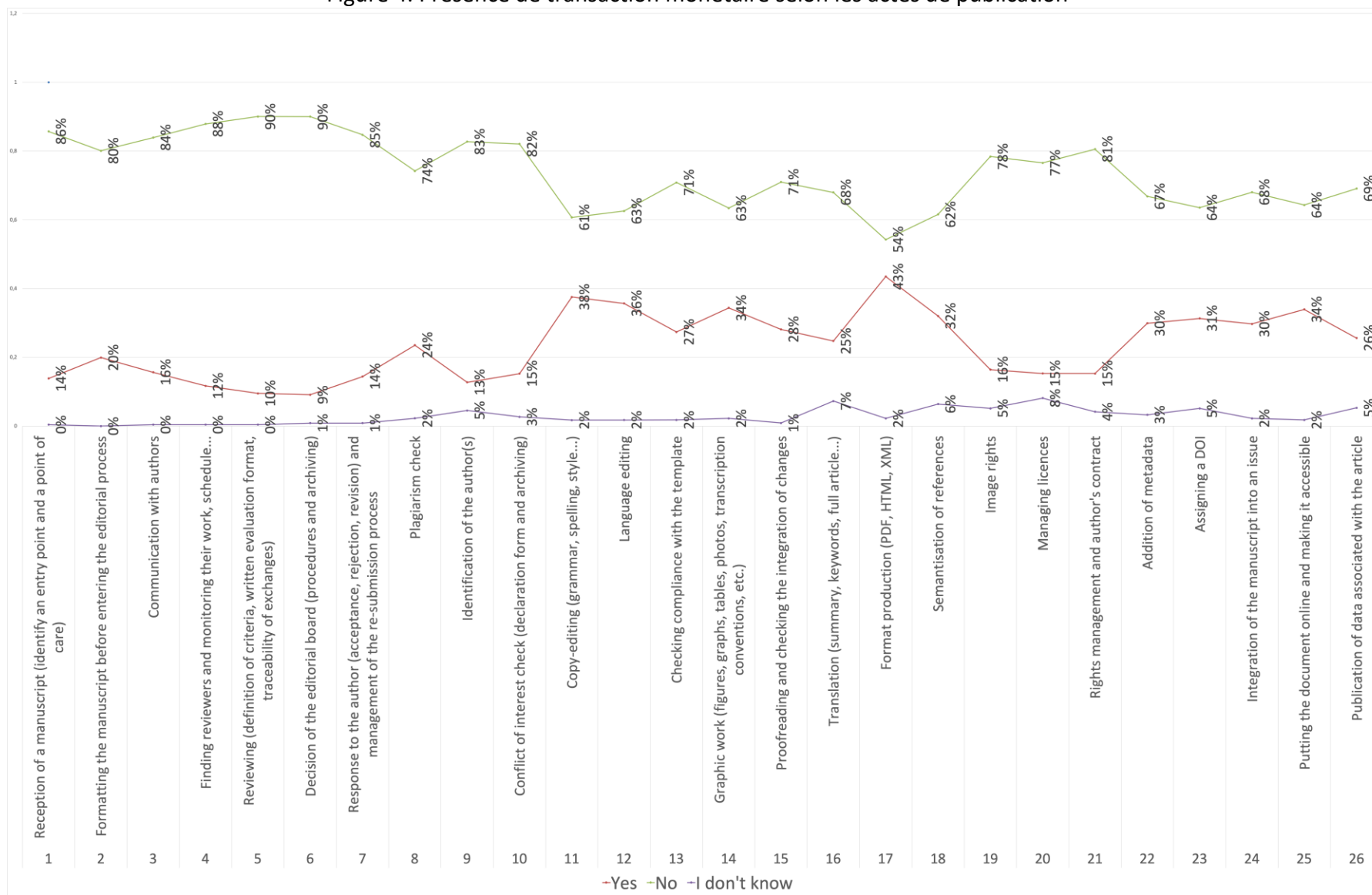
ID 12767648092 : « We do not charge any fee from authors or readers. It is an open-access journal without any fee ».

Dans le prolongement de cette position, la dimension volontaire et non monétarisée du travail au sein des revues est présentée de manière particulièrement radicale par un répondant qui se dit « philosophiquement opposé » à toute forme de paiement en matière de publication scientifique.

ID 12781517408 : « I am philosophically opposed to paying to publish and so would not be interested in externalizing (for payment) any step of the process ».

Il faut néanmoins en la matière être prudent puisque l'usage même des mots de « bénévolat » ou de « bénévoles » (*volunteers*) n'est pas pleinement partagée. Dans l'enquête *OA Diamond Journals*, seules 60% des revues déclaraient avoir recours à des bénévoles, mais il est vraisemblable que pour la quasi-totalité des personnes en poste ne recevaient pas d'argent de la revue ou de son propriétaire. Certains postes, notamment ceux occupés par des personnels académiques au statut de permanents, relèvent comme on l'a dit de l'économie morale de la profession, d'où l'absence de référence au « volontariat ». En choisissant dans notre enquête de nous focaliser sur son opposé, la monétisation, nous espérons obtenir des réponses relevant d'une même réalité.

Figure 4. Présence de transaction monétaire selon les actes de publication



Certains actes font néanmoins l'objet de transactions monétaires :

Ces éléments précisés, le processus de publication ne repose pas uniquement sur du travail sans transaction monétaire. Au sein de chaque revue, les actes de production des textes publiés engagent des ressources, humaines et techniques, qui reposent *a minima* sur quelques échanges monétaires. Les réponses libres (Q3.4.2.) apportent d'ailleurs quelques précisions sur l'origine des fonds qui circulent. Ainsi, les ressources monétaires sont souvent issues d'institutions publiques, à l'image des universités, bibliothèques universitaires, laboratoires, et autres institutions de recherche. Certaines réponses permettent d'identifier directement l'organisation, tels l'INSHS du CNRS en France ou le SSHRC au Canada. Par ailleurs, l'un des répondants mentionne OpenEdition comme une forme indirecte de financement public, là encore non monétisé :

ID 12790323835 : « Being accepted on the OpenEdition Journals platform is a kind of public funding ».

On trouve également mention de sociétés savantes, ainsi que d'éditeurs, dont certains sont des presses universitaires. Deux réponses ouvertes sont particulièrement marquantes. Une des revues affirme faire payer les auteurs pour d'éventuelles traductions, même si cette charge est optionnelle :

ID 12799240359 : « Only translations are charged to authors, when needed (about 25 to 30% of accepted manuscripts), and the authors are not required to contract this service, they can arrange for translations on their own accord ».

Une autre réponse singulière concerne une revue qui publie des actes de colloque. Dans ce cas de figure, la publication est financée par les institutions qui ont organisé le colloque, et qui prennent en charge la production du numéro :

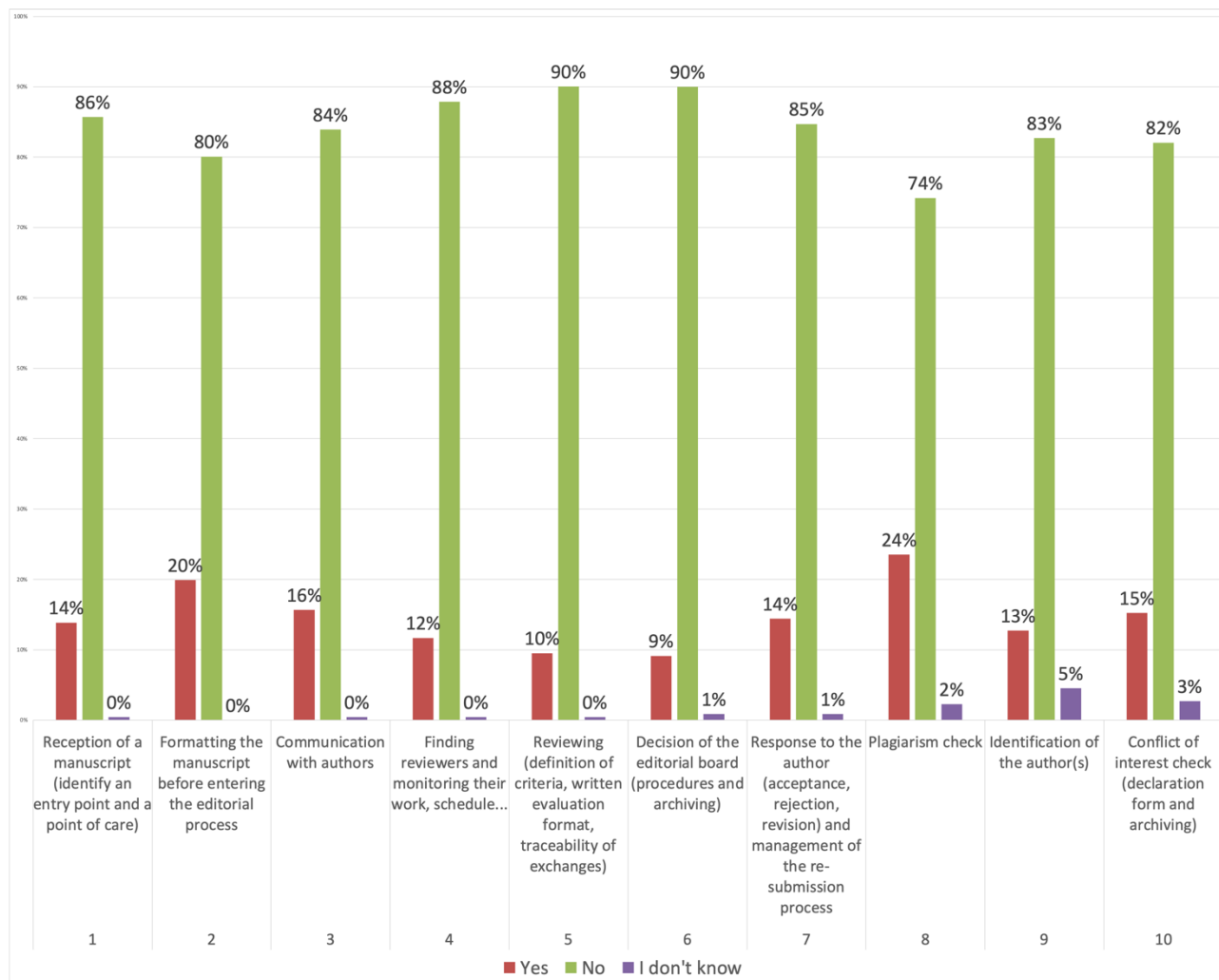
ID 12753821473 : « Proceedings is funded by special issue organizers ».

Comment se répartissent les transactions monétaires selon les différents actes du processus de publication ? La distribution des réponses négatives et positives proposée dans la figure 4 permet d'explorer plus avant les caractéristiques spécifiques de notre échantillon, et de nuancer la première impression générale. Afin d'en préciser les termes, nous organisons la présentation autour des trois grandes catégories identifiées précédemment.

Tout d'abord, en ce qui concerne les actes de certification (actes 1 à 10), la figure 4a montre que les réponses négatives sont particulièrement élevées (allant de 74% à 90%). Elles culminent pour la recherche d'évaluateurs, l'évaluation elle-même, ainsi que la décision d'acceptation ou de rejet (respectivement 88%, 90% et 90%). En contrepartie, les réponses positives sont comprises entre 9% et 24%. Les propensions les plus fortes concernent la vérification du plagiat (24%), la mise au format lors de la réception du manuscrit (20%), la communication avec les auteurs (15%) et la

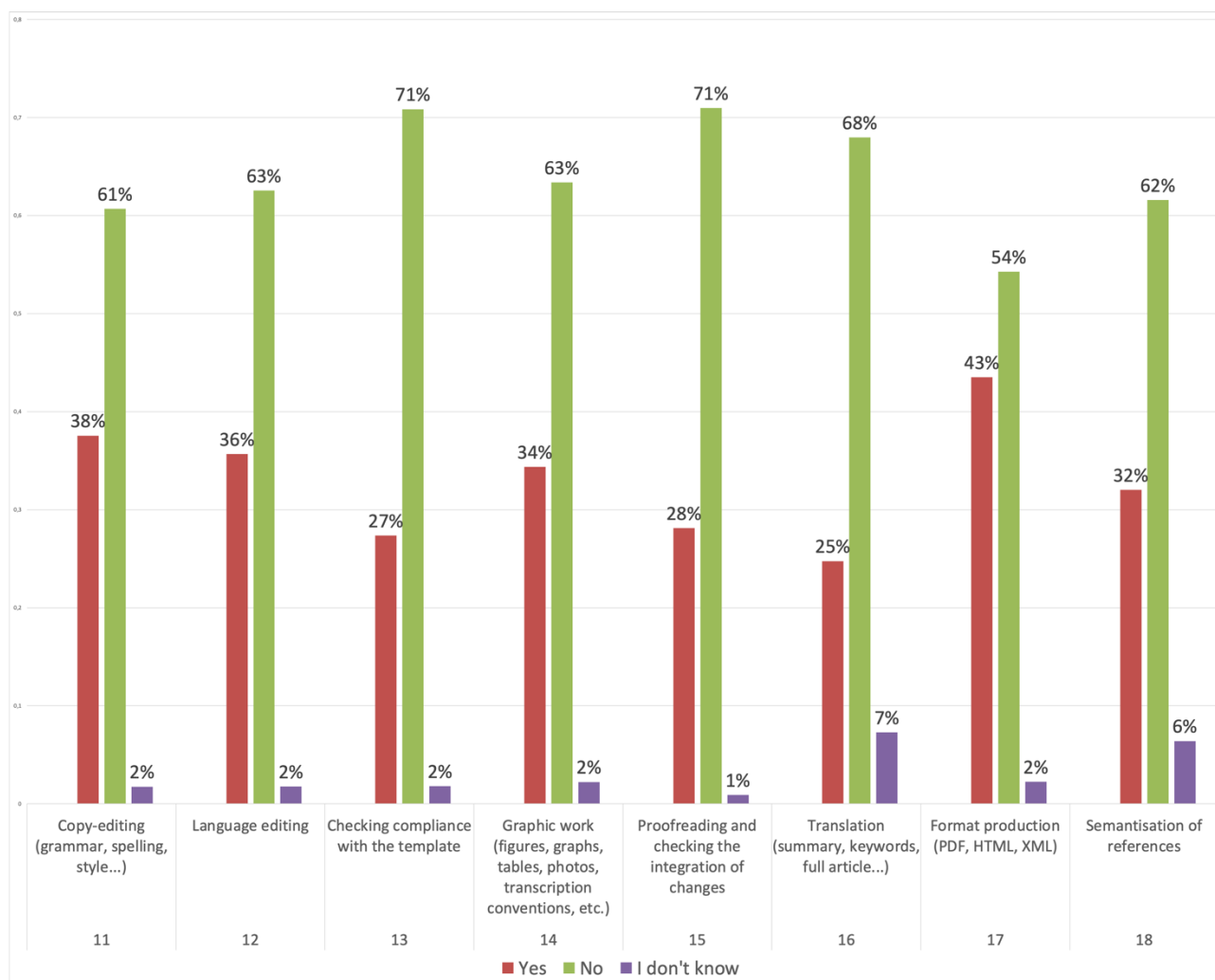
vérification des conflits d'intérêts (15%). Le taux de réponse des personnes interrogées ne connaissant pas l'existence de transaction monétaire est minime, n'excédant pas 5%.

Figure 4a. Monétisation des actes de certification



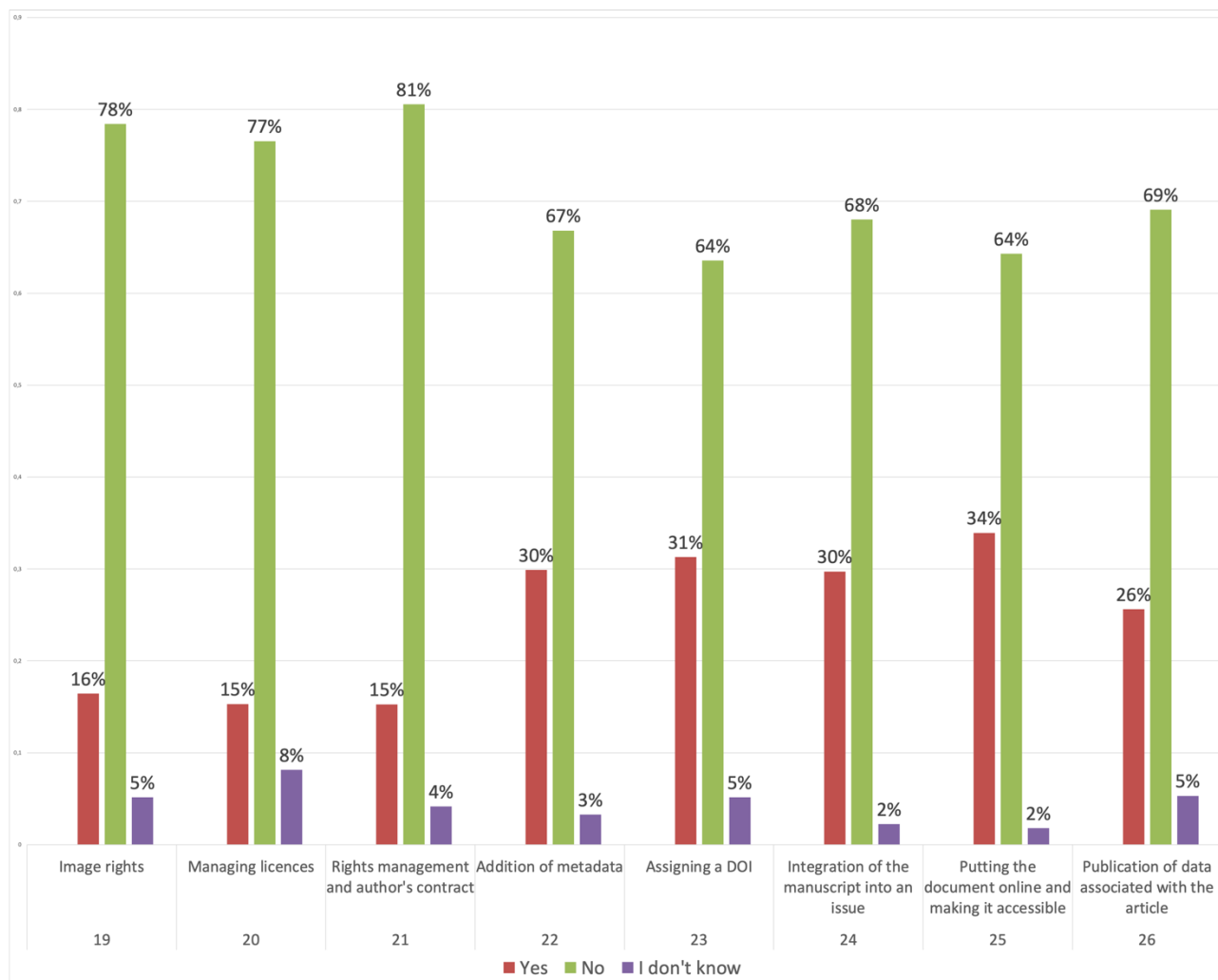
Les actes relevant de la production matérielle du document (actes 11 à 18) arborent les taux de réponses positives les plus élevés, se distribuant entre 25% et 43% (figure 4b). Les actes déclarés comme étant les plus monétisés concernent la production du format (pdf, html, xml) à hauteur de 43%, le *copy editing* (38%), le *language editing* (36%), ainsi que le travail graphique sur le texte (34%). Ces résultats sont congruents avec la possible externalisation auprès de prestataires d'une partie de la production matérielle des documents. Cela étant dit, les réponses négatives demeurent majoritaires, s'étendant de 54% à 71%. Les actes de la production matérielle les moins monétisés sont la vérification de la conformité au modèle de la revue (27%), le *proof reading* (28%), et la traduction (25%). Le nombre de répondants qui déclarent ignorer la présence de transaction financière pour cet ensemble d'actes est également faible, distribué entre 1% et 7%.

Figure 4b. Monétisation des actes de la production matérielle



Enfin, pour les actes 19 à 26 constitutifs de la mise en circulation (gestion des droits, attribution des métadonnées, et diffusion), les taux de réponses négatives se situent entre 64% et 81% (figure 4c). On distingue assez nettement deux sous-groupes ici : la gestion des droits, d'une part, qui accumule les réponses négatives les plus hautes (entre 77% et 80%) ; l'ensemble des métadonnées et de la diffusion, d'autre part, dont les taux de réponses négatives varient entre 64% et 69%. Les transactions monétaires liées aux actes de publication sont ainsi plus importantes pour ce deuxième sous-ensemble, avec l'association de métadonnées (30%), l'attribution d'un DOI (31%), l'intégration du texte dans un numéro (30%), et sa mise en ligne (34%). À nouveau, on retrouve un faible volume de répondants qui ignorent la présence d'une transaction monétaire (entre 2% et 8%).

Figure 4c. Monétisation des actes de mise en circulation

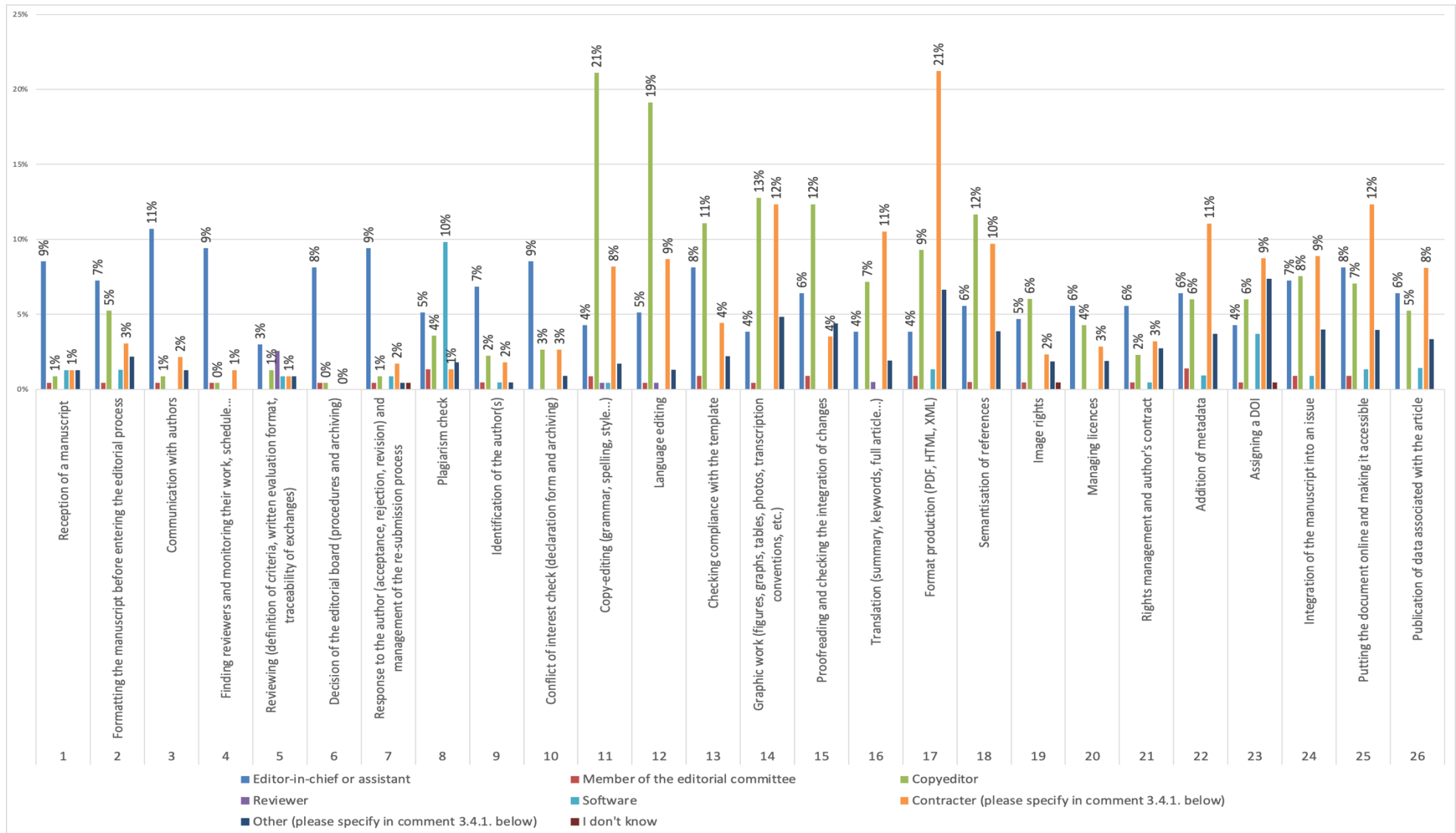


4.2. Quelles entités rémunérées pour quels actes de publication ?

Ayant une vision plus précise de la distribution générale de la monétisation des actes, il devient possible de détailler quelles entités sont concernées lorsque les répondants affirment payer pour certains actes de publication. Pour cela, nous avons réalisé un croisement des réponses aux questions 3.1. (qui accomplit les actes ?) et 3.2. (les actes induisent-ils une transaction monétaire).

Une première visualisation possible de ce croisement consiste à décomposer les pourcentages de « oui » sur la population totale, en fonction des entités qui accomplissent les actes (figure 5). Cette visualisation a pour vertu de nous rappeler que le nombre de réponses positives à la question « les actes liés à la publication induisent-ils des transactions monétaires ? » demeure faible par rapport au travail sans transaction monétaire. On voit notamment que les entités financées pour accomplir les actes ne dépassent jamais 21% de la population totale, tandis que la majorité des réponses se situent entre 0% et 10%.

Figure 5. La distribution de la monétisation des actes par rapport à la population totale



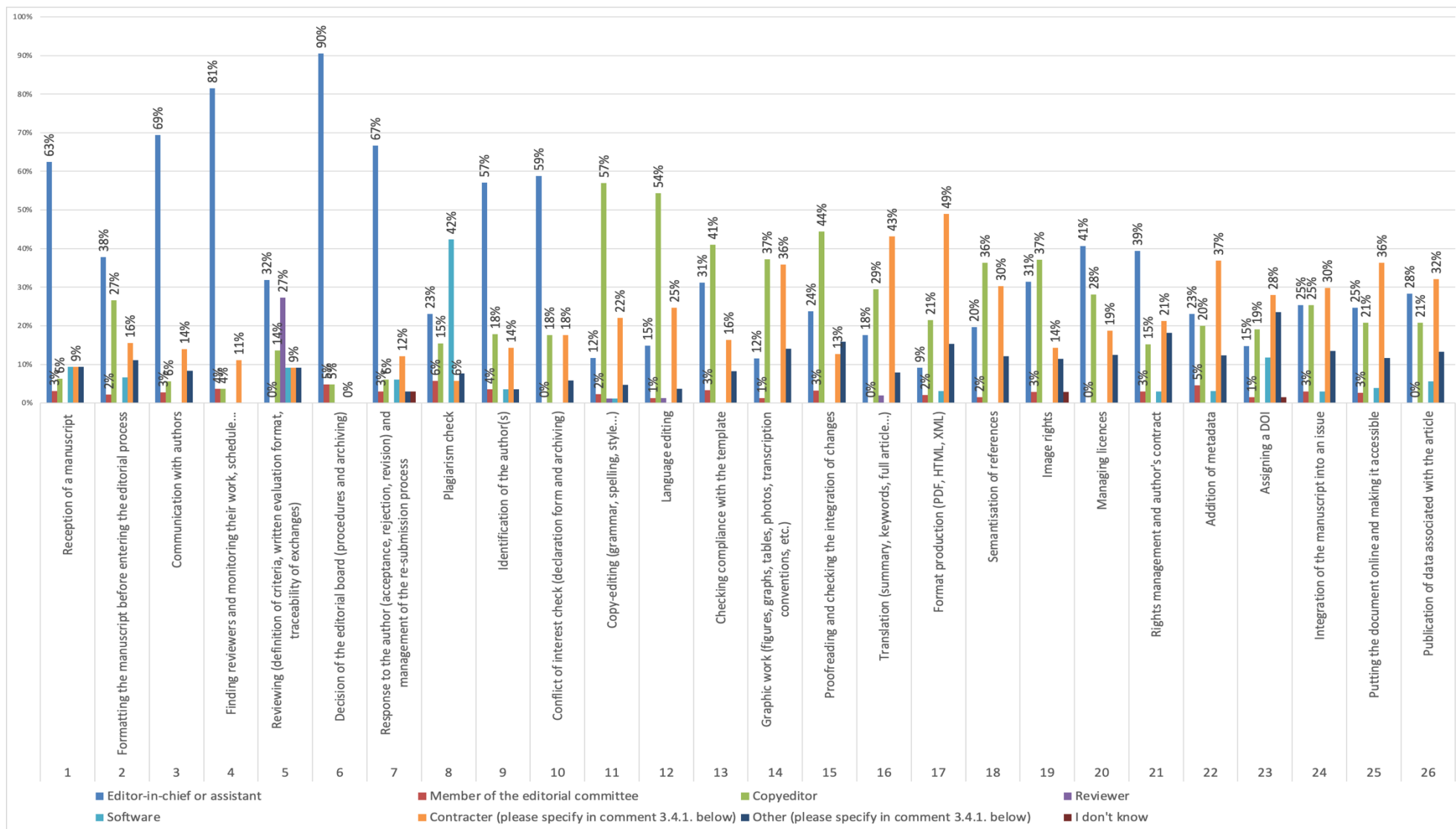
Une deuxième visualisation possible consiste à réaliser un focus sur la distribution des rétributions monétaires par entité au sein de la population plus restreinte des « oui », soit la population des entités rémunérées (figure 6). Évidemment, une telle représentation produit un effet de distorsion par rapport au graphique précédent, puisqu'on abandonne les poids relatifs des réponses par rapport à la population totale. Prenons un exemple. Sur le graphique précédent, le rédacteur en chef est rétribué dans 8% des cas pour l'acte 6 (*Decision of the editorial board*). Par ailleurs, le secrétaire de rédaction est rétribué dans 13% des cas pour le travail graphique (14. *Graphical work*). Cependant, le rédacteur en chef domine seul l'acte 6, tandis que l'acte 14 accorde également un poids au contractant (12% également). Ainsi, rapporté à la population des « oui », le rédacteur en chef, qui est presque seul sur l'acte 6, est rémunéré dans 90% des cas de la population rémunérée. *A contrario*, les secrétaires de rédaction et les prestataires extérieurs sont au coude à coude à propos du travail graphique : ramenés à la population des « oui », ils sont chacun d'eux rémunérés dans 36% et 35% des cas.

Malgré l'effet de loupe, des tendances significatives se dégagent. Commençons par la catégorie des actes relatifs à la certification. Ici, les rédacteurs en chefs dominent. Les plus forts taux de rétribution portent sur la communication avec les auteurs (69%), la recherche d'évaluateurs externes (81%), la décision d'acceptation ou de refus (90%). À l'inverse, la rémunération des éditeurs en chef s'avère plus faible pour la mise au format (38%) dont une part importante est déléguée au secrétaire de rédaction (27%), le *reviewing* (32%) partagé avec les évaluateurs externes (27%), ainsi que la vérification du plagiat (23%), acte pour lequel l'entité « logiciel » s'arroge la majorité des réponses (42%).

Les actes de production matérielle (11 à 18) sont quant à eux marqués par la présence importante des secrétaires de rédaction qui sont plutôt rétribués pour *le copy editing* (57%) et le *language editing* (54%), et celle des prestataires plutôt rétribués pour la traduction (43%) et le format du document (49%).

Enfin, les actes relevant de la mise en circulation (actes 19 à 26) offrent une répartition encore plus contrastée. Tandis que la gestion des droits voit culminer les secrétaires de rédaction pour les droits d'image (37%), les éditeurs en chef pour les licences et droits d'auteurs (respectivement 41% et 39%), et les prestataires sont prévalents dans la rémunération des actes relatifs aux métadonnées ainsi qu'à la diffusion (entre 28% et 37%).

Figure 6. La distribution de la monétisation des actes entre les actants



Financer les actes de publication dans un monde idéal

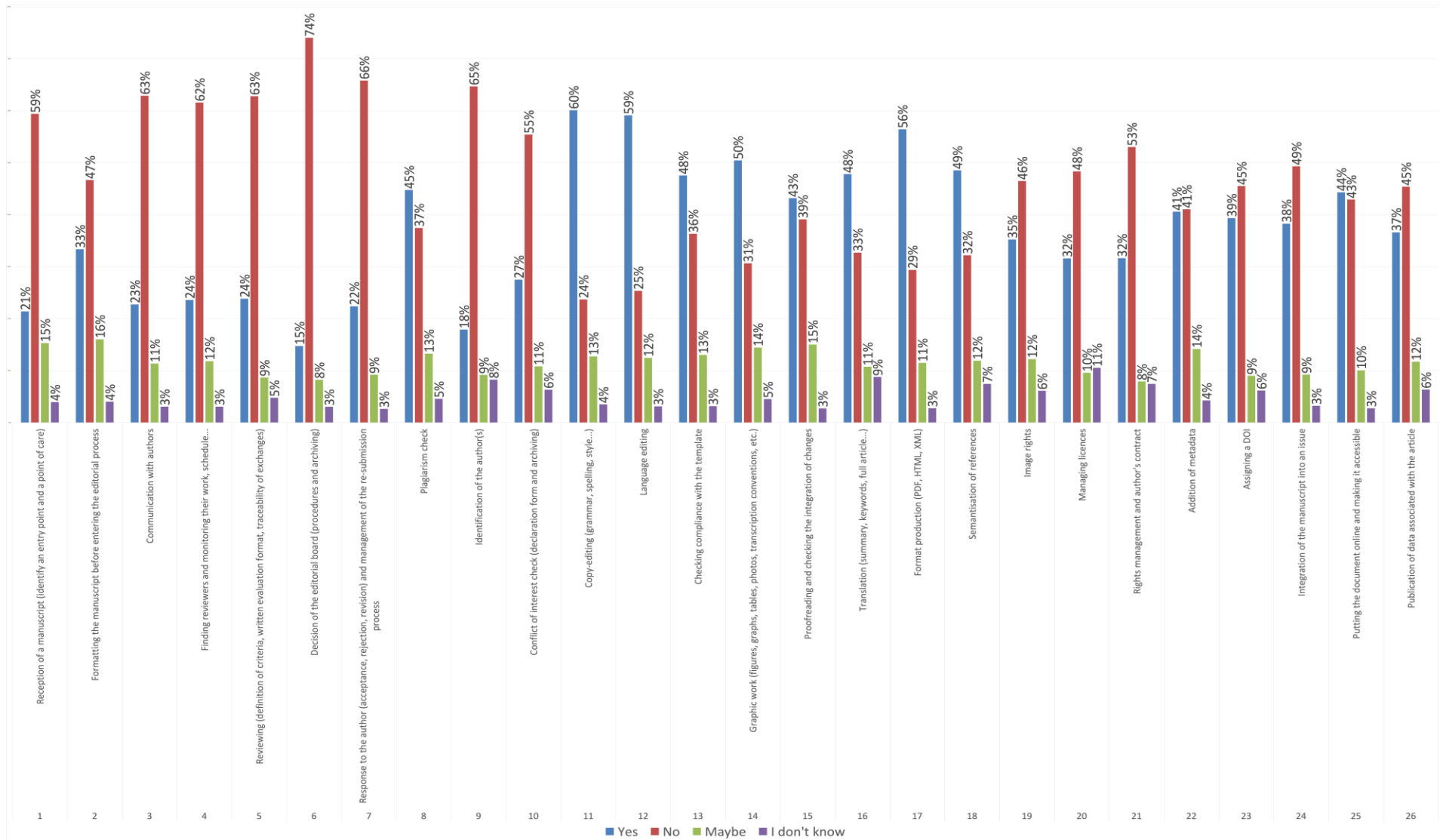
L'ambition de cette étude est d'explorer les modes de financement possibles des revues Diamant, dans la droite ligne de la recommandation de la première enquête *OA Diamond Journals* réalisée en 2020 au sein du consortium OPERAS. Dans cette optique, nous souhaitons préciser les besoins de financement des revues Diamant. Par rapport à la section précédente, nous faisons donc un pas de plus : au-delà de l'examen des actes qui font actuellement l'objet d'une transaction monétaire, il s'agit désormais d'identifier ceux qui pourraient faire l'objet d'un financement si celui-ci était disponible. Saisir les besoins des revues en matière de financement des actes de publication n'a rien d'évident. Pour atteindre notre objectif, nous sommes passés par une notion, celle de « monde idéal », définie comme une situation sans aucune contrainte financière, où les sommes d'argent à disposition des revues seraient illimitées. À partir de cette situation hypothétique, nous avons interrogées les revues Diamant sur leur propension à payer pour un acte donné du processus de publication. Le monde idéal exempt de contraintes financières ne doit évidemment pas être envisagé comme un horizon réaliste pour l'économie de la publication scientifique. Il s'agit plutôt d'une fiction utile qui permet de mettre en lumière, dans le cadre de notre questionnement, les actes précis pour lesquels les revues souhaiteraient des financements complémentaires. Bref, la fiction du monde idéal est un *proxy* pour saisir les besoins des revues Diamant.

La première partie présente les résultats sur les besoins exprimés par les revues dans l'hypothèse où elles évolueraient dans un milieu sans contrainte financière (5.1.). La deuxième partie de ce chapitre s'intéresse à la poursuite des dépenses déjà engagées pour certains actes de publication dans un monde idéal (5.2.).

5.1. Les besoins financiers des revues

Nous avons demandé aux revues d'indiquer pour quels actes elles seraient prêtes à payer en l'absence de toute contrainte financière (Q3.3.). Cette question permet de faire exprimer les besoins effectifs des revues Diamant en matière de financement, en détaillant notamment la destination de ces financements. Comme pour les questions précédentes 3.1. (qui accomplit l'acte ?) et 3.2. (payez-vous pour cet acte ?), le nombre total de réponses est variable, compris entre 202 et 231. Comme le montre la figure 7, les réponses dessinent des tendances marquées entre les 26 actes, qui se distribuent à nouveau autour des trois grandes catégories élaborées précédemment : certification (actes 1 à 10), production matérielle du document (11 à 18), et mise en circulation (19 à 26).

Figure 7. Financer les actes de publication dans un monde sans contraintes monétaires

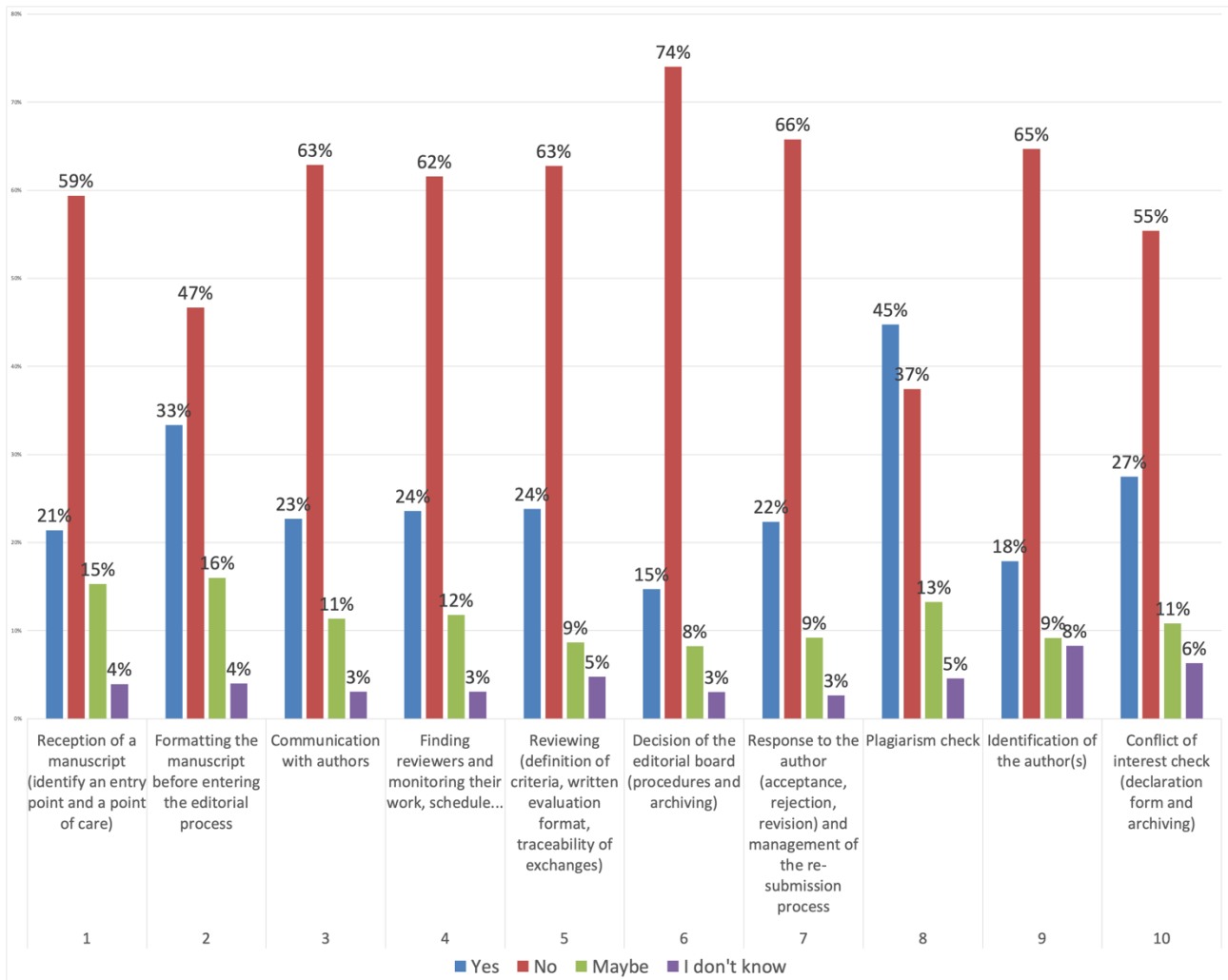


La certification

Les revues déclarent majoritairement être peu enclines à payer pour les actes de certification, même dans un monde sans contraintes financières (figure 7a). À cet égard, la décision d'acceptation ou de rejet (6. Decision of the editorial committee) atteint la valeur la plus haute avec 74% de non. Viennent ensuite la communication aux auteurs, la recherche de reviewers et le reviewing, ainsi que la réponse aux auteurs et leur identification qui voisinent avec des taux de réponses négatives compris entre 59% et 65%. Tout en étant moins marqués, la gestion des conflits d'intérêts (55%) et le préformatage du manuscrit (47%) sont considérés comme des actes ne nécessitant pas de financement. Résultat notable, la vérification du plagiat (8. Plagiarism check) est le seul acte pour lequel les réponses négatives sont inférieures aux réponses positives (37% de « non » contre 45% de « oui »). Ce résultat est peu surprenant dans la mesure où l'acte 8 est, dans 22% des cas, accompli par un logiciel (voir section 2.1., figure 3a).

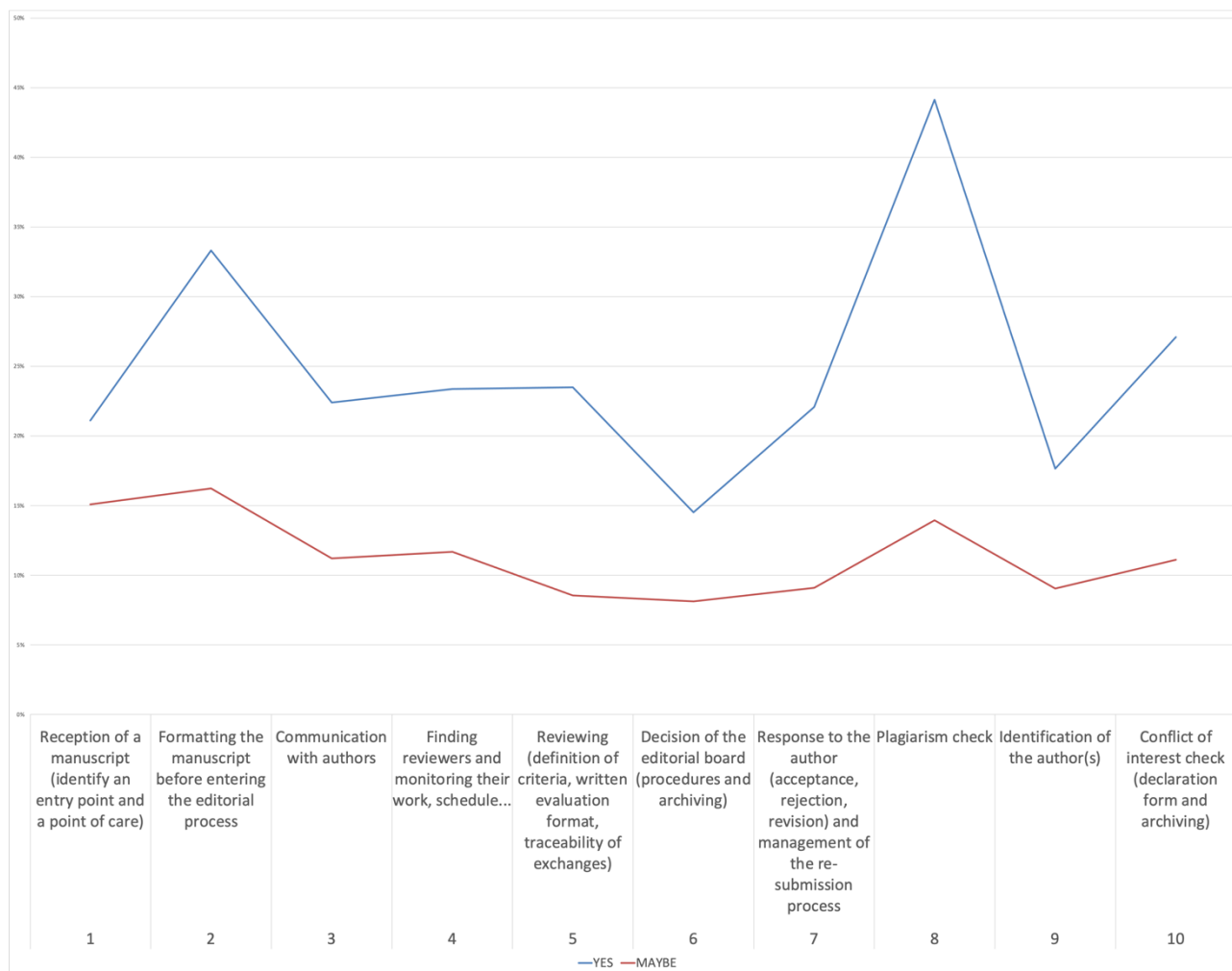
Symétriquement plusieurs revues déclarent être favorables à un financement des actes de publication relatives à la certification. Ces réponses positives oscillent globalement entre 21% et 27% pour la réception du manuscrit, la communication aux auteurs, la recherche de reviewers, le reviewing, la gestion des conflits d'intérêts. Les deux valeurs les plus hautes concernent la vérification du plagiat déjà évoquée (45%) et la mise au format (33%). Inversement, les deux valeurs basses ont trait à l'identification des auteurs (18%) et la décision d'acceptation/rejet (15%). Ce dernier résultat est un bon indicateur de l'enjeu d'indépendance éditoriale revendiqué par les revues, et souligné dans les réponses libres à la question 3.3. qui insistent sur la non-monétisation de la décision comme gage d'indépendance. Ne dépassant pas les 5%, la part des indécis est relativement faible, à part pour l'identification des auteurs et la gestion des conflits d'intérêts, qui atteignent respectivement 8% et 6%.

Figure 7a. Financer la certification dans un monde idéal



Si l'on se concentre sur les réponses « maybe », se distribuant entre 8% et 15%, on remarque que la répartition des actes potentiellement soutenus suit à l'allure (avec des valeurs plus faibles) la même tendance que celle des actes déjà financés (figure 7b).

Figure 7b. Distribution des opportunités de financement (« oui » et « peut-être »)



Ainsi, lorsqu'on cumule les résultats obtenus deux réponses, on dispose de la valeur potentielle des financements par acte de publication relevant de la certification. Indiquons deux exemples ici : le formatage du manuscrit qui devient un acte dont le financement apparaît avec plus d'évidence (49%), tandis que la vérification du plagiat se voit renforcée (58%).

La production matérielle du document

S'agissant du processus de production matérielle des textes, la tendance est inversée par rapport à la certification : les réponses positives dominent largement. Ce résultat est congruent avec deux résultats précédents. D'une part, c'est à propos des actes de cette partie du processus de publication qu'une majorité de revues déclarent payer des prestataires externes. D'autre part, les réponses ouvertes associées à la question du monde idéal vont dans le même sens. Les répondants affirment par exemple qu'il s'agit de actes techniques facilement externalisables, par opposition au reste du travail éditorial.

ID 12772112368 : « *In an ideal world, we would delegate a lot of the jobs that are related to design, production and copy editing, in order to focus on the management of the editorial process and editorial selection / management* ».

Ou encore :

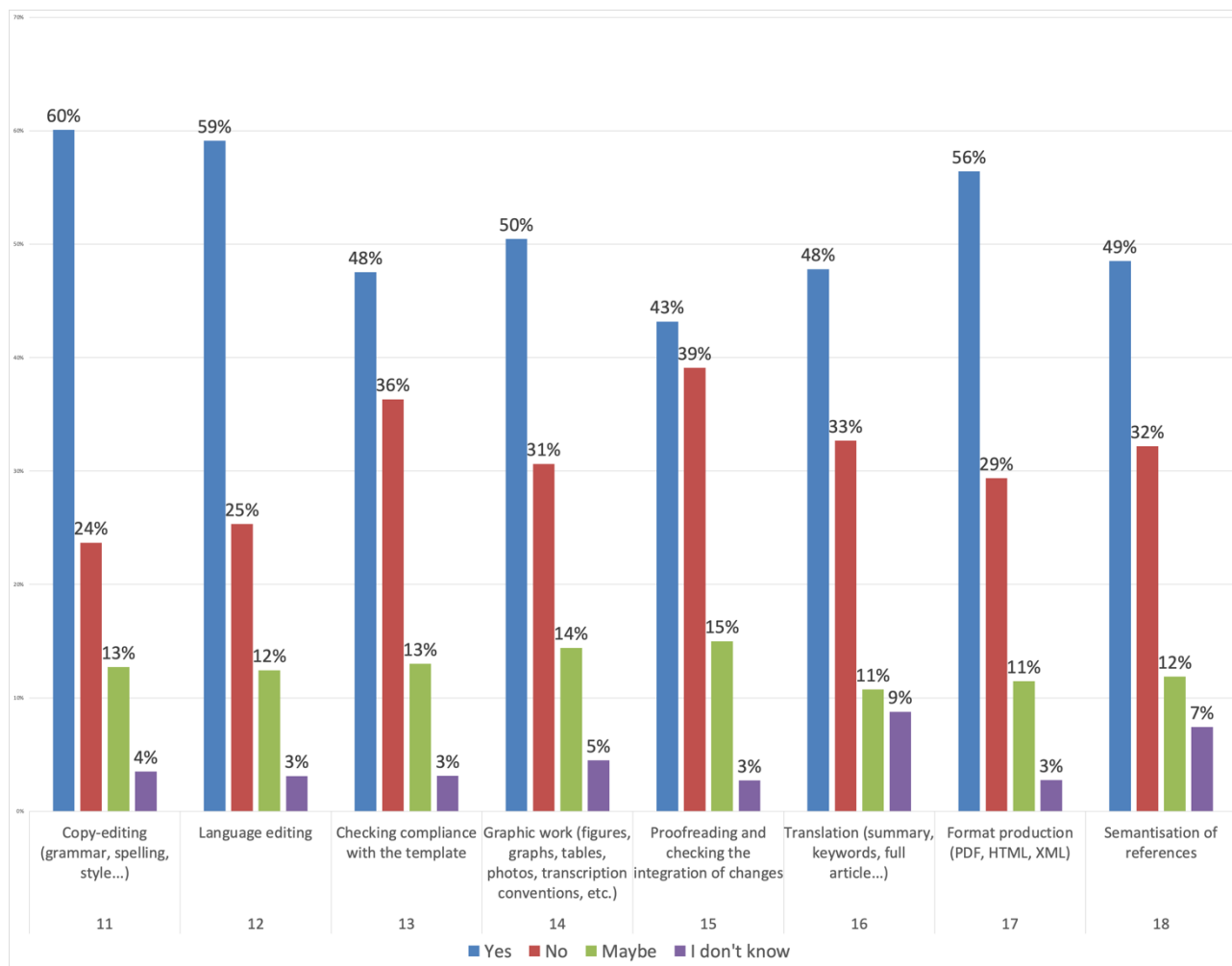
ID 12797718435 : « *In an ideal situation, all formal and technical tasks related to the publishing processes would be out-sourced in order to help the editors to focus on organizing peer review and communicating with authors* ».

On trouve également des arguments en faveur de la professionnalisation, et donc de la meilleure qualité de service, qui serait associée au recours à des prestataires spécialisés.

ID 12747407738 : « *Externalization is unavoidable. At the present, we must teach people for these services, but in an ideal world we could ask for professional services already built for this purpose* ».

Dans un monde idéal exempt de contraintes financières (figure 7c), les actes pour lesquels les revues seraient les plus disposées à payer sont le *copy editing* (60%), le *language editing* (59%) et la production du format (56%). Le reste des réponses varie entre 43% et 50% pour la vérification de conformité, le travail graphique, le proof reading, la traduction et la sémantisation des références. Les réponses négatives oscillent entre 29% et 39% pour les actes 13 à 18 (*checking compliance, graphic work, proofreading, translation, format production, semantisation of references*). Si l'on cumule les réponses de « yes » et de « maybe », les réponses positives deviennent largement majoritaires, comprises entre 58% et 73%.

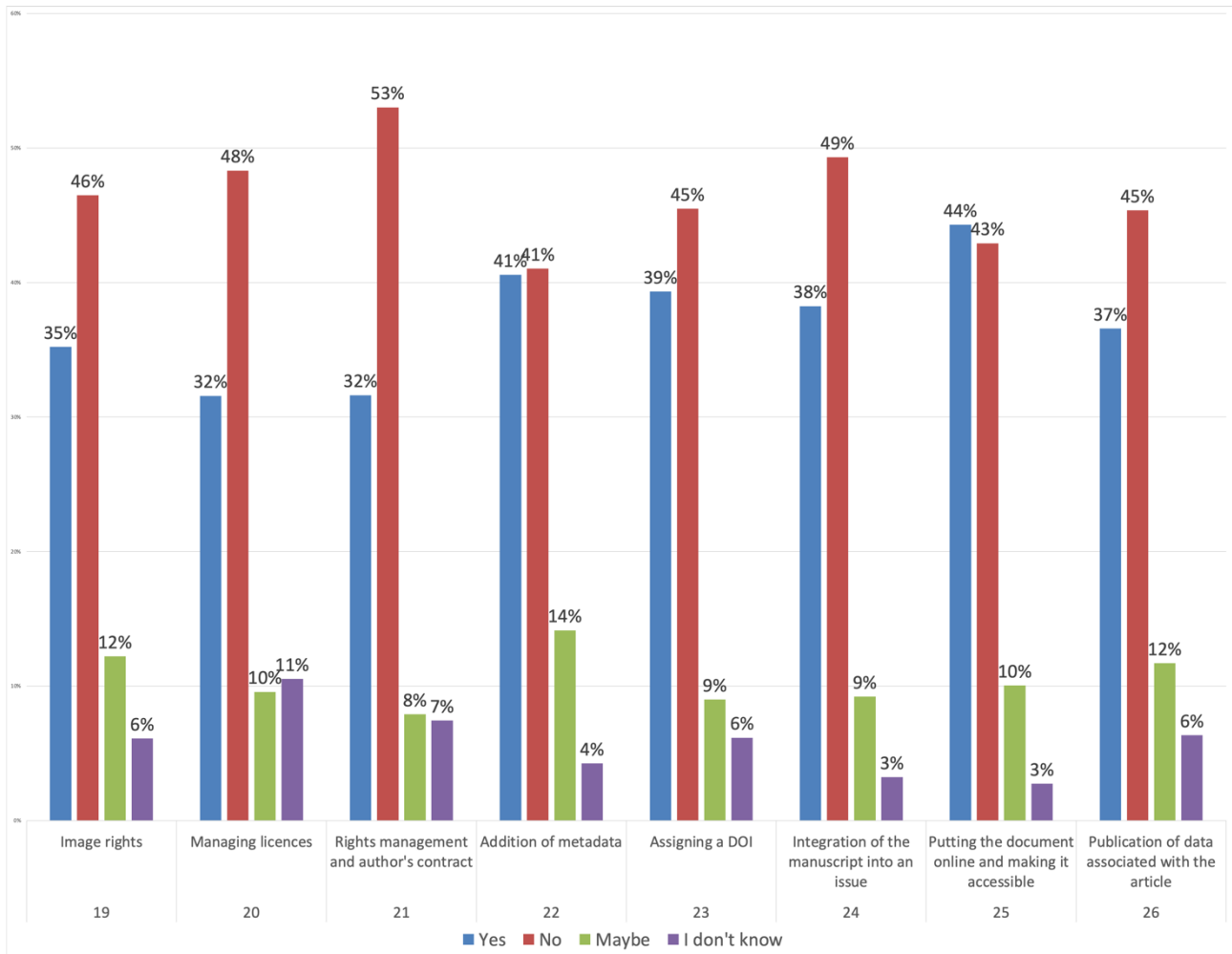
Figure 7c. Financer la production matérielle dans un monde idéal



La mise en circulation

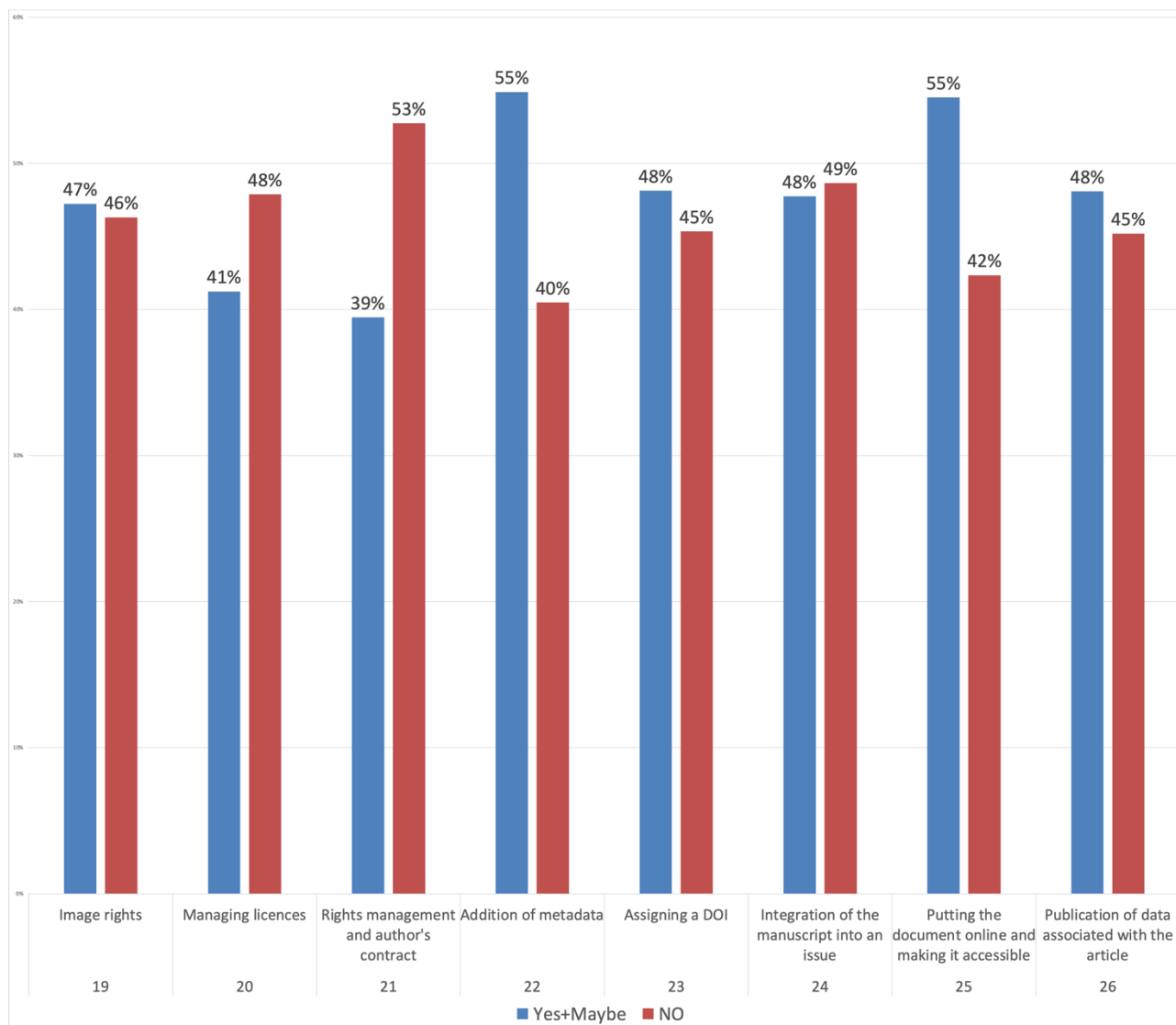
Les actes (19 à 26) de mise en circulation présentent une répartition plus contrastée (figure 7d), bien que les réponses négatives dominent. La gestion des droits concentre les réponses négatives les plus hautes. Les revues sont plutôt contre une transaction monétaire pour les droits des images (46%), la gestion des licences (48%) et les contrats d'auteurs (53%). La tendance pour l'intégration des métadonnées est plus nuancée encore : avec 41% de oui comme de non. L'attribution d'un DOI recueille davantage de réponses négatives (45%), de même que l'intégration du manuscrit dans un numéro (49%). Les réponses sur la diffusion de l'article sont également mitigées : les revues déclarent être plutôt disposées à payer (43%). En revanche, la publication de métadonnées récolte plus de réponses négatives (45% contre 37%).

Figure 7d. Financer la mise en circulation dans un monde idéal



Les taux de réponse « ne sait pas » oscillent entre 3 et 11%. À l’instar des deux autres grandes catégories d’actes de publication, les réponses « maybe » sont relativement stables, distribuées entre 9% et 14%. L’addition des résultats de « yes » et de « maybe » renforce la part des réponses positives (figure 7e).

Figure 7e - Financer la mise en circulation dans un monde idéal, cumul Yes et Maybe



Ainsi le droit des images, l'attribution d'un DOI, l'intégration dans un numéro ou la publication de métadonnées se retrouvent avec des scores à peu près similaires (48% contre 45% ; 48% contre 49% et 48% contre 45%). En revanche, la gestion des licences et des droits d'auteurs affichent toujours une majorité importante de réponses négatives (48% et 53%). À l'inverse, l'addition de métadonnées est désormais dominée par les réponses positives (55%), de même que la mise en ligne du document (55%).

5.2. La prolongation du paiement dans un monde idéal

Après avoir présenté la propension des revues à payer pour les actes de publication dans un monde idéal, nous proposons de nous focaliser sur le sous-groupe ayant répondu à la question 3.2. Cette dernière nous permet d'approcher de plus près les conditions de prolongation du paiement actuel dans un monde sans contraintes monétaires. Autrement dit, elle permet de saisir dans quelle

mesure certaines dépenses actuelles sont engagées, mais pas nécessairement souhaitées par les revues.

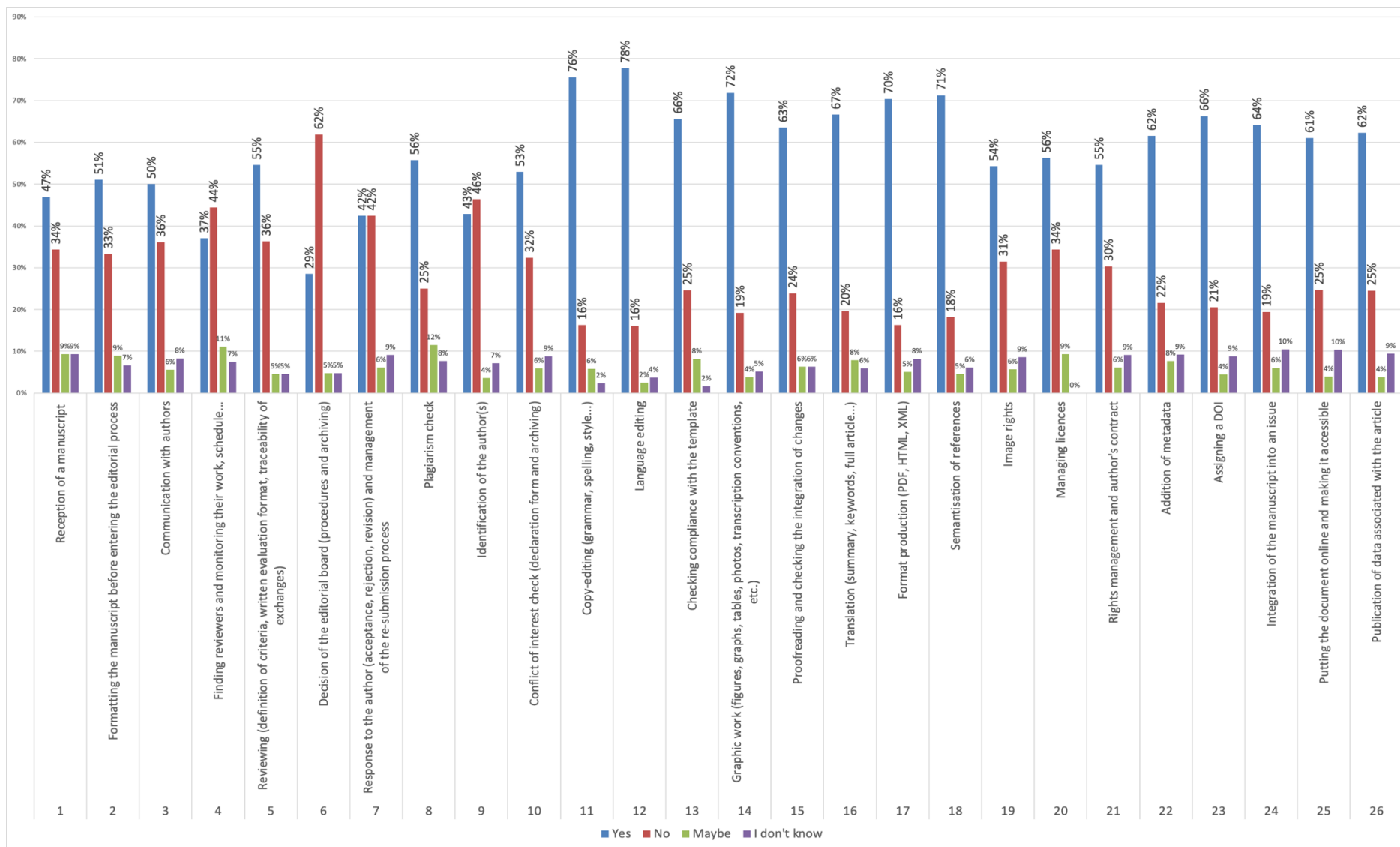
La visualisation ci-dessous (Figure 8) donne à voir le nombre de revues qui, parmi les payeurs actuels, continuerait à payer pour un acte donné dans un monde idéal. À titre de précaution méthodologique, signalons que cette visualisation est centrée sur une part faible de la population totale des répondants (il s'agit uniquement de la population des revues qui paient pour un acte donné). Un résultat massif est visible sur le graphique : pour la grande majorité des actes, les payeurs actuels souhaitent largement poursuivre ledit paiement dans l'hypothèse d'un monde idéal sans contraintes financières. Détaillons ce graphique en fonction des trois grandes catégories d'actes.

La première catégorie sur la certification arbore certainement les réponses les moins tranchées. D'une part, si les taux de réponses positives dominent, l'écart entre les réponses positives et négatives est moins important que sur le reste du graphique. Ainsi, la réception du document, le formatage, la communication aux auteurs, le *reviewing*, la vérification du plagiat et les conflits d'intérêts admettent entre 47 et 53% de réponses positives. La fourchette des réponses négatives sur ces mêmes actes s'étend entre 32 et 37%. Cependant, on peut signaler quelques cas particuliers : la décision du comité éditorial est toujours majoritairement associée à l'absence de transaction monétaire (62% de « no » contre 29% de « yes »), tandis que la recherche de reviewers et l'identification des auteurs obtiennent une courte majorité de « no » (44 et 46%). Enfin, concernant la réponse aux auteurs, les revues sont partagées : le nombre de revues en faveur de la poursuite du paiement dans un monde idéal est égal au nombre de revues qui y sont opposées (42%). Les réponses « I don't know » constituent toujours une petite partie des réponses, entre 5 et 10%. Enfin, les indécis (« maybe ») oscillent entre 5 et 12%.

La deuxième grande catégorie d'actes renvoie à la production du contenu du document. On trouve sur cette partie du graphique une écrasante majorité en faveur de la poursuite des paiements. La valeur la plus haute s'élève à 78% pour le language editing, tandis que la plus basse est de 63% pour le proof reading. Les réponses négatives sont relativement basses, entre 16% (*copy editing, language editing*) et 25% (*compliance*). Les réponses « I don't know » restent faibles (entre 2 et 8%). Les réponses « maybe » se situent entre 6 et 8%. En les ajoutant au total des Yes, on ne ferait qu'accroître la place déjà prépondérante des yes sur cette partie du graphique.

La troisième et dernière catégorie d'actes renvoie à la mise en circulation. On observe une tendance similaire à celle de la catégorie précédente : une domination nette des revues en faveur de la poursuite des transactions monétaires, quoique de manière plus mesurée. Les réponses positives oscillent entre 54% (droits d'image) et 66% (DOI), tandis que les réponses négatives s'étendent entre 19% (intégration dans un numéro) et 51% (gestion des licences). On trouve les mêmes taux de réponse que pour les actes de production pour les réponses « I don't know » (entre 9 et 10%) ainsi que pour les « maybe » (entre 4 et 9%).

Figure 8. La poursuite du paiement dans un monde idéal



Les conditions techniques de mise en œuvre d'un modèle de financement direct

La première partie de ce rapport proposait des modèles de financements directs pour les revues Diamant. La seconde partie nous a permis de préciser la destination possible de ces financements en fonction des actes qui composent le processus de publication d'une revue. Dans cette troisième partie, nous nous penchons sur les conditions techniques de mise en œuvre d'un financement direct.

Nous explorons trois conditions indispensables à la mise en œuvre d'un financement direct. Encore une fois, ces conditions sont nécessaires quel que soit le modèle sélectionné. Tout d'abord, les capacités des revues à réaliser des transactions monétaires (3.1.), qu'il s'agisse de recevoir ou de dépenser de l'argent. Ensuite, la capacité des revues à rendre visibles les financeurs dans leurs publications, grâce à un système de reporting (3.2.). Enfin, du côté des financeurs de la recherche, la possibilité légale de soutenir directement des revues (3.3.).

Section 6.

La capacité des revues à réaliser des transactions monétaires

Cette section est consacrée aux capacités d'échange des revues Diamant, qui constituent un point crucial concernant la mise en place de mécanismes de financement direct. Nous distinguerons notamment entre les capacités directes (6.1.), indirectes (6.2.), totales (6.3.), et potentielles d'échanges (6.4.).

6.1. Capacités d'échange directes

Nous avons posé deux questions distinctes aux revues concernant leurs capacités de transactions monétaires : sont-elles capables de recevoir de l'argent ? Et sont-elles capables de faire des dépenses ? Comme l'illustrent les figures 9a et 9b, les structures des réponses à ces deux questions sont extrêmement proches, ce qui laisse supposer que la réponse à l'une implique généralement la même réponse pour l'autre. En effet, alors que la grande majorité des 254 répondants sont en mesure de recevoir de l'argent (70%), on trouve un résultat très proche, quoique légèrement supérieur, pour la capacité à dépenser (73%). En conséquence, une minorité non négligeable (21%) n'est pas en mesure de recevoir de l'argent, tandis que 19% des revues déclarent ne pas pouvoir engager de dépenses. Signalons également la petite portion de répondants qui ne connaissent pas les capacités d'échanges monétaires de leur revue : 9% du côté de la réception d'argent, 8% du côté des dépenses.

Figure 9a. Capacités financières directes – réception d'argent

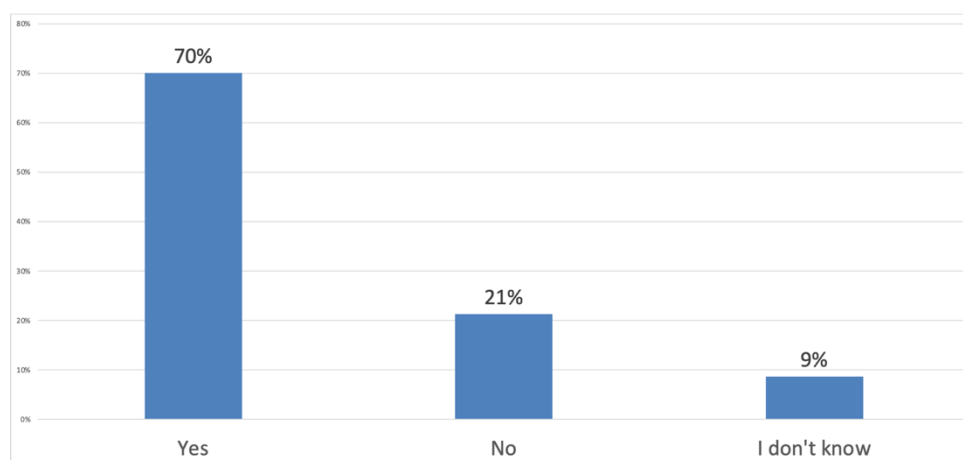
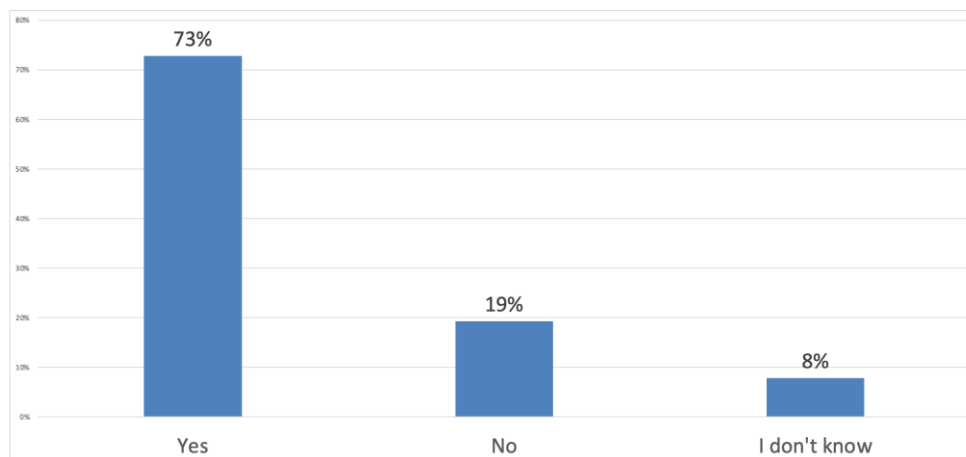


Figure 9b. Capacités financières directes – réalisation de dépenses



6.2. Capacités d'échange indirectes

Les chiffres précédents concernant les capacités d'échanges monétaires des revues sont importants, mais incomplets. En effet, si certaines revues ne sont pas en mesure de gérer directement des sommes d'argent, elles ont parfois la possibilité d'effectuer des transactions indirectement via des intermédiaires. Nous avons donc demandé aux revues n'ayant pas répondu positivement aux deux questions précédentes si 1) un intermédiaire pouvait collecter de l'argent à leur place, et 2) un intermédiaire pouvait faire des dépenses en leur nom. Nous avons obtenu 72 réponses à ces deux questions conditionnelles. Parmi ce sous-ensemble, on remarque tout d'abord que les structures de réponses entre les deux questions conditionnelles ne sont pas équivalentes : la proportion de « oui » est plus importante sur le versant de la réception et, inversement, c'est celle de « non » qui prévaut sur le versant des dépenses. Ensuite, la réponse majoritaire pour les deux questions est « non » (figures 10a et 10b) : une majorité de ces revues ne peut pas recevoir d'argent par un intermédiaire (42%) ni en dépenser (50%). On dénombre un gros tiers de « oui » pour la réception (35%) et moins d'un quart pour la dépense (22%). Enfin, 24% des répondants ne savent pas si la revue peut recevoir de l'argent par un intermédiaire, et 28% pour en dépenser.

Figure 10a. Capacités financières indirectes – Réception d'argent

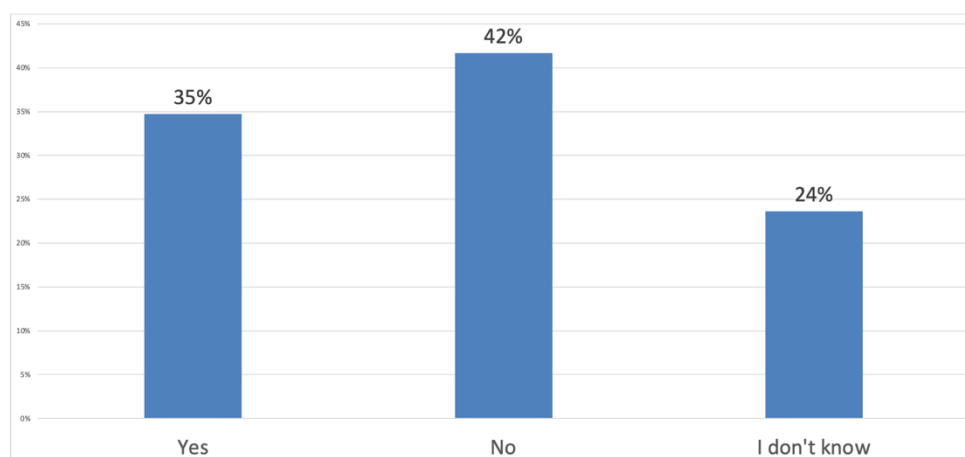
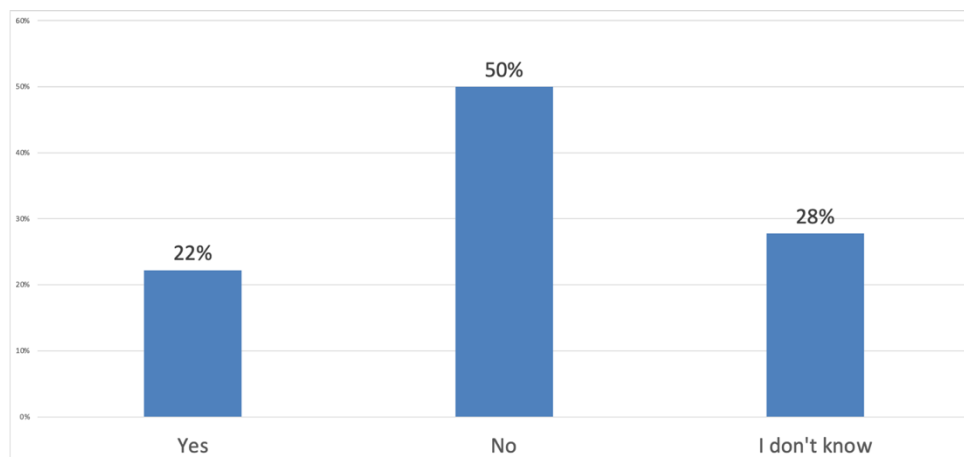


Figure 10b. Capacités financières indirectes – Réalisation de dépenses



6.3. Les capacités totales d'échange monétaire

Sur la base de ces premiers résultats, il devient possible de calculer les capacités totales des transactions monétaires (directes + indirectes). Cette information peut être obtenue en additionnant les réponses positives sur les capacités directes et indirectes d'échanges. Commençons par les capacités de réception de sommes d'argent. Sur une population de 254 individus, 178 répondent positivement (Q2.3.). Par ailleurs, 25 revues sont capables de recevoir de l'argent par un intermédiaire (Q2.5.). On a donc un total de 203 revues en mesure de recevoir de l'argent. Comparé à la population totale, on passe de 70% à 80% de réponses positives. De manière symétrique concernant l'engagement de dépenses. Sur une population de 254 individus, 185 répondent positivement (Q2.4.). Par ailleurs, 16 revues sont capables de dépenser de l'argent par un intermédiaire (Q.6.). On a donc un total de 201 revues en mesure d'engager des frais. Comparé à la population totale, on passe de 73% à 79% de réponses positives. Le tableau 3 présente ces éléments agrégés.

Tableau 3. Les capacités totales de transaction financière des revues

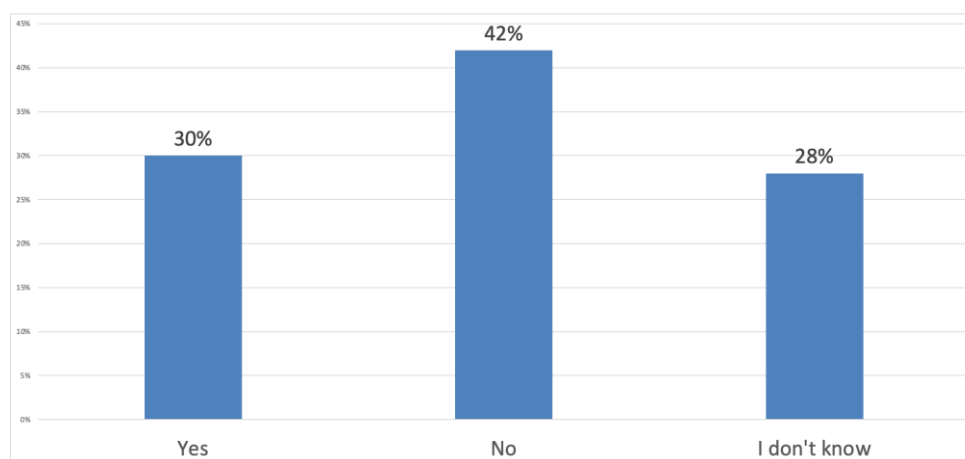
	Réception	Dépense
Capacités directes d'échanges	178	185
Capacités indirectes d'échanges	25	16
Total	203	201
% sur 254 individus	80 %	79 %

Ainsi, près de 80% des revues Diamant interrogées déclarent être capables de recevoir de l'argent (de manière directe ou indirecte) et d'engager des frais.

6.4. Capacités d'échange potentielles

Parmi les 72 revues ne disposant pas de capacités d'échanges directes, 50 ont indiqué si elles seraient prêtes à mettre en place un système comptable propice aux échanges monétaires dans l'hypothèse où les fonds alloués seraient suffisants. Comme le montre la figure 11, 30% des revues seraient prêtes à développer un tel système comptable, 42% refuseraient, et 28% indiquent ne pas savoir.

Figure 11. Capacités financières potentielles



La taille de la population étant ici assez restreinte, les résultats quant à la volonté des revues sans système comptable d'en adopter un doivent être considérées avec précaution. Cependant, on peut considérer que les 30% de réponses positives, soit 15 revues, constituent un résultat probant quant à la capacité de ces revues à s'organiser au plan comptable pour recevoir de l'argent sous certaines conditions. Ainsi, lorsque l'on ajoute ce nombre (n=15) aux revues ayant déclaré être capables de recevoir de l'argent (n=203), le nombre total de revues ayant une capacité potentielle d'échanges monétaires s'élève à 218, soit 86% des revues de la population de répondants (n=254). Ces éléments, marqués par une forte majorité de revues, sont présentés dans le tableau 4.

Tableau 4. Les capacités potentielles d'échange monétaire des revues

	Réception
Capacités directes d'échange	178
Capacités indirectes d'échange	25
Capacités potentielles d'échange	15
Total	218
% sur 254 individus	86 %

Quelle visibilité des financeurs de la recherche ?

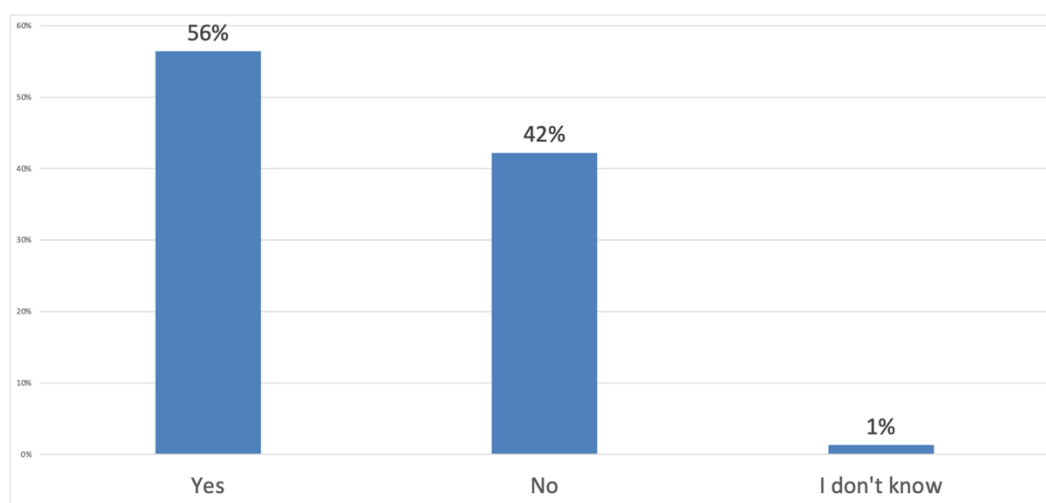
Dans un monde organisé autour de principes de transparence et d'ouverture, le développement de circuits de financement va de pair avec la capacité des revues à rendre visibles leurs diverses sources de financements. Cette section interroge la propension des revues à assurer cette traçabilité des financeurs de la recherche.

La première partie dresse un état des lieux des capacités actuelles des revues à fournir des gages de visibilité aux financeurs de la recherche, notamment à travers des pratiques de *reporting* (7.1.). En se concentrant sur les revues qui sont dépourvues de capacité de *reporting*, la deuxième partie propose des réflexions sur les incitations potentielles des revues en ce sens (7.2.).

7.1. Les capacités de reporting des revues

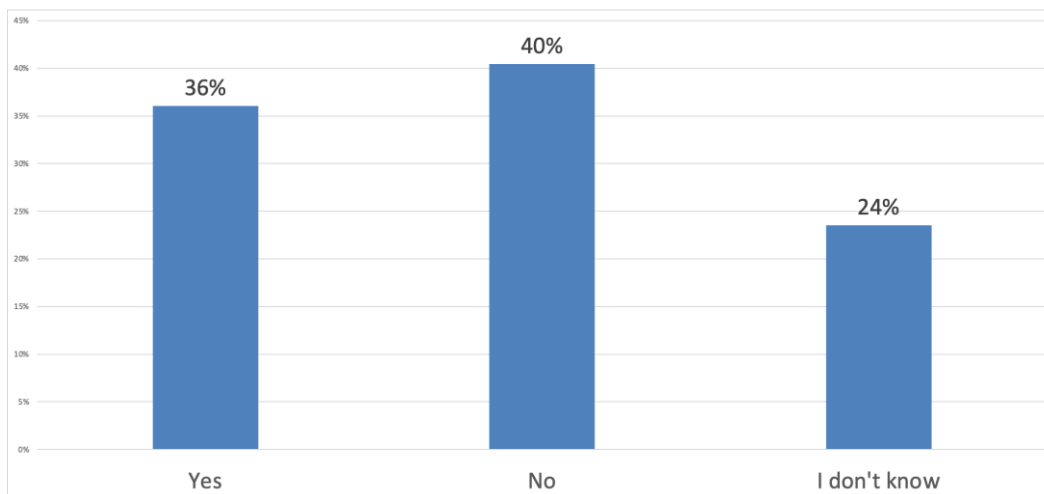
La visibilité de la contribution des financeurs commence au niveau des articles individuels : l'enjeu est de pouvoir tracer, pour un article donné, sur quelle base de financement les auteurs ont réalisé leur recherche et produit leur manuscrit. Parmi les 232 réponses obtenues à la question Q4.1, 56% des revues déclarent réaliser un traçage minimal des fonds de la recherche (figure 12). Symétriquement, une part non négligeable de revues (42%) n'effectue aucun suivi de ce genre, tandis que 1% des répondants ne sont pas en mesure de répondre.

Figure 12. Tracer les financements



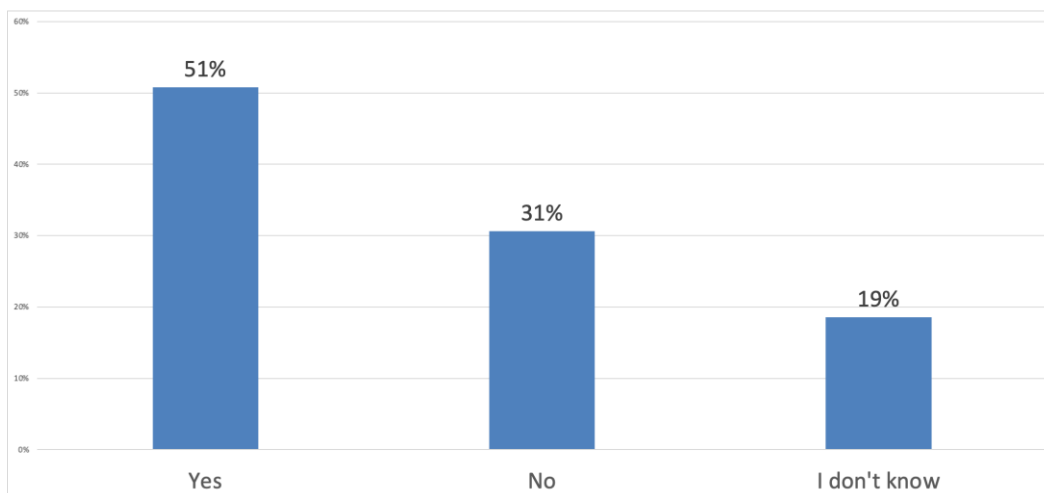
Si la traçabilité des financements par article importe, il est loin d'épuiser la question de la visibilité des financeurs des revues. Pour assurer celle-ci, il est généralement nécessaire de produire un rapport qui recense les financeurs et agrège les articles qu'ils ont ainsi contribué à produire. Comme l'indique la figure 13, la tendance s'inverse ici : sur les 136 réponses obtenues à la Q4.2., seules 36% des revues déclarent être en mesure de produire un tel rapport, tandis que 40% affirment le contraire. La part importante de répondants qui ne savent tout simplement pas si le reporting auprès des financeurs est possible est notable ici (24%).

Figure 13. Capacité effective de reporting



L'incapacité immédiate de la majorité des revues à faire du *reporting* n'est pas nécessairement problématique pour la mise en place de circuits de financement. En effet, comme l'indique la distribution des 183 réponses dans la figure 14, la moitié des revues interrogées affirment qu'elles auraient néanmoins les capacités techniques de produire un tel rapport si cela s'avérait nécessaire (Q.4.3.). Un peu moins d'un tiers (31%) serait actuellement dans l'incapacité de le faire, tandis que les 19% restant déclarent ne pas savoir.

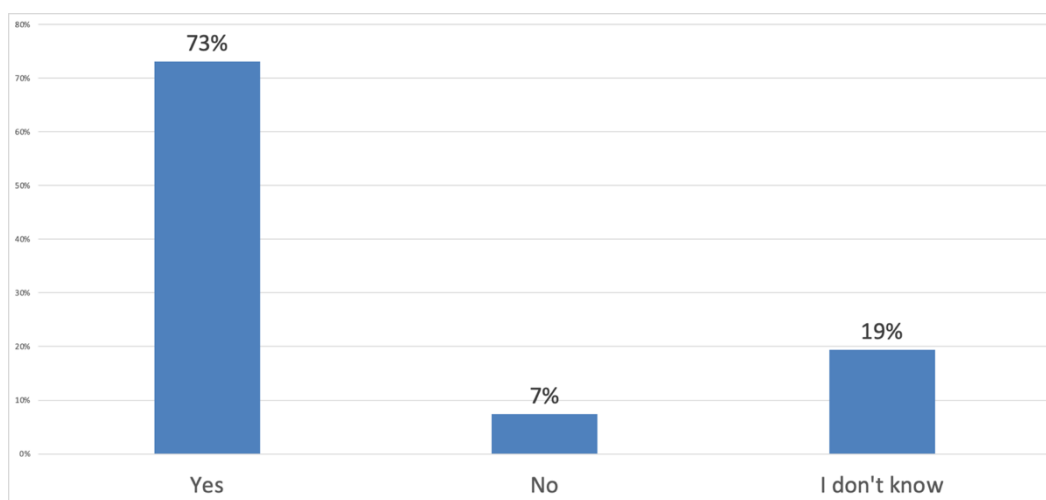
Figure 14. Capacités techniques de reporting



7.2. Quelles incitations en faveur d'un système de reporting ?

Afin d'étendre l'exploration des conditions sous lesquelles les revues seraient en mesure d'acquiescer des capacités techniques de *reporting*, nous avons abordé la question des incitations potentielles. En l'occurrence, nous nous sommes demandé si la perspective d'un revenu régulier en provenance de financeurs constituerait une incitation suffisante pour ces revues (Q.4.4). Pour rendre saillantes les réponses recueillies à cette question, comparons-les avec celles obtenues à la question précédente. La Q4.3. interrogeait les capacités techniques actuelles de *reporting*. Sur 183 réponses, 51% des revues répondaient positivement, soit la moitié de la population étudiée. La Q4.4., qui fait l'hypothèse d'un revenu régulier de la part des financeurs, fait considérablement augmenter les réponses positives, bien que le nombre de répondants soit légèrement inférieur (n=175). Dans ces conditions, 73% des revues accepteraient alors d'adopter un dispositif de *reporting* (figure 15). Les réponses négatives sont extrêmement réduites (7% de la population). On remarque également que la part d'indécis n'a pas bougé, avec un cinquième des revues (19%). Autrement dit, l'augmentation des réponses positives est globalement due au report des réponses négatives de la question 4.3.

Figure 15. Effectuer un reporting contre un financement régulier



Cette incitation potentielle étant mise en évidence, quel serait le niveau de revenu suffisant pour que les revues adoptent effectivement un système de *reporting* ? Analysons les quelques réponses qualitatives obtenues sur cette question (8 au total). On constate tout d'abord une large variété de disciplines, allant des mathématiques aux *computer sciences* en passant par la biologie, l'histoire, la littérature, le droit et la linguistique ; mais aussi une variété de pays (France, Afrique du Sud, Italie, Australie, ainsi que plusieurs revues internationales). Parmi les réponses qui évoquent des sommes monétaires, les montants annuels varient énormément : de 2 000 dollars pour le seuil minimum à une fourchette comprise entre 8 000 et 20 000 dollars pour la majorité des réponses. Ces montants sont assortis de plusieurs conditions connexes : l'importance de ne pas rajouter du travail et des coûts supplémentaires au processus de publication. Ainsi, certaines revues plaident pour assurer un support technique afin que la réalisation du rapport soit aisée. La possibilité

d'embaucher une personne capable de réaliser le rapport, par exemple un « copy editor », est également une option fortement envisagée.

Malgré la perspective d'obtenir un revenu régulier pour la revue, une petite minorité refuse toute forme de *reporting* (13 revues au total, soit 7% des réponses de la Q18). Parmi celles-ci, 9 ont accepté de fournir des explications en répondant à la question ouverte Q4.5. Tout d'abord, soulignons à nouveau la diversité des disciplines (*postcolonial studies*, sciences sociales, géographie, biologie, science des matériaux...) et des nationalités constitutives de ce sous-échantillon (France, Italie, USA, et plusieurs revues internationales, dont un regroupement de pays du Moyen-Orient). Trois principaux arguments sont avancés pour expliquer le refus de mettre en place un dispositif de reporting. Premièrement, certaines revues estiment ne pas avoir besoin de financements supplémentaires, considérant qu'elles ne traitent que rarement avec des financeurs, ou que les recherches qui sous-tendent la proposition d'articles dépendent peu des subsides des financeurs de la recherche. De plus, certains répondants mettent en avant le caractère financièrement durable de la revue, à l'instar d'une revue intégrée à OLH. Deuxièmement, la perspective du *reporting* n'est pas souhaitable pour certaines revues, au nom du travail administratif supplémentaire qu'il engendrerait, et du risque d'une perte d'indépendance de la revue. Troisièmement, un répondant plaide pour le financement des chercheurs plutôt que de la revue.

Section 8.

La capacité des financeurs à soutenir directement les revues

Comme cela a été rappelé par le rapport *OA Diamond Journals*, de nombreux acteurs contribuent déjà à l'écosystème Diamant, et les mécanismes financiers que nous proposons sont génériques, pouvant donc être mis en œuvre par nombre d'entre eux. Néanmoins, comme indiqué plus haut, nous avons choisi d'abord d'explorer les contributions des institutions de financement de la recherche, parce qu'un certain nombre d'entre elles finance déjà de l'accès ouvert avec APC d'une part, et portaient des exigences d'ouverture des publications financées par leurs bourses de recherche d'autre part. Pour ce faire, nous avons pris contact avec la Coalition S via Johan Rooryck et conçu une intervention en deux temps.

Premièrement, nous avons fourni une série de questions préliminaires afin de connaître les contraintes légales et règlementaires pesant sur les financeurs. Ces questions ont été instruites à l'intérieur de la Coalition S, ont été ajoutées à d'autres, portant notamment sur les livres, et une enquête est au cours parmi les différents partenaires sur l'état actuel de leur financement envers des supports de publication et leurs contraintes règlementaires. Une fois cette première étape effectuée, il faudrait construire notamment avec la Coalition S un atelier d'information et d'enquête auprès de ses membres, qui devrait s'appuyer sur le cadre suivant. Tout d'abord, il faudrait présenter les résultats empiriques de notre recherche, décrits dans ce rapport, sous une forme synthétique. Ensuite, il faudrait présenter les mécanismes de financement proposés, en tenant compte bien entendu des résultats collectés du côté des financeurs, et notamment la nécessité ou pas de passer par des tiers pour financer des publications. Enfin, la deuxième partie de l'atelier devrait être consacrée aux questions et réponses de la part des financeurs afin de juger du caractère réaliste et souhaitable de ces financements directs, de manière complémentaire au financement de plateformes Diamant qui existe déjà aujourd'hui pour un certain nombre d'entre eux.

Conclusion : avantages et enjeux associés aux modèles de financement direct

Après avoir présenté les modèles de financement, la destination détaillée des flux financiers, ainsi que les conditions techniques de mise en œuvre, nous proposons une brève conclusion sur les avantages et limites que revêt le soutien financier direct aux revues. Dans cette conclusion, nous laissons pleinement la parole aux revues, qui nous ont permis d'identifier de nombreux avantages, mais également plusieurs écueils à éviter concernant la mise en place de financements directs.

Les apports des modèles de financement directs pour les revues

Une idée générale qui se dégage avance que le financement constituerait un soutien à la revue et assurerait sa pérennité, qu'il s'agisse de financer des logiciels comme OJS, un « capacity center » pour accéder à des services, ou sous-traiter certains actes en particulier (*copy editing, proof reading...*).

ID 12778866676 : « It would be fantastic! It would give us (editor and scientific society responsible for the journal) the certain of continuity of the journal ».

ID 12744892513 : « I think direct financial support by funders of OA diamond journals is an ideal mechanism. It would support OA diamond journals to provide open access publishing without charging fees to authors or readers. Direct funding of OA diamond journals would allow funders to directly control the systemic costs of OA diamond publishing and incentivise OA diamond journals in ways that align with a funder's objectives - i.e. to support the publication of high quality research ».

ID 12744971226 : « That would be excellent. Our journal has been a OA diamond journal from the start. We have had to change hosting universities three times because of funding shortages. Meanwhile our only funding needs have been from the technical publishing process (copy-edit, proof reading, typesetting, drawing figures etc., DOIs, printing & e-hosting on PKP) ».

Cette idée d'un soutien complémentaire est congruente avec les déclarations de nombreuses revues qui affirment ne pas avoir besoin de beaucoup d'argent pour fonctionner, même si l'amplitude des sommes évoquées est grande (entre 750 dollars et 20 000 dollars par an).

ID 12796318042 : « Find me \$500-\$750 per annum to distribute as I see fit to reviewers who are willing to turn substantive revision reports around in four weeks ».

ID 12749362499 : « Annual funding of US\$20,000 ».

Au-delà de cette idée générale, on peut identifier cinq avantages plus spécifiques. Premièrement, la valorisation du travail actuellement volontaire, dans l'hypothèse où celui-ci pourrait être, pour tout ou partie, rétribué :

ID 12797906214 : « It would be a good opportunity to value the work of the people involved in the journal's activities ».

Deuxièmement, l'externalisation des actes de production matérielle, et donc un recentrage de l'équipe éditoriale sur le contenu scientifique, menant ainsi à une augmentation de la qualité des textes.

ID 12744911757 : « I think it would be a great thing so that we could really concentrate on the content, and leave the formatting / editing job to professionals ».

Troisièmement, la conformité à un certain nombre de standards techniques, assurant ainsi une plus grande visibilité à la revue.

ID 12745091845 : « I think it would be an important initiative, especially to fund the part of converting articles to xml and all the programming languages that most indexers charge publishers especially Scielo, I believe that indexers would improve the interface of their systems for the entry of preprints, and final articles in their respective systems therefore, without funding, it is increasingly difficult to maintain the regularity of publications and maintain the requirements of indexers as we advance in the qualification of the journal, more difficulties are encountered in maintaining the work pace required by the main indexers. in our case, Scielo and Redalyc that most need actions for the inclusion of articles in their marking systems ».

Quatrièmement, la réallocation de flux financiers loin des grands éditeurs commerciaux.

ID 12797921501 : « it would be a great way to support independent and scholar-led journals. That is, spending money where it does not profit big publishers in a disproportionate way ».

Cinquièmement, l'augmentation du nombre de revues Diamant, puisque ce modèle de publication deviendrait plus pérenne.

ID 12789684920 : « I think it would remarkably increase the quality and quantity of Diamond OA journals, which support the main idea of OA ».

Les écueils possibles associés aux modèles de financement directs

Malgré ces avantages, les répondants identifient également un certain nombre d'inconvénients qui viendraient compliquer la mise en place d'un éventuel financement direct. Ceux-ci sont évoqués selon deux modalités différentes : soit comme une condition à remplir pour que le financement soit vraiment profitable aux revues, soit comme un obstacle difficilement surmontable – c'est sur ce

mode que l'on retrouve les 7 revues opposées au financement direct, dont l'une affiche son pessimisme radical concernant la réalisation d'un tel projet.

Le premier élément évoqué par les revues est celui de l'indépendance scientifique, soit le fait que le financeur risque d'infléchir la politique scientifique de l'équipe éditoriale.

ID 12748576478 : « Any financial support coming from research organizations to help the survival of academic journals is welcome, particularly if those organizations are not making their funds a tool to alter the contents or the academic bias of the journal ».

ID 12748525054 : « I do not agree very much, perhaps freedom to investigate is lost, just thinking about money ».

ID 12798245985 : « If it were funded externally in any way, the funding would have to be offered with few (or no) strings attached. The journal needs to be independent to ensure academic freedom ».

À cet égard, plusieurs répondants insistent sur la nécessité d'un circuit de financement tenu par des institutions publiques.

ID 12798351507 : « I think it is extremely important to have state funding or organizations interested in disseminating science and knowledge, without this support free open access journals are not viable over time ».

ID 12765440532 : « It should be no conflict of interest, and financial support should not limit the action of Editorial board and editor in chief in selectecting the content of the journal; I prefer the support from University and University based diamond open access journals ».

Deuxièmement, la crainte d'un fardeau administratif supplémentaire, qui viendrait allonger le temps déjà limité des chercheuses et chercheurs qui travaillent au sein des revues.

ID 12749362499 : « It would be brilliant. But it should not require massive bureaucracy and reporting requirements ».

ID 12778009654 : « it would be a dream... but it is necessary that the process is simple, does not generate paerasse and bureaucracy as we have no staff and no means to pay a temporary worker... »

ID 12777865895 : « Would be very helpful although I doubt we have the time to deal with admin involved ».

Troisièmement, certains affichent leur crainte quant au développement de « *predatory journals* », qui viendraient capter de manière indue des financements.

ID 12790655591 : « I do not think individual articles should be supported, as this may lead to diamond predatory journals ».

ID 12806809929 : « I think it would be a welcome support for many scientific journals. However, I think it should be carefully allocated, only to journals that are not predatory and that are not for-profit ».

Quatrièmement, sept répondants estiment qu'un financement public n'est pas envisageable dans la mesure où leurs institutions nationales ne seraient pas en mesure de financer directement des revues.

ID 12785248384 : « I do not know if it is possible to be accepted by our institution ».

ID 12750244732 : « I would welcome it and it would make a lot of sense to me to support journals from the "science budget," yet I am skeptical. For instance, our journal is located in a country where national funding organizations seem to be particularly inflexible and their budget seems to be also unfortunately decreasing at the moment (not their fault, it is a consequence of national policy) ».

Cinquièmement, les critères d'évaluation des universités ne valoriseraient pas la publication dans des revues Diamant.

ID 12778082527 : « 1. Funding a network of young untenured scholars to allow them to cooperate with the Diamond OA journals they prefer 2. Funding universities, but provided that (a) they use the money only for Diamond OA journals; (b) they modify their research evaluation criteria ».

Sixièmement, les investisseurs ne seraient de toute façon pas intéressés.

ID 12762191352 : « This is an interesting idea and a good counterpoint to the DEAL-contracts between universities and publishers. We currently see a couple of publications that cover publically funded projects. We are based in Switzerland and mostly cover Germany, Austria and Switzerland. Only few of the funders require to explicitly name the funding organisation. So the interest of funding Diamond OA journals by the funders might be very small. The second source of funding are Open Access Publication funds by universities ».

Enfin, le fait que la majorité des travaux qui alimentent les articles de la revue ne sont pas financés par des organismes de recherche. Ils ne pourraient dès lors pas bénéficier d'un financement :

ID 12777951732 : « We think is a good idea. However, this would probably not be applicable to our journal as most articles we receive/publish are not externally funded ».

L'ensemble des avantages et écueils évoqués ici sont résumés dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5. Avantages et écueils associés à un financement direct des revues Diamant

Avantages	Écueils à surmonter
Pérennisation de la revue	Risque de perte d'indépendance scientifique du comité éditorial
Valorisation du travail souvent bénévole	Nouvelle charge administrative liée aux transactions monétaires et à la mise en visibilité des financeurs
Externalisation et professionnalisation de certains actes	Développement de revues prédatrices Diamant
Recentrage du comité éditorial sur le travail de certification	Impossibilité institutionnelle ou légale de capter des financements directs pour les revues de certains pays
Mise en conformité avec différents standards techniques	Critères d'évaluation universitaires non alignés avec la publication dans les revues Diamant
Réallocation des flux financiers loin des grands éditeurs commerciaux	Manque d'intérêt des financeurs de la recherche pour les revues Diamant
Augmentation du nombre de revues Diamant	Les publications fondées sur des recherches non financées ne rapportent pas d'argent à la revue

Annexe : méthodes de collecte et d'analyse des données

Le présent travail repose principalement sur une enquête par questionnaire à destination des revues Diamant. Élaboré entre mars et juin 2021, ce questionnaire vise à saisir les modèles de financements actuels des revues concernées, et d'envisager de nouvelles pistes de financement. Nous présentons d'abord la manière dont nous avons élaboré le questionnaire (1.1.). Ensuite, nous revenons sur les modalités de diffusion du questionnaire et de collecte des données (1.2.). Enfin, nous exposons les modalités d'analyse du matériau collecté (1.3.).

La construction du questionnaire

La première étape a consisté à réaliser une cartographie des opérations de travail que les revues doivent assumer pour passer de la réception des manuscrits aux articles publiés. L'objectif d'une telle cartographie est de spécifier le type de ressources mobilisées pour chaque acte, et ainsi d'identifier les formes de soutien qu'un financeur serait susceptible d'apporter. D'ailleurs, la liste des actes ne préjuge pas de la nature des ressources mobilisées : celles-ci peuvent être internes ou externes à la revue, monétaires ou non. Pour recenser les opérations relatives à la publication scientifique au sein d'une revue, nous nous sommes fondés sur un corpus de littérature qui comprend des présentations d'éditeurs¹⁷, un texte paru sur le blog *The Scholarly Kitchen*¹⁸, et plusieurs travaux académiques sur les coûts de publication¹⁹. La version finale de ce recensement liste 26 actes que nous avons agrégés en 7 groupes et en 3 grandes catégories. Nous proposons une présentation détaillée de cette liste au début du chapitre 3 lorsque nous introduisons les questions relatives au processus de publication. À cette occasion, nous évoquons également les

¹⁷ Copernicus, *APC Information*, https://publications.copernicus.org/apc_information.html, page consultée le 16/03/2021

¹⁸ Anderson, 2018, "Focusing on Value – 102 Things Journal Publishers Do (2018 Update)", *Scholarly Kitchen*, Feb 6, 2018, , page consultée le 16/03/2021.

¹⁹ Brown, 2012, "Open access: why academic publishers still add value", *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/higher-education-network/blog/2012/nov/22/open-access-research-publishing-academics>, page consultée le 16/03/2021 ; Contat, Gremillet, 2015, « Publier : à quel prix ? Étude sur la structuration des coûts de publication pour les revues françaises en SHS », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 7 | 2015, mis en ligne le 13 octobre 2015, consulté le 16 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/1716> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfsic.1716> ; Grossman, Brembs, 2021, "Current market rates for scholarly publishing services", *Copyright, Fair Use, Scholarly Communication, etc.*, 183, <https://digitalcommons.unl.edu/scholcom/183> ; Waidlein, Wrzesinski, Dubois, et Katzenbach, 2021, "Working with budget and funding options to make open access journals sustainable", *HIIG Discussion Paper Series*, No. 2021-1, Alexander von Humboldt Institut für Internet und Gesellschaft (HIIG), Berlin, <http://dx.doi.org/10.5281/zenodo.4558790>

enjeux théoriques et méthodologiques liés à la construction d'une telle liste de actes, ainsi que ses limites.

La deuxième étape a permis de stabiliser une version du questionnaire à destination des revues sur les modes de financement du Diamant. Celui-ci démarre classiquement par une présentation de l'étude. Il est ensuite structuré autour de cinq sections qui portent sur les thèmes suivants : informations basiques sur la revue, situation économique, actes constitutifs du processus de publication, rapport aux financeurs de la recherche, option sur un mécanisme de financement direct (tableau 6).

Tableau 6. Les cinq principaux thèmes du questionnaire

Intitulé de la section	Contenu
1. Your journal identification	Informations basiques sur la revue (titre, ISSN)
2. Your journal economic configuration	Situation de la revue au sein d'une entité économique plus vaste, capacités à recevoir/dépenser de l'argent
3. Tasks on a given manuscript	Qui accomplit les actes de publications ? Quels actes sont rémunérés ? Quels actes seraient rémunérés dans un « monde idéal » sans contraintes financières ?
4. Funding and grant report	Capacité à identifier les financeurs de la recherche par article, et à réaliser du reporting
5. Opinion on funding mechanisms	Opinion des revues sur le principe d'un financement direct, et sur les formes que prendraient un tel financement

Parmi les cinq sections, la troisième est directement articulée au travail cartographique : en nous appuyant sur le tableau des actes évoqué plus haut, nous avons demandé aux revues faisant l'objet de l'enquête de spécifier pour chaque acte les acteurs qui l'accomplissent, la provenance des ressources utilisées, et ce que la revue ferait si elle avait accès à de nouveaux financements. Le premier jet du questionnaire a été réalisé sur un fichier texte. Une fois les questions stabilisées, nous avons basculé le questionnaire sur un fichier Excel afin de faciliter la future phase de test.

La troisième étape a consisté en une discussion collective du contenu du questionnaire. Pour nous assurer de la pertinence des questions, nous avons fait passer deux tests au questionnaire. D'une part, nous avons procédé à une série d'échanges auprès des membres du consortium OPERAS, qui nous ont fait des retours et des recommandations sur la base d'un document partagé. D'autre part, nous avons éprouvé le questionnaire auprès d'une « revue test » qui a accepté de renseigner la version Excel. Ces deux tests nous ont permis de préciser des éléments concernant la compréhension des questions et le choix du vocabulaire utilisé.

La quatrième étape renvoie à la transcription du questionnaire dans Survey Monkey, un logiciel en ligne permettant de gérer l'élaboration des questionnaires, de les envoyer aux enquêtés, ainsi que de collecter et d'analyser les données produites. Ce changement de format nous a permis d'améliorer techniquement le questionnaire en mettant en place des questions conditionnelles. Le passage sur Survey Monkey a également été l'occasion de réflexions en termes de présentation graphique et d'ergonomie pour les répondants.

Diffusion et collecte des données

L'enquête *OA Diamond Journals* réalisée en 2020 a permis d'isoler un échantillon de 1 252 revues qui ont accepté d'être recontactées pour des enquêtes ultérieures. Cet échantillon présente un avantage de taille : disposant déjà d'informations de caractérisation de ces revues (discipline, pays, ancienneté de la revue, etc.), collectées durant l'étude *OA Diamond Journals*, nous avons pu concentrer notre enquête sur des questions spécifiques à notre objet de recherche. Le questionnaire a été ouvert le 16 juin 2021 par le biais d'un mail envoyé aux revues de l'échantillon. Suite à deux relances par courriel, il a été fermé le 12 juillet 2021.

296 individus ont ouvert et commencé à remplir le questionnaire. Après extraction des données sur des tableurs Excel, nous avons procédé à leur nettoyage : suppression des individus n'ayant finalement pas répondu aux questions, suppression de quelques doublons. *In fine*, nous atteignons un total de 260 revues, dont les réponses sont exploitables pour l'analyse. Le nombre de réponses aux différentes questions est variable : il oscille entre 260 et 200 pour les questions générales, peut descendre à moins de 70 individus pour les questions conditionnelles, et à quelques individus seulement pour des questions subsidiaires.

Nous avons pu assurer un appariement avec les données de l'enquête précédente en utilisant le titre de la revue et l'ISSN fournis par nos répondants. Ainsi, 252 revues ont été identifiées, ce qui a permis de disposer des données de caractérisation des revues (disciplines, localisation, taille), ainsi que des données d'activité précédemment collectées (budget consolidé, nombre d'articles annuel...). Les 8 revues restantes n'ont pas pu être appariées, elles ont sans doute répondu à notre enquête par transmission de nos correspondances. Pour clore cette partie sur la diffusion du questionnaire et la collecte des données, rappelons un point de vigilance évoqué en introduction : lorsque nous affirmons que 260 réponses sont exploitables pour l'analyse, il faut garder à l'esprit la diversité des personnes qui ont potentiellement répondu au nom de leur revue. Ainsi, les statuts au sein de la revue (rédacteur en chef, membre du comité de rédaction, secrétaire de rédaction), les degrés de connaissance du processus de publication, aussi bien que les formes d'investissement dans le travail de publication, peuvent varier d'un individu à l'autre, d'un répondant à l'autre. Les réponses aux questions ouvertes permettent d'ailleurs d'attester de cette diversité, puisque l'on y trouve des commentaires extrêmement fournis aussi bien que des propos lapidaires, flous, voire inexistantes. Si les répondants sont les mêmes que pour l'enquête *OA Diamond Journals* – et c'est par le courriel laissé à cette occasion que nous avons contacté les revues – alors

80% des répondants sont rédacteurs en chef ou membres du comité éditorial, ce qui peut peser dans les réponses données.

Analyse des données

Dans cette dernière section, nous détaillons la manière dont nous avons travaillé sur les données collectées. Nous commençons par l'explication de nos méthodes concernant les traitements quantitatifs, avant de développer le versant qualitatif.

Traitements quantitatifs

La majorité du questionnaire est structurée par des questions fermées qui imposent un nombre limité de réponses préétablies. Ainsi, de nombreuses données se prêtent aisément à un travail quantitatif simple, donnant lieu à des visualisations graphiques. Le logiciel en ligne Survey Monkey propose d'emblée une mise en forme graphique des réponses aux questions fermées. Cependant, nous avons préféré revenir aux données individuelles en les exportant directement au format Excel. Ce choix s'est imposé à nous pour deux raisons : d'une part, pour réaliser le travail de nettoyage évoqué plus haut ; de l'autre, pour assurer l'harmonisation des visualisations graphiques – certaines visualisations sur Survey Monkey s'étant avérées inutilisables, car le nombre d'informations empêchait une lecture correcte de l'image.

Pour la majeure partie des traitements quantitatifs, nous avons récupéré le jeu de données relatif à une question, construit un tableau compilant les informations, et produit une représentation graphique. Signalons ici que les représentations graphiques sont généralement des histogrammes. Étant donné que le nombre de réponses d'une question à l'autre peut varier, notamment dans la partie 3 du questionnaire autour de la liste d'actes de publication, nous avons systématiquement opté pour un affichage des taux plutôt que des valeurs absolues. Pour chaque histogramme présent dans le rapport, le nombre de répondants est évoqué dans le corps du texte.

Nous avons également réalisé certains croisements de jeux de données générés par les réponses à plusieurs questions. Prenons un exemple. La question 3.1. porte sur les entités qui accomplissent les actes relatifs au processus de production. La question 3.2. interroge quant à elle l'existence ou non d'un financement pour chaque acte. Ainsi, pour chaque répondant, il est possible de savoir, pour un acte donné, qui l'accomplit, et si cet acte fait l'objet d'une transaction monétaire. Par exemple, sur le premier acte (1. Reception of the manuscript), parmi la population des actants rémunérés, 20 sont des rédacteurs en chef, un seul est membre du comité éditorial, 2 sont des secrétaires de rédaction, etc., comme on peut le voir dans le tableau 6 qui rassemble les informations sur les entités rémunérées pour les actes de publication.

Tableau 7. La rémunération des entités pour les actes de publication

CROISEMENT ACCOMPLISSEMENT DE LA TACHE (3.1.)/FINANCEMENT DE LA TACHE (3.2.)													
N° de tâche	Tâches (ordre	Editor-in-chief	Member of the	Copyeditor	Reviewer	Software	Contractor (p	Other (please	I don't know	TOTAL EMPIR	TOTAL THEOR	CONTROL	TOTAL de répondants
1	Reception of a	20	1	2	0	3	3	3	0	32	32	0	234
2	Formatting th	17	1	12	0	3	7	5	0	45	45	0	229
3	Communicati	25	1	2	0	0	5	3	0	36	36	0	233
4	Finding review	22	1	1	0	0	3	0	0	27	27	0	233
5	Reviewing (de	7	0	3	6	2	2	2	0	22	22	0	234
6	Decision of th	19	1	1	0	0	0	0	0	21	21	0	233
7	Response to t	22	1	2	0	2	4	1	1	33	33	0	232
9	Plagiarism ch	12	3	8	0	22	3	4	0	52	52	0	224
8	Identification	16	1	5	0	1	4	1	0	28	28	0	223
10	Conflict of int	20	0	6	0	0	6	2	0	34	34	0	226
11	Copy-editing	10	2	49	1	1	19	4	0	86	86	0	232
12	Language edit	12	1	44	1	0	20	3	0	81	81	0	230
13	Checking com	19	2	25	0	0	10	5	0	61	61	0	226
14	Graphic work	9	1	29	0	0	28	11	0	78	78	0	227
15	Proofreading	15	2	28	0	0	8	10	0	63	63	0	227
19	Translation (s	9	0	15	1	0	22	4	0	51	51	0	209
20	Format produ	9	2	21	0	3	48	15	0	98	98	0	226
21	Semantisation	13	1	24	0	0	20	8	0	66	66	0	206
16	Image rights	11	1	13	0	0	5	4	1	35	35	0	216
17	Managing lice	13	0	9	0	0	6	4	0	32	32	0	211
18	Rights manag	13	1	5	0	1	7	6	0	33	33	0	219
22	Addition of m	15	3	13	0	2	24	8	0	65	65	0	217
23	Assigning a DC	10	1	13	0	8	19	16	1	68	68	0	217
24	Integration of	17	2	17	0	2	20	9	0	67	67	0	225
25	Putting the dd	19	2	16	0	3	28	9	0	77	77	0	227
26	Publication o	15	0	11	0	3	17	7	0	53	53	0	210

Une fois le croisement réalisé, l'expression de ces résultats en taux oriente vers au moins deux options. Pour tout croisement, on peut envisager une population générale (dans notre exemple, les entités qui accomplissent les actes), et une population réduite qui répond à des critères plus stricts (dans notre exemple, les entités qui accomplissent les actes ET qui sont payées pour le faire). Dans ces conditions, l'expression des résultats en pourcentage peut être rapportée aux données de la population générale, ou à celles de la population restreinte. Lorsque nous présentons de tels croisements dans la suite de ce rapport, nous précisons les précautions méthodologiques nécessaires pour appréhender les résultats en pourcentage.

Traitements qualitatifs

Plusieurs questions au sein du questionnaire étaient ouvertes : elles appelaient des réponses libres qu'il n'est pas possible de compiler et d'intégrer directement dans des comptages. Nous avons distingué deux types de questions ouvertes pour lesquelles nous avons réalisé des types de traitement différents.

Le premier type renvoie aux questions pour lesquelles le nombre de réponses est important (au moins 200). C'est le cas des deux dernières questions (5.1. et 5.2.) qui collectent l'opinion des répondants sur un mode de financement direct des revues Diamant, mais également des questions libres associées aux actes de publication (3.4.1., 3.4.2., 3.4.3.). Pour travailler sur ces données, nous avons exporté les réponses sur un fichier texte et utilisé un logiciel de traitement qualitatif appelé ATLAS.ti. Ce dernier permet de réaliser des codages inductifs au fil de la lecture, et *in fine* d'organiser le matériau en fonction de plusieurs catégories et sous-catégories. Par exemple, la question 5.2. portait sur les modèles de financement du Diamant que les revues envisageaient. Le codage à l'intérieur de ce logiciel nous a permis d'identifier plusieurs catégories générales (modèle de

financement d'infrastructures, modèle de mise à disposition de services, modèles de financement direct, conditions de mise en œuvre d'un modèle donné, origine des fonds, montants souhaités). Ces catégories générales sont elles-mêmes découpées en plusieurs sous-catégories (par exemple, le modèle de financement direct contient la publicité, la levée de fonds, la contribution volontaire, l'allocation de sommes fixes, ou encore le financement au volume de publications). Une fois les catégories stabilisées et le codage réalisé sur l'ensemble du corpus textuel, il est possible de retrouver tous les passages de texte associés à un code en particulier, et donc de collecter rapidement des exemples qui viennent appuyer empiriquement certains éléments d'analyse du rapport.

Le deuxième type de questions ouvertes correspond à celles pour lesquelles le nombre de réponses est très faible, généralement inférieur à 10. Il s'agit des quelques questions subsidiaires que nous posons parfois sur les sommes d'argent que les répondants envisagent. Par exemple, la question conditionnelle 2.7. demande aux revues qui n'ont pas les moyens de réaliser des transactions monétaires (recevoir de l'argent/engager des dépenses) si elles seraient prêtes à mettre en place un système comptable dans l'hypothèse d'un financement suffisant. Parmi les réponses possibles (yes, no, I don't know), la réponse « yes » invitait à inscrire dans un champ libre la somme d'argent considérée comme suffisante. Avec quatre réponses relativement courtes, nous avons procédé à un traitement manuel, en lisant les réponses directement sur le tableur Excel, afin de formuler une interprétation. L'intérêt des réponses à ce genre de questions est extrêmement variable, elles ne sont donc pas toutes évoquées dans le rapport.